

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA MATERNITÉ SOCIALISÉE : L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES FEMMES
PIQUETERAS EN ARGENTINE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
CAROLINA IACOVINO

JUIN 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*Pour avoir toujours été la personne qui m'a guidée
dans mes moments les plus difficiles, aimée
inconditionnellement et inspirée dans mon parcours
académique, Mora Iacovino, je te dédis ce travail. .*

"For me, a woman who becomes politically conscious of being a woman is a feminist. What feminism does is develop our consciousness of oppression and exploitation into a collective phenomenon, capable of transforming reality, and therefore becoming revolutionary".

Femme Chilienne, ex dirigeante du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire)

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le résultat d'un long travail de réflexion et de recherche qui n'aurait pas été possible sans l'aide de plusieurs personnes. D'abord, j'aimerais remercier mon directeur de recherche, Victor Armony pour son sens de l'écoute et pour ses commentaires constructifs. Aussi, je tiens à remercier les membres et collègues de l'IREF pour leurs conseils et leur appui moral. Je remercie également Nora Sánchez pour les conversations qui ont contribué au développement de mes idées.

Ensuite, je voudrais exprimer ma gratitude envers ma famille et mes amis pour leur appui, leur patience et leur écoute. Particulièrement, je voudrais remercier Rami Bechara et sa famille pour leur constant accompagnement et pour leurs encouragements lors des périodes les plus difficiles. Aussi, un grand merci à Emmanuelle Beaulieu et Shih Hann Su pour être toujours à l'écoute de mes problèmes. Mais c'est surtout envers les membres de ma famille, Mora Iacovino, Beba Johnson et Susana N. Bartolomei, que j'envoie mes plus grands remerciements. Elles ont grandement influencé le développement de mon identité.

Finalement, la rédaction de ce mémoire n'aurait jamais été possible sans l'inspiration initiale qu'ont représentée pour moi les femmes piqueteras. Particulièrement, je souhaite remercier les femmes de Lomas de Zamora qui m'ont permis de passer du temps parmi elles. J'espère que ce travail saura traduire la force et la persévérance de leur combat et l'authenticité de leurs revendications sociales et politiques.

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS	vii
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA PARTICIPATION SOCIALE DES FEMMES ET LEUR RAPPORT À LA MATERNITÉ.....	12
CADRE SOCIO HISTORIQUE	12
1.1 Idées politiques et introduction des femmes au travail salarié.....	13
1.2 La réforme du Code civil et premières luttes féministes.....	20
1.3 La maternité politisée.....	22
1.4 « La Communauté Organisée » : La troisième voie de Juan D. Perón	27
1.5 La deuxième vague féministe.....	35
1.6 Le retour de la démocratie.....	42
CHAPITRE II	
LES NOUVEAUX ACTEURS SOCIAUX	47
Introduction.....	47
2.1 Le retour de la démocratie.....	49
2.2 La contestation sociale et l'émergence du mouvement piquetero	53
2.3 Une carte du mouvement piquetero	58
2.4 Les femmes piqueteras.....	61
2.5 Est-ce une forme de féminisme?	68
2.6 La relation entre les mères et l'État.....	72
CHAPITRE III	
LES REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES.....	75
Introduction.....	75
3.2 Le choix de la théorisation ancrée.....	76
3.3 La stratégie de cueillette de données.....	76
3.4 Le corpus documentaire	78
3.5 La collecte de données empiriques	79
3.6 Les défis de la recherche	80
3.7 Les questions de recherche.....	81
3.8 Définition des hypothèses	82
3.9 L'analyse des entrevues	83
CHAPITRE IV	
LA « COMMUNAUTÉ ORGANISÉE » ET LES PIQUETERAS L'ANALYSE DES ENTREVUES	85
Introduction.....	85
Première Partie : L'avis des expertes	86
4.1.1 Une représentante nationale de Barrios de Pie.....	86
4.1.2 La lutte des mères	88

Deuxième Partie : La parole est aux piqueteras	92
4.2.1 Une visite dans la circonscription de Lomas de Zamora	92
4.2.1.1 S'incorporer au mouvement.....	93
4.2.1.2 Les grands thèmes.....	98
4.2.2 La rencontre nationale des femmes.....	106
4.2.2.1 Les plans de travail	107
4.2.2.2 Les jeunes.....	110
4.2.3 L'accès à l'emploi	114
Troisième Partie : Une nouvelle forme de féminisme	118
CONCLUSION.....	124
ANNEXE A :	
EXTRAITS DU TÉMOIGNAGE DE NELIDA DE MIGUEL.....	129
ANNEXE B :	
VERSION FRANÇAISE DES EXTRAITS D'ENTREVUES AU CHAPITRE 4 ..	141
BIBLIOGRAPHIE	153

ABRÉVIATIONS

AAMCJ:	Asociación Argentina de Mujeres en Carreras Jurídicas (Association Argentine des Femmes dans les Carrières Juridiques)
ACP:	Amas de Casa del País (Femmes au Foyer du Pays)
ADF:	Asociación de Derechos de la Mujer (Association des Droits de la Femme)
AMA:	Asociación de Mujeres Argentinas (Association des Femmes Argentines)
ERP:	Ejercito Revolucionario del Pueblo (Armée Révolutionnaire du peuple)
CCC :	Corriente Clasista y Combativa (Courant Élitiste et Combatif)
CFA:	Centro de Mujeres Anarquistas (Centre des Femmes Anarchistes)
CFS:	Centro de Mujeres Socialistas (Centre des Femmes socialistes)
CGT:	Confederación General de Trabajo (Confédération Générale du Travail)
CNM:	Consejo Nacional de Mujeres (Conseil National des Femmes)
CTA:	Central de Trabajadores Argentinos (Centrale des Travailleurs Argentins)
INDEC:	Instituto Nacional de Estadística y Censos Institut National de Statistique et Census
FACE:	Federación de asociaciones católicas de empleados (Fédération des associations catholique des employés)

FAP:	Fuerzas Armadas Peronistas (Forces Armées Péronistes)
FAR:	Fuerzas Armadas Revolucionarias (Forces Armées Révolutionnaires)
FMI:	Fonds Monétaires International
FTV:	Federación Tierra, Vivienda y Hábitat (Fédération terre, logement et Habitat)
INDEC:	Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (Institut National des Statistiques et Recensement)
LADC:	Ligua Argentina de Damas Católicas (Ligue Argentine des Dames Catholiques)
LPMJ:	Liga para la Protección de Mujeres Jóvenes (Ligue pour la Protection des Jeunes Femmes)
CAMD:	Casa y Asociación de Mujeres Domesticas (Maison et Association de Femmes Domestiques)
MIJD:	Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados (Mouvement Indépendant de Retraités et Sans Emploi)
MLF:	Movimiento de Liberación Feminista (Mouvement de Libération Féministe)
MLM:	Movimiento de Liberación de la Mujer (Mouvement de Libération de la Femme)
MPM:	Madres Plaza de Mayo (Mères Place de Mai)
MTD:	Movimiento de Trabajadores Desocupados (Mouvement de Travailleurs Sans Emploi)
MTR:	Movimiento Teresa Rodriguez (Mouvement Teresa Rodriguez)
OTAN:	Organisation Transatlantique du Nord

PCR:	Partido Comunista Revolucionario (Parti Communiste Révolutionnaire)
PIB:	Produit Intérieur Brut
PNF:	Partido Nacional Féminista Parti National Féministe
PO:	Polo Obrero
PPF:	Partido Peronista Feminista (Parti Péroniste Féminin)
PS:	Partido Socialista (Parti Socialiste)
PL:	Partido Laboralista (Parti travailliste)
SCP:	Sindicato Católico de Profesores (Syndicat Catholique des Professeurs)
SNFBA:	Sindicato Nacional Feminista de Buenos Aires (Syndicat National Féministe de Buenos Aires)
UBF:	Unidades Básica Feministas (Unités de Base Féministes)
UFA:	Unión Feminista Argentina Union Féministe Argentine
UTD:	Unión de Trabajadores Desocupados (Union des Employés Sans Emploi)
YPF:	Yacimientos Petrolíferos Fiscales Gisement de Pétrole Fiscal

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur la participation sociale des femmes piqueteras en Argentine, membres du mouvement des piqueteros qui voit à la défense des droits des personnes sans emploi. Les femmes ont été les pionnières du mouvement, alors que les mesures néolibérales appliquées pendant la décennie des années 1990, appauvrissaient continuellement la population. Rapidement, elles se sont réunies afin d'élaborer des stratégies de survie, telles que les cantines populaires, les potagers communautaires et les marchés de « troc » afin d'amortir les effets d'une crise économique. Aujourd'hui, alors que les hommes se sont incorporés au mouvement, elles luttent pour la création de sources d'emploi et pour faciliter l'accès à la nourriture. Maternité socialisée, maternité politisée, certainement maternité engagée, caractérise ces femmes qui en bloquant les routes et en tapant sur des casseroles vides ont su donner un visage à une réalité sociale inexistante pour plusieurs personnes.

Par leur combat, les piqueteras visent à faire resurgir le projet national élaboré par Juan D. Perón entre les années 1945 et 1955, qui devait mener le pays vers le progrès économique et la stabilité sociale. Au sein de ce projet, l'État jouait un rôle très actif dans la société et les piqueteras souhaitent une restructuration du système politique et économique, qui serait inspirée par ce projet. Les résultats de notre recherche démontrent que le mode de fonctionnement du mouvement des piqueteros est basé sur l'idéologie sociale péroniste et inclut la responsabilisation et l'implication communautaire de tous, et une forte valorisation de l'activité salariale et de l'unité familiale. Dans ce contexte, les femmes piqueteras se sont transformées, car si la pauvreté peut entraîner l'exclusion sociale et la privatisation de la vie quotidienne, elles luttent dans un mouvement inclusif qui ne peut se reproduire que si chaque membre participe à son entretien.

Mots Clés : Argentine, femmes, maternité, organisation sociale, féminisme, mouvement des piqueteros.

INTRODUCTION

L'objet de ce mémoire est la participation sociale des femmes piqueteras en Argentine. La lutte des piqueteras s'insère dans le mouvement de piqueteros. Loin de se considérer comme un mouvement à caractère féminin, les femmes constituent néanmoins la majorité des membres (Svampa et Pereyra, 2003). Ce mouvement social prend ses origines au début des années 1990 alors que les politiques néolibérales appliquées par le président Carlos Saul Menem commencent à se faire sentir auprès des travailleurs. D'entrée de jeu, la priorité du président sera de stabiliser la crise économique qui sévit dans le pays. L'hyperinflation, qui à la fin des années 1980, se situe à près de 5000 %, sera ralentie par une série de mesures politiques et économiques que Menem va appliquer dès le début de son premier mandat en juillet 1989 (Jozami, 2003).

L'ensemble de ces mesures peut se résumer à trois grands objectifs. Tout d'abord, le retrait de l'État de la société caractérisé par un « laissez-faire » gouvernemental en matière de services sociaux, notamment en éducation et en santé. Ensuite, cette mesure entraîne la privatisation de la plupart des entreprises nationales à des investisseurs étrangers. Finalement, afin de stabiliser la crise économique, une réforme monétaire sera nécessaire. Ainsi, Carlos S. Menem adopte un plan de convertibilité monétaire qui lie la devise nationale au dollar américain. En ce sens, le taux d'échange entre les deux monnaies sera fixé à 1 dollar pour un 1 peso argentin (Armony, 2004). Si au début, ces mesures contribuent à stabiliser la situation économique, elles le font au détriment d'une population qui assiste à une paupérisation générale de sa situation économique et sociale. Laissés à eux-mêmes afin de pallier les effets des pertes massives d'emploi engendrées par les privatisations, les effets du coût élevé de la vie en raison de la forte présence du dollar américain et les effets de la précarité des services publics caractérisée par l'absence de l'État, les gens s'organisent.

Le mouvement de piqueteros prend deux formes. D'une part, dans les quartiers, les travailleurs nouvellement mis à pied s'organisent afin que toutes les ressources soient mises en commun afin de répondre aux besoins du plus grand nombre de personnes possible.

Cuisines populaires, garderies et salles à manger communautaires, ne seront que quelques-unes des initiatives mises en place afin d'amortir les effets propulsés par les actions du président. D'autre part, ces mêmes travailleurs organisent des protestations publiques afin de faire comprendre au gouvernement que leur situation sociale est inacceptable. En grande partie, leurs actions consistent à bloquer l'entrée des camions et des automobiles dans les grandes villes afin d'empêcher le transport de biens de consommation et ainsi perturber l'économie. Cette forme de protestation jumelée aux actions menées dans les quartiers, va donner naissance au mouvement piquetero. Le nom est issu de nombreux piquets qu'ils érigent sur les routes (Oviedo, 2002).

Tel que nous l'avons mentionné plus tôt dans ce travail, au sein de ce mouvement les femmes sont majoritaire (Svampa et Pereyra, 2003 : 160). Ainsi, elles sont impliquées autant dans l'organisation de quartier que lorsqu'il faut bloquer une autoroute. Cependant, la participation sociale des femmes argentines n'est pas un phénomène nouveau. En fait depuis le début du 20^e siècle, leur participation sociale a poursuivi un double objectif : le développement de la société et l'amélioration des conditions de vie de tous. Ainsi que ce soit dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers au début du siècle, la baisse du taux de mortalité infantine et la réforme du Code civil dans les années 1920, le droit de vote dans les années 1940, la lutte pour la défense des droits humains depuis 1977, les luttes dans les organisations de quartier ou la lutte pour une plus grande reconnaissance politique; les femmes ont toujours contribué aux événements clefs qui ont façonné l'histoire contemporaine nationale.

En particulier, les mères du pays ont une expérience considérable en matière d'organisation sociale (Nari, 2000). Tout d'abord, la crise économique dans laquelle était plongé le pays au milieu et à la fin des années 1980 a propulsé l'organisation des razzias de la faim et des luttes territoriales. Les razzias de la faim se déroulaient sous la forme de saccages faits dans les supermarchés et autres marchés de nourriture afin de souligner publiquement la gravité de la crise et le manque de revenu pour nourrir les familles. Quant à l'organisation des luttes territoriales, elles étaient caractérisées par la prise des bâtiments abandonnés afin qu'ils puissent servir de logement pour les personnes les plus démunies.

Des mères ont été au centre de ces deux types de luttes, en raison de la nature des revendications formulées par chacune. En fait, l'accès au logement et à la nourriture étaient des préoccupations cruciales pour ces mères puisque, comme nous le démontrerons plus tard dans ce travail, la division sexuelle du travail en Argentine les rend responsables de tout ce qui concerne la sphère privée. Les mères doivent garantir la reproduction sociale des membres de la famille et le logement et la nourriture constituent la base qui permet cette reproduction (Di Marco et Schumkler, 1997).

Ensuite, avec le recul du temps, il nous est possible d'affirmer que le regroupement de mères le plus important de l'histoire de l'Argentine contemporaine demeure celui des Mères de la Place de Mai. Reconnue internationalement comme l'emblème du mouvement de défense des droits humains en Amérique latine, cette organisation voit le jour en 1977, alors que la dictature bat son plein au sein de l'appareil gouvernemental national. La caractéristique principale de cette organisation est qu'elle est de nature maternaliste, à savoir, qu'à ses origines, elle était composée exclusivement par des mères. À l'époque, ces dernières réclamaient à l'État de l'information concernant les circonstances entourant les disparitions forcées de leurs enfants (Bellucci, 2000). C'est seulement lorsque les forces armées quittent le pouvoir, que la défense des droits humains se retrouvera au centre de leurs revendications politiques. Alors que la population apprend à connaître ce mouvement, elle se demande pourquoi des mères sans aucune expérience en militance au préalable, osent protester en public devant la dictature la plus sanglante des dernières décennies. Pour ces mères, la réponse à cette question est simple. Selon elles, le statut social que l'État leur confère, soit celui de responsable de la famille et du bon déroulement de l'unité domestique, lui octroie l'autorité nécessaire pour exiger au gouvernement des explications concernant leurs enfants. En tant que principales responsables des enfants, ces mères ont le droit de connaître leur sort. De plus, en raison de ce statut social, l'État est obligé de leur rendre des comptes, spécialement en ce qui concerne la famille. De cette manière, la relation entre l'État et les mères va se transformer et sera caractérisée par le combat entre les deux entités. Malgré les nombreuses attaques physiques et psychologiques (intimidation, enlèvement, torture et meurtres), aujourd'hui l'organisation est devenue une institution de défense des droits humains et de promotion de justice sociale.

Finalement, nous tenons à souligner la période où le travail du président Juan D. Perón et de sa femme Eva « Evita » Duarte de Perón a contribué à façonner l’imaginaire politique de tous les Argentins. Entre 1946 et 1955, le pays connaîtra pour la première fois ce que signifie être gouverné par un État corporatiste et distributeur (Armony, 2004). Pendant cette période, le droit de vote sera accordé aux femmes. Mais, du même coup l’identité de la femme se réduisait à sa fonction sociale de mère. En fait, les femmes deviendront un corps socialement institutionnalisé à partir duquel Perón, grâce à l’aide de sa femme, pourra les incorporer dans la « Communauté Organisée ». Ainsi, la responsabilité principale de toutes les Argentines sera d’être une « bonne » mère. Un vaste plan d’aide aux femmes (mères) sera mis sur place afin que celles-ci puissent accomplir la tâche que le président leur a accordée. Cette dernière se résume à être les garantes de la socialisation des enfants, de l’ordre moral et de l’unité domestique. Afin que les mères s’adonnent volontiers à leur tâche, le président s’engage à leur accorder une série de mesures sociales, comme des garderies, des assurances de santé, des congés de maternité, des vacances payées, etc., qui saura faciliter le travail des mères au sein de la Nation (Di Liscia, 2000).

Les actions du président Perón envers les femmes étaient certainement bien reçues par une importante partie d’entre elles. En fait, c’est l’ensemble de la population qui était satisfait des actions du président, car elles ne se limitaient pas aux femmes. Les conventions collectives favorables aux demandes des ouvriers ont garanti pendant longtemps l’appui des citoyens au président. En ce sens, nous tenons à souligner que lors de l’arrivée au pouvoir de Perón, la cohésion sociale était inexistante. En fait, les conséquences d’une industrialisation accélérée sur la population, au début du 20^e siècle, ont été difficiles : urbanisation, montée considérable de l’immigration, conditions d’emploi difficiles, maladies et analphabétisme ont caractérisé la vie de la plupart des Argentins depuis les années 1920. Par conséquent, le taux de mortalité infantine était élevé et la tuberculose était la principale raison qui expliquait ce taux. De plus, la débâcle économique de 1929 a empiré la situation économique du pays.

Dans ce contexte, un vaste programme gouvernemental sera mis sur place afin d’améliorer la santé des enfants.

Les grandes lignes de ce programme, ont été précisées par des médecins, dont plusieurs étaient des femmes féministes (Marifran, 1998). Ces dernières croyaient que la prévention et l'éducation contribueraient à diminuer radicalement le taux de mortalité infantile. En ce sens, elles entament une campagne de conscientisation auprès des mères afin de les aider à « mieux » élever leurs enfants. Les mères vont répondre favorablement à l'appel des médecins et vont s'impliquer considérablement. Elles accepteront de suivre des cours prénataux, des cours d'hygiène et de nutrition tous administrés par des professionnels de la santé. En fait, l'ensemble des aspects de la maternité sera étudié par les médecins qui défendaient une image de la mère qui correspondait à une femme qui saurait cuisiner des aliments sains, qui connaîtrait les techniques de premiers soins et qui s'efforceraient de garder un environnement propre pour ses enfants.

Si ce programme national s'adressait particulièrement aux femmes des couches sociales les plus défavorisées, les autres mères souhaitaient participer aux activités de cette campagne. Ensemble, les résultats obtenus ont été remarquables et le taux de mortalité infantile a baissé considérablement. Pendant cette période où la maternité était publiquement mise à l'avant-scène des priorités publiques, les femmes ont vu non seulement leurs responsabilités sociales s'accroître, mais elles auront un avant-goût de ce qu'elles vivront sous l'administration de Perón. Ce dernier va s'inspirer des programmes sociaux du début du siècle pour mener à terme ses projets politiques pour le pays. En fait, les programmes existants seront améliorés, par la modernisation et l'argent.

Comme nous le verrons tout au long de ce travail, les mères ont souvent été appelées à participer publiquement aux événements du pays. Ainsi, malgré une division sexuelle du travail qui leur accordait la responsabilité du domaine privé, par la maternité, la présence des femmes sur la scène publique n'était pas surprenante. Depuis le début du 20^e siècle, les mères participaient activement à la vie sociale du pays, par l'éducation, le travail et les organisations communautaires (Marifran, 1988). Ainsi, le pays se retrouve à l'entrée du 21^e siècle et qu'il s'écroule de nouveau, économiquement, politiquement et socialement, casseroles en main, elles se lèvent.

Par ce travail, nous voulons comprendre, pourquoi en temps de crise économique et sociale, ce sont les mères les premières à s'organiser socialement. Dans le contexte argentin, nous voulons saisir l'articulation du concept de maternité chez les piqueteras et en quoi elle constitue un élément de lutte sociale. Nous défendons une hypothèse qui trouve les origines de cette maternité, politiquement engagée, pendant les mandats présidentiels de Juan D. Perón. Notre recherche essaiera de démontrer que le président, aidé par sa femme Eva Duarte de Perón, a réussi à inculquer à la population argentine de l'époque, l'idée que l'avenir du pays dépendait de l'effort que chaque citoyen entreprendrait afin d'atteindre les objectifs économiques et sociaux proposés par le président. Ainsi, si collectivement les citoyens travaillaient vers les mêmes objectifs, l'Argentine retrouverait la prospérité économique. Bien entendu, au sein de cet idée, l'État en tant que corps social au même titre que les travailleurs, la famille, etc. devait jouer une part active dans cette communauté organisée que le leader politique défendra. Ce rôle consistera à mettre en place toutes les infrastructures politiques et sociales pour que chaque citoyen puisse remplir son rôle. L'État est devenu le filet de sécurité sur lequel chaque citoyen pouvait compter. À partir de ce moment, la relation entre l'État et les citoyens va changer drastiquement, car la communication entre les deux sera grandement favorisée. Dans leur lutte, les femmes piqueteras invoquent cette relation et si, comme nous le démontrerons, leur principale lutte consiste à demander le retour de l'État dans la sphère publique, c'est pour invoquer le rôle social que Perón s'était accordé.

Pour des fins universitaires, ce travail sera divisé en quatre chapitres. Le premier, intitulé « cadre sociohistorique », sera consacré au parcours historique du pays pendant le 20^e siècle. Nous porterons une attention particulière à la participation politique et sociale des femmes au pays. Ainsi, souligner la place que les femmes ont jouée dans le contexte politico-historique, nous permettra de mieux comprendre qu'elles ont souvent participé activement aux événements centraux du pays.

De cette façon, nous commencerons ce récit en situant la participation des femmes auprès du mouvement ouvrier du début du 20^e siècle, fortement caractérisé par l'immigration, les mauvaises conditions de travail et la modernisation économique.

Dans un tel contexte, les femmes sauront faire leur place auprès du Parti Socialiste, auprès des mouvements ouvriers anarchistes et auprès des mouvements religieux et catholiques. La pratique développée au cours de ces années a permis aux femmes d'acquérir l'expérience nécessaire pour formuler des revendications politiques à caractère féministe. Ainsi, de nouveaux organismes exclusivement féministes vont voir le jour comme le Syndicat National Féministe de Buenos Aires (SNFBA) et le Parti National Féministe (PNF). De cette manière, dès la fin de la Première Guerre mondiale et jusqu'aux années 1940, les luttes pour l'obtention du droit de vote, la réforme du Code civil et l'amélioration des conditions de travail des travailleuses seront une priorité pour les féministes.

Ensuite, nous porterons une attention particulière à la période allant de 1946 à 1955, puisque c'est le moment où Juan Domingo Perón se trouvait au poste de président de la Nation. Cette époque a été bouleversante pour tous les Argentins et particulièrement pour les femmes. Elles ont vu leur identité se réduire à la maternité en même temps que leurs droits civils et politiques augmenter. Droit de vote, services de santé gratuits, garderies, amélioration des conditions de travail ont tous été des bénéfices sociaux que le président faisait à celles sur qui reposait le futur du pays : les mères. Avec l'aide de la mère de tous les Argentins, Eva Duarte de Perón, il a réussi à jeter les bases de son projet de « Communauté Organisée », qui devait mener l'Argentine vers le progrès (De Renzis, 2004 : 12). Au sein de ce grand plan mis de l'avant par Perón, les femmes occupaient une place primordiale. En effet, selon le président, elles sont responsables de la sphère privée et de tout ce qui la compose : le soin des enfants, le bon déroulement de l'unité familiale et l'ordre moral et religieux. Le projet politique de Perón n'a pas abouti, car un coup d'État le destitue en 1955. Cependant, en matière de politique sociale, les idéologies qu'il défendait sont encore présentes dans l'imaginaire politique des Argentins.

Le changement politique en 1955 a marqué le coup d'envoi d'une période d'instabilité politique qui sera marquée par des coups d'État. Malgré ce contexte hostile envers les mouvements sociaux, les idées étasuniennes et européennes caractérisées par les idées du « peace & love » et du mouvement hippie se font sentir en Argentine. Comme par le passé, l'influence étrangère saura affecter les mouvements sociaux.

En ce qui concerne les femmes, les lectures de Betty Friedan, de Gloria Steinem et de Simone de Beauvoir dominent les débats de ce qui constitue la deuxième vague féministe. C'est enfin le moment est propice à l'émergence de plusieurs organismes sociaux à caractère féministe comme le Mouvement de Libération de la Femme (MLM), l'Union Féministe Argentine (UFA) et le Mouvement de Libération Féministe (MLF). Auprès de ces organismes, les femmes vont lutter afin d'obtenir la pilule contraceptive, l'accès à l'avortement, la légalisation du divorce et l'équité salariale (Feijoo, 2002). Si plusieurs de ces luttes sont encore à gagner comme celle sur l'avortement, les féministes de la deuxième vague ont réussi à présenter une image de la femme qui ne se limite pas à sa condition biologique. Cependant, le coup d'État du 24 mars 1976 a mis fin à tout projet social, incluant les luttes sociales des féministes. Forcées de dissoudre les organismes ou de plonger dans la clandestinité, en raison du terrorisme d'État en place, la plupart des féministes devront attendre le retour de la démocratie pour se rassembler nouveau.

Malgré l'état de peur et d'horreur qui s'est installé par la junte militaire, un groupe de femmes ont eu le courage de confronter le gouvernement à propos de ses activités. Les Mères de la Place de Mai (MPM) vont s'organiser à partir de 1977, afin de retrouver en vie leurs enfants disparus aux mains du gouvernement dictatorial. Ensemble, les MPM sauront transformer leur maternité et à travers la quête pour retrouver leurs enfants, elles vont contribuer à modifier l'image de la mère argentine (Howe, 2006). Lors du retour de la démocratie, les MPM concentreront leurs efforts dans la lutte pour la défense des droits humains. À ce moment, sous la bannière des droits humains renaît la société civile. Les femmes sauront s'impliquer dans cette grande lutte, alors que des féministes tenteront de continuer les luttes entamées avant 1976.

La fin du règne militaire a signifié la possibilité de retrouver de nouveaux espaces politiques. Ainsi renaît la deuxième vague féministe, alors qu'une grande partie des femmes luttent pour former un mouvement féministe. Ce sera le cas de la « Multisectorielle de la Femme » qui regroupera plusieurs organismes communautaires et féministes comme « Association Argentine des Femmes de Carrières Juridiques » (AAMCJ) et « Réunion des Femmes » (RM).

Certaines vieilles luttes de nature juridique et politique comme la légalisation de l'avortement et la participation féminine dans l'appareil gouvernemental, reprendront grâce à la fin de la dictature (Feijoo, 2002). Cependant, un nouvel acteur social surgit pendant cette période, alors que la crise économique commence à faire des victimes. En fait, les premières organisations de quartier à caractère territorial, où les femmes occupent une place importante, émergent sur la scène publique. Leurs revendications sont de l'ordre de l'accès au logement. La plupart de ces luttes vont se poursuivre pendant les années 1990 alors que le président néolibéral Carlos Menem prépare le terrain pour ce qui sera en 2001 l'éclatement du système économique.

Le deuxième chapitre de ce travail, sera consacré au cadre théorique qui va limiter notre recherche. Nous commençons par exposer la situation économique du pays depuis le dernier régime militaire. La pertinence de prendre le temps de présenter les grands points de l'histoire économique récente, réside dans le fait qu'elle est directement liée au mouvement piquetero et aux femmes. Nous croyons que l'éclatement de l'économie en décembre 2001 est le résultat de trois décennies de mauvaise gestion économique de la part de tous les politiciens en place, y compris les militaires. En fait, nous constatons que les organisations de quartier qui se sont développées pendant les années 1980, constituent le pilier sur lequel le mouvement piquetero s'est formé. Au fur et à mesure que la crise économique des années 1980 s'approfondissait, les organisations de quartier s'institutionnalisèrent davantage. De cette manière, c'est aux dépens de milliers de personnes que pendant les années 1990, le président Menem appliquera des mesures économiques d'austérité afin de stopper l'hyperinflation contractée pendant la décennie précédente.

De plus, au cours de ce chapitre, nous allons présenter les grandes lignes du mouvement de piqueteros. Nous présenterons leur manière de fonctionner, les idéologies qu'ils défendent, de même que leurs plus importantes revendications politiques. Cependant, c'est surtout la place qu'occupent les femmes au sein de ce mouvement qui nous intéresse. Ainsi, dans ce chapitre, nous allons étudier le contexte dans lequel elles se trouvent. Est-ce qu'elles sont très actives? Est-ce qu'elles ont des revendications différentes de celles formulées par le mouvement? Dans quels secteurs est-ce que nous pouvons les retrouver avec plus de facilité?

Nous démontrerons qu'elles sont très actives au sein du mouvement tant auprès de l'organisation et la gestion des cantines, des cliniques de santé et des écoles; qu'auprès des l'organisation des marches et dans les poste de direction. Finalement, nous allons entamer l'exploration de notre question de recherche. Par cette dernière, nous voulons savoir si la lutte des femmes piqueteras est une lutte féministe. Pour y répondre, nous explorons certains écrits sur le féminisme en Argentine, notamment sur les nouvelles formes de féminisme et l'implication des piqueteras dans celui-ci.

Nous trouverons que les piqueteras sont féministes. Si elles ne s'affirment pas comme féministes, nous démontrerons que leurs pratiques le sont. En plus, ces pratiques ont entraînées la transformation des rôles sociaux à l'intérieur de la maison. Pour la première fois de l'histoire récente du pays, l'Argentine subi les effets d'une démocratisation dans les pratiques familiales. Parce que les femmes piqueteras mettent beaucoup de temps aux activités du mouvement, l'homme est désormais obligé de s'occuper de certaines tâches domestiques qui lui étaient inconnues. Aussi, nous démontrerons que la dernière crise économique de 2001, n'a pas affecté autant les emplois à forte participation féminine que ceux à forte participation masculine. Avec le temps, l'ensemble de la population a été affecté par cette grave crise économique et sociale, mais parce que les femmes occupent souvent des emplois à temps partiel et contractuel ainsi que des emplois dans la fonction publique, elles ont pu les conserver pendant plus de temps que les hommes. Ainsi, nous constatons que dans plusieurs cas, les hommes sont devenus les responsables des tâches domestiques, pendant que les femmes étaient encore en emploi.

Caractériser la lutte des piqueteras comme étant féministe ou non féministe n'est pas un élément central de notre hypothèse. Cependant, elle vise à démontrer qu'à travers leur lutte, ces femmes se sont transformées et en tant que mouvement, cette transformation est de nature féministe. En raison de l'importance que le mouvement de piqueteros a acquis au fil de ans, nous sommes en mesure d'affirmer que si cette transformation est féministe, elle est assez importante pour redéfinir de manière très locale le féminisme argentin.

L'élément le plus intéressant de cette situation est que la redéfinition se fait par initiative des femmes et non à travers un mouvement féministe fort aux postulats précis qui incite fortement ses adeptes à appliquer ses règles. Dans les cas des piqueteras, nous démontrerons que c'est en opposition à ce type de féminisme qu'elles mèneront leurs luttes et leurs transformations.

Le troisième chapitre portera sur la méthodologie et sera particulièrement court. Tout d'abord, nous présenterons les théories méthodologiques qui ont guidé notre recherche. Ensuite, dans cette partie du travail, nous allons fournir les détails de la manière dont nous avons procédé afin de collecter nos données théoriques et empiriques. De plus, cette partie du travail sera l'introduction méthodologique du quatrième chapitre, puisque c'est à ce moment que nous indiquerons la manière dont nous avons procédé pour l'analyse des entrevues. Finalement, nous tenons à présenter notre question spécifique de recherche ainsi que nos hypothèses.

Enfin, le quatrième chapitre porte sur l'analyse des entrevues. Par ces dernières, nous serons en mesure de confirmer ou pas nos hypothèses et de répondre à notre question de recherche. À ce moment, nous laisserons la parole aux femmes piqueteras que nous avons rencontrées afin qu'elles aient une place où s'exprimer. Nous poursuivrons la rédaction de ce chapitre par une analyse de leurs commentaires, appuyés par les commentaires des quelques expertes sur la question des femmes dans les organisations de quartier en Argentine. De cette manière, nous aurons atteint un degré de saturation des entrevues qui nous permettra de répondre à notre question de recherche et aux hypothèses.

CHAPITRE I

LA PARTICIPATION SOCIALE DES FEMMES ET LEUR RAPPORT À LA MATERNITÉ

CADRE SOCIO HISTORIQUE

Dans ce chapitre, nous allons procéder à une relecture de l'histoire du 20^e siècle en Argentine, du point de vue des femmes. Nous porterons une attention particulière aux enjeux entourant la socialisation de la maternité, afin de souligner l'importance de l'engagement social des femmes, et des mères, depuis la fin du 19^e siècle.

Au début du 20^e siècle en Argentine, la modernisation économique et l'industrialisation ont entraîné avec elles une forte vague d'immigration composée par des Européens en quête de stabilité financière et de paix. Cependant, dès les années 1890, le pays plonge dans une crise économique caractérisée par une forte récession, qui va écourter la quête des nouveaux arrivés. À l'époque, l'État était contrôlé essentiellement par une classe oligarchique, dont la fortune économique était le résultat du développement des terres, de l'élevage bovin et de la culture du grain. Cette classe se verra également affectée par la crise économique (Luna, 2003). Ainsi, au tournant du siècle la société argentine vit une période bouleversante, caractérisée par le développement rapide de l'urbanisation, mais également par la misère économique et sociale. En fait, le manque d'intervention et de réglementation gouvernementale ouvrait la porte aux abus des employés qui exploitaient la crise économique à leur avantage, afin de réduire les salaires et augmenter le nombre d'heures de travail des employés. Cet état de la situation jumelé à l'augmentation du taux de chômage va contribuer au développement d'une classe de travailleurs mécontente, qui va vite s'organiser dans le but d'exiger des changements sociaux (Marifran, 1988).

1.1 Idées politiques et introduction des femmes au travail salarié

Les premiers syndicats argentins se forment vers la fin des années 1870, alors qu'en 1878 voit le jour le syndicat des typographes. Suivront les syndicats des boulangers, des charpentiers, des maçons, etc. Conséquemment, lorsqu'éclate la crise économique des années 1890, les travailleurs étaient déjà organisés et disposés à participer aux différentes formes de protestation, dont la grève. Ainsi, l'entrée du pays au 20^e siècle se fait sous le signe du mécontentement social généralisé qui culmine, en 1901 par une grève générale. D'autres grèves générales auront lieu en 1907 et en 1909 (Luna, 2003). Alors que l'ensemble de la population est affecté par l'instabilité socio-politique, trois fronts vont se former afin de canaliser idéologiquement les revendications sociales et de cette manière, organiser la protestation et la mobilisation. Ces trois fronts sont le socialisme, l'anarchisme et dans une moindre mesure, le catholicisme social.

Composé essentiellement par des professionnels, des manufacturiers, des petits commerçants et des ouvriers qualifiés, le Parti Socialiste (PS) voit le jour en 1894 grâce au travail de Juan B. Justo. Introduit au pays par des Européens vers 1880, le socialisme argentin avait la particularité de formuler des revendications de nature sociodémocratique plutôt que marxiste. Par conséquent, son programme politique incluait une réforme de type libéral qui défendait la séparation de l'Église et de l'État, le libre-échange et la citoyenneté pour les immigrants. Par ailleurs, le PS a été le premier parti politique à publiquement défendre l'octroi du droit de vote aux femmes. En fait, les femmes pouvaient devenir membres du parti à part entière. Cependant, rares sont les cas où une femme adhère seule au parti. En fait, son affiliation était le résultat d'une volonté exprimée par le mari. (Carlson, 1998).

Malgré la manière dont les femmes devenaient membres, le PS a reçu en son sein plusieurs femmes qui ont réussi à se démarquer des autres membres du parti. Parmi celles qui étaient les plus influentes se trouve Carolina Muzzilli, qui a créé le Centre des Femmes Socialistes, dont la principale tâche était d'organiser les femmes travailleuses. De plus, Muzzilli a été mandatée par le gouvernement de la province de Buenos Aires pour mener la première étude sur les conditions de travail des femmes.

Cette étude, dont les résultats ont été publiés dans le journal le plus important de l'époque, *La Prensa*, a contribué à sensibiliser les Argentins sur un thème peu connu, mais qui touchait beaucoup des femmes. L'étude révèle qu'en 1914, les femmes constituaient 30 % de la force de travail dans les domaines industriels et à caractère manuel comme dans des usines de textile, et dans l'industrie laitière. De plus, elles constituaient 84 % des emplois dans le domaine de service personnel comme les couturières et les domestiques (Deutsch, 1991 : 305). Finalement, les conclusions de l'étude affirment que les femmes travaillaient de longues heures, dans des conditions insalubres et que dans plusieurs cas, elles étaient abusées physiquement et sexuellement.

D'autres femmes socialistes importantes, notamment grâce à leur contribution dans la revue socialiste *La Vanguardia*, ont été Gabriela de Coni (1866-1906) et Fenia Chertkoff (1869-1928). Cependant, la plus importante femme socialiste de l'époque demeure la conjointe de Juan B. Justo, Alicia Moreau de Justo (1885-1986). Médecin de formation, travailleuse sociale et cofondatrice du Centre des Femmes Socialistes, Alicia luttait fervemment pour l'amélioration des conditions de vie de toutes les femmes et en particulier des travailleuses. Elle croyait fortement que l'industrialisation rendait le féminisme une nécessité, puisqu'il devait protéger les travailleuses. En plus, elle croyait que le rôle des mères, s'étant élargi par leur insertion au marché du travail, ne devait pas les exclure de la société. Bien au contraire, la double participation féminine dans la société devait être suivie de l'obtention des droits politiques et civils (Marifran, 1988). En plus de publier des articles dans *La Vanguardia*, revue que son père avait créée, elle a écrit et publié plusieurs livres sur la question des femmes et sur le socialisme en Argentine. Parmi ses plus remarquables publications se trouvent « *Mujer y Democracia* », et « *El Socialismo Segun Juan B. Justo* ».

Le socialisme du début du 20^e siècle en Argentine, a attiré beaucoup de personnes en raison de la nature libérale et sociale de ses revendications. De plus, malgré l'adhésion conjointe des couples, le PS a représenté une plateforme politique à partir de laquelle les femmes ont pu formuler les premières revendications politiques à caractère purement féminin, comme le droit de vote et l'amélioration des conditions de travail.

Le socialisme n'était pas la seule idéologie présente dans l'imaginaire politique des Argentins et des Argentines. L'anarchisme a été introduit en Argentine vers 1895, par des Espagnols, des Italiens, des Français et des Russes. Le mouvement anarchiste était composé par des activistes pour qui le développement d'une idéologie n'était pas une priorité. Plutôt, ses membres cherchaient à détruire les bases de la société pour la reconstruire selon leurs préceptes. Cependant, dans le cas de l'anarchisme argentin, peu est dit sur les moyens employés pour créer la future société, ni sur les idées qui la définiront. Les anarchistes étaient contre la négociation avec les représentants du gouvernement, car ils croyaient que les problèmes et injustices sociales tels que formulés par les autres groupes sociaux allaient se résoudre avec l'avènement de la nouvelle société.

Mieux que réformer la société actuelle, les anarchistes proposaient de mener des actions directes qui visaient à détruire les différentes structures sociales. Parmi les activités les plus importantes se trouvent les manifestations violentes, les grèves, l'éducation populaire et la publication de textes et de pamphlets incitant d'autres personnes à se joindre à eux (Molyneux, 1986). L'efficacité de leurs actions est mieux constatée dans les deux dernières activités mentionnées. En ce qui concerne l'éducation populaire, les anarchistes vont fonder plusieurs écoles laïques et gratuites pour les travailleurs de deux sexes, qui vont contribuer à baisser le taux d'analphabétisme chez les adultes entre 1900 et 1910. De plus, ils vont tenir beaucoup des conférences, tables rondes et débats qui touchent de près ou de loin la vie quotidienne des travailleurs et travailleuses. Une autre grande force du mouvement, était la quantité et la qualité des journaux et pamphlets qu'ils publiaient. Des études ont montré qu'entre 1880 et 1890, vingt publications paraissaient à la fois, et ce, en espagnol, en italien et en français. Des journaux comme *La Protesta*, *La Agitacion*, *El Perseguido* et *Germinal* étaient ceux qui tiraient le plus de numéros (Marifran, 1998).

L'anarchisme ne va pas attirer autant de femmes que le socialisme. Toutefois, celles qui adhèrent le font par volonté propre et ne suivent pas, comme c'est le cas chez les socialistes, la volonté de leur mari. En fait, assez de femmes luttent sur le front anarchiste pour développer une branche féministe du mouvement.

Pour plusieurs femmes, l'anarchisme féministe apparaît intéressant, parce qu'il est le seul groupe social à reconnaître la spécificité de l'oppression faite aux femmes dans l'institution de la famille.

Dans le mouvement anarchiste, les femmes ont été très actives. En plus de participer aux grèves, elles organisent des manifestations, sont rédactrices et mènent des groupes de discussion. À Buenos Aires, afin d'organiser les travailleuses anarchistes, elles vont développer des Centres des Femmes Anarchistes et des syndicats exclusivement féminins. Cependant, la force de ces femmes réside dans l'écriture des articles et dans la publication du journal anarchoféministe *La Voz de la Mujer*. Ce petit journal semi-clandestin, éphémère et à caractère anarchocommuniste a été fondé par Virginia Bolten. Pendant un an, le journal imprimera entre 1000 et 2000 exemplaires de l'un ou l'autre des neuf numéros (Molyneux, 1986). En outre, ce journal est l'un des seuls voué au développement des idées plutôt qu'à l'encouragement des actions directes. Par conséquent, il n'incite jamais ses lecteurs et ses lectrices à faire une grève ou à participer aux manifestations. Son but n'est pas tant de rejoindre le plus de personnes possible, mais de créer un espace ouvert aux discussions sur divers thèmes à caractère féministe.

En ce qui a trait aux idées défendues par le journal, il importe de noter que *La Voz de la Mujer* suit les grandes lignes de pensée de l'anarchoféminisme. En ce sens, ses auteures vont s'attaquer à la division sexuelle des rôles dans la famille. Aussi, elles vont lutter pour l'acceptation du *free-love*, à savoir, la liberté de s'engager dans des relations sexuelles hors mariage et qui ne mènent ni vers la reproduction ni vers l'institutionnalisation de la relation entre les deux personnes. Les propos soutenus par les auteures sont jugés trop radicaux au sein du mouvement, même auprès des autres femmes anarchistes. Ceci explique une des raisons pourquoi, le journal est éphémère dans sa publication. Les premiers numéros sont publiés à intervalle de trois à six semaines, mais les derniers entre six à huit. Ceci porte à croire que l'appui aux idées défendues n'était pas partagé par un public fidèle (Molyneux, 1986).

Les idées anarchoféministes du journal ne seront pas bien reçues par les hommes anarchistes, qui sont ambivalents quant à la place de la femme dans la société. Certains reconnaissaient les conditions précaires de leur travail. D'autres blâmaient les femmes pour la récente hausse du taux de chômage, car selon eux, elles occupaient l'emploi réservé aux hommes. Ainsi, ils allaient expliquer l'augmentation du taux de chômage par l'introduction des femmes sur le marché du travail.

Dans son ensemble, le mouvement anarchiste doit ses plus grands succès à l'éducation populaire, et à la publication des articles qui ont permis le développement des idées. Cependant, par-dessus tout, c'est la capacité du mouvement à mobiliser les prolétaires dans un but précis qui mérite d'être soulevé. Les anarchistes pouvaient transformer toute négociation en grève, appuyée par d'importantes tranches de la population et suivi d'un soulèvement populaire. Cela a été le cas en 1878 lors de la grève des imprimeurs et en 1907 lors de la grève des locataires (Molyneux, 1986). En raison du caractère radical de la position des anarchistes, leur mouvement n'attirait pas autant de gens que le socialisme. Néanmoins, lorsque le temps était venu de passer à la mobilisation, les anarchistes étaient capables de rassembler des multitudes de gens indépendamment des idéologies que les partisans défendaient.

Le dernier front idéologique qui se présentait aux prolétaires argentins était la religion catholique. En Argentine, l'Église catholique a souvent été associée aux mouvements de droite, à savoir, aux mouvements conservateurs, hostiles aux changements socio-économiques, et défenseurs des intérêts de la classe élevée. Conséquemment, les adhérents à ce mouvement sont contre les organismes de défense des droits des travailleurs (Deutsch, 1991). Cependant, au début du 20^e siècle, les conséquences de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'immigration remettent en question la représentation de l'Église auprès du peuple. D'une part, la présence des idéologies comme le socialisme et l'anarchisme amenées par les Européens et autrefois absentes de l'imaginaire social argentin « corrompaient » la pensée des gens en leur promettant une meilleure vie matérielle, les détournant ainsi de la spiritualité et de la religion.

D'autre part, l'introduction des femmes au travail salarié représentait un dérèglement de l'ordre social et moral défendu et établi par l'Église et qui jusqu'à cette époque dominait la scène sociale du pays. Finalement, l'institution catholique perdait son influence auprès de l'État. Ce dernier, d'après l'adoption de certaines politiques gouvernementales comme l'école séculaire, le mariage civil et le registre civil en 1880, démontrait une volonté de s'éloigner de l'Église (Deutsch, 1991). Devant l'état de crise dans lequel se trouvait l'institution religieuse, plusieurs personnalités catholiques vont s'engager socialement pour freiner la vitesse des changements sociaux et pour renforcer le pouvoir de l'Église.

C'est à travers le catholicisme social que plusieurs personnes vont s'engager pour défendre le statu quo socio-économique, à savoir, le respect de la hiérarchie patriarcale dans la maison et dans le travail. Idéalement, ce sont les familles et non les individus qui sont à la base de la société. Les femmes, quoique soumises à la volonté de l'homme, doivent être les garantes de l'ordre moral et défendre la tradition. Toutefois, plusieurs personnalités religieuses comme monseigneur Miguel d'Andrea croyaient que les conséquences de l'industrialisation, que sont la pauvreté, la précarité d'emploi et l'insécurité sociale, forçaient les femmes à travailler à l'extérieur de la maison. Ainsi, elles devaient lutter afin d'obtenir des droits qui allaient les protéger en matière d'emploi. Plusieurs religieux, qui étaient de l'avis de monseigneur D'Andrea défendaient l'égalité juridique entre les sexes (Deutsch, 1991). Ce dernier défendait que la formation professionnelle des femmes contribuerait à les protéger des abus des employeurs. À cet effet, il ouvre en 1919 un institut technique voué à la formation des femmes. En 1921, il établit le syndicat catholique des professeuses (SCP) et en 1922, il crée la Fédération des Associations Catholiques des Employées (FACE).

Ces programmes religieux ne sont pas les seuls à venir en aide aux femmes. Le père Santiago Barth fonde en 1891 la Maison et Association des Femmes Domestiques. Cette dernière oeuvrait à former les domestiques et à fournir un refuge aux femmes sans emploi. Un peu plus tard en 1902, Barth va étendre l'aide aux femmes sans emploi, à travers la Ligue pour la Protection des Jeunes Femmes (LPMJ). Cette dernière s'occupait de loger et placer les jeunes femmes qui immigraient à Buenos Aires de l'intérieur du pays afin de trouver un emploi.

Le père jésuite R.P. Segismundo Masferrer, grâce à sa réputation auprès des gens influents de la société, ouvre en 1908 la Ligue Argentine des Dames Catholiques (LADC). Cette ligue, composée par les dames les plus riches du pays, travaillait auprès des femmes dans les usines. Deux objectifs immédiats motivaient les actions de ces femmes. D'une part, apprendre aux prolétaires les bases de l'économie domestique. D'autre part, les guider dans leurs responsabilités chrétiennes, soit celles de se marier et d'avoir des enfants. De plus, la LADC approfondit ses activités par l'ouverture d'un compte bancaire d'épargne, dans lequel les dames pouvaient verser des fonds pour aider les femmes prolétaires (Deutsch, 1991).

À travers les différents programmes et organismes d'aide aux femmes mis en place par l'Église catholique, se dégage la crainte qu'éprouvait celle-ci relativement aux changements sociaux que vivait l'Argentine de l'époque. La crainte de perdre le rôle influent qu'elle jouait jusqu'à l'avènement de l'industrialisation, a amené une partie importante de l'Église à accepter la réalité dans laquelle se trouvaient les femmes prolétaires. À partir du moment où le catholicisme social accepte que le travail salarié des femmes, ses adeptes pouvaient œuvrer à aider les femmes à améliorer leur situation, tout en évitant qu'elles quittent le chemin de la foi catholique. Beaucoup des femmes ont bénéficié des programmes mis de l'avant par l'Église et beaucoup d'autres ont participé à la lutte contre le socialisme, l'anarchisme et la modernisation.

La présentation de ces trois fronts idéologiques qui, à l'époque, caractérisait la contestation sociale, soulève le niveau d'engagement social, donc public et à l'extérieur de la maison, des femmes au début du 20^e siècle. Certainement, à une époque où d'importants changements socio-économiques avaient lieu, les femmes participaient aux changements et luttaien tant que les hommes. Elles ont lutté pour l'amélioration des conditions des travailleuses, elles ont été membres des partis politiques, écrivaines et travailleuses sociales, pour ne mentionner que quelques-uns des secteurs où leur présence était la plus forte. Cependant, le revers de la médaille démontre que la force de toutes ces femmes n'a pas réussi à institutionnaliser un mouvement féministe argentin. Les raisons de cet échec sont variées et ne font pas l'objet de ce travail.

Cependant, nous pouvons imaginer que puisque les luttes des femmes se situaient à l'intérieur des mouvements sociaux créés par des hommes, il était très difficile pour elles de former leur propre mouvement. Seules les anarchoféministes vont soulever la spécificité de l'oppression des femmes par les hommes, mais le caractère radical de ce mouvement ne rassemblait pas un nombre important de femmes. Ainsi, cette période se solde sans aucun réel changement politique ou juridique. Pour les femmes, c'est plutôt un moment d'éveil de conscience sociale qui prend lieu. Elles comprennent que leur rôle dans la société implique une participation publique, représentée par le travail salarié. Conséquemment, certains droits leur sont dus, mais elles devront se battre pour les obtenir. Toutefois, il faudra attendre la fin de la Première Guerre mondiale en 1918, pour que le féminisme émerge et que les femmes s'organisent indépendamment des courants sociaux de l'époque.

1.2 La réforme du Code civil et premières luttes féministes

Dans la pratique, le pays assiste à l'émergence de la première vague féministe au lendemain de la fin de la Première Guerre mondiale. Cette vague donnera naissance à plusieurs organismes défendant des idéologies différentes, mais toutes vouées à l'amélioration de la condition des femmes. À cette époque, la plus importante lutte féministe d'entre les deux Grandes guerres sera la réforme du Code civil. En fait, pour l'ensemble des groupes et associations de défense des droits des femmes, la réforme du Code civil constituait un premier pas à franchir dans la lutte pour l'obtention de droits politiques. La vague féministe verra en son sein la première lutte féministe concertée. En fait, la campagne pour l'obtention d'un nouveau Code civil, sera la première cause derrière laquelle toutes les organisations féministes vont se rallier. De plus, la fin de la Première Guerre mondiale a signifié pour l'ensemble du mouvement féministe argentin, le début d'une ère caractérisée par les luttes pour la reconnaissance juridique des femmes. À cet effet, plusieurs organisations verront le jour, notamment le Syndicat National Féministe de Buenos Aires (SNFBA). Fondé en 1918, par la docteure Alicia Moreau de Justo et par la docteure Paulina Luisi, le syndicat lutte uniquement pour la réforme du Code civil et pour l'obtention du droit de vote.

Grâce aux efforts de Julieta Lanteri, cette même année naît le Parti National Féministe (PNF). Ses principales luttes seront l'obtention du droit de vote et l'élargissement de la participation des femmes dans la vie politique du pays. Parmi toutes les actions de contestation organisées par Julieta Lanteri et son parti, la plus importante s'est déroulée en même temps que la campagne électorale présidentielle de 1920.

En fait, pendant cette époque, Lanteri va organiser une campagne électorale parallèle à l'officielle. Cet acte, symbolique, attire l'attention des médias internationaux¹. Voulant profiter de cette visibilité, elle organise en mars de la même année, la première manifestation publique en Amérique latine pour la défense du droit de vote aux femmes. Près de 2000 personnes ont pris part à cette manifestation, dont des féministes nord-américaines venues appuyer la docteure Lanteri (Lozano, 2000). La plateforme électorale mise de l'avant par Julieta Lanteri se divise en trois et défend bien l'ensemble de l'opinion des féministes de l'époque. En premier lieu, sur le plan juridique elle défend le droit de vote pour toutes les femmes de plus de dix-huit ans, elle défend aussi l'égalité civile et le divorce. En deuxième lieu, en ce qui a trait aux conditions de travail, elle défend la réduction de la journée de travail à six au lieu de huit heures par jour, un salaire égal pour un travail égal, un congé de maternité et une loi de sécurité au travail. En troisième lieu, elle suggère une réforme des prisons des femmes, l'abolition de la peine capitale, la création d'un conseil national de santé et d'hygiène, la prohibition de la vente, de la production et de l'importation des produits alcoolisés, l'abolition des maisons de prostitution et une représentation proportionnelle dans les trois gouvernements, soit le municipal, le provincial et le fédéral (Carlson, 1998).

La campagne électorale de Lanteri a connu une victoire symbolique sans précédent. Non seulement, elle était appuyée par un auditoire international, mais c'était la première expérience féministe concertée. Mener à terme ce projet, a montré aux féministes qu'ensemble elles sont capables de faire avancer leurs causes. Dorénavant, il s'agissait de traduire leurs forces en action.

¹ À l'époque, les femmes ne pouvaient pas se présenter comme candidates présidentielles.

1.3 La maternité politisée

Historiquement, la société argentine a rarement remis en question le rôle de la mère. Au début du 20^e siècle, anarchistes, socialistes, bourgeoises ou féministes s'accordaient pour dire que le principal rôle de la femme est d'être mère. Ainsi, si toutes les féministes soutenaient l'idée que la maternité était inhérente à la condition biologique féminine, elles venaient de trouver l'élément qui les unifierait. Pour la première fois, le mouvement trouvait un point sur lequel toutes ses membres pouvaient s'entendre. Désormais, la maternité pouvait être considérée comme un élément de solidarité. Du même coup, avec l'introduction de la femme sur le marché du travail salarié, la maternité devenait une affaire publique. Si auparavant, la maternité se vivait dans la sphère privée, loin des considérations professionnelles, dorénavant les femmes allaient exiger de plus en plus des droits, pour les protéger dans leur fonction de mère.

À ce moment, différents membres de la société se sont penchés sur le rôle que la femme, et plus particulièrement, que la mère devait prendre au sein de la société. D'un côté se trouvaient les personnes qui défendaient l'idée largement répandue que la maternité était la seule et unique mission des femmes. Cette idée défendue autant par des féministes que par des non-féministes, comme des socialistes ou des catholiques, affirmait que les femmes devaient se consacrer seulement à la procréation, à élever des enfants et à s'occuper de la maison. Cependant, les féministes qui appuyaient cette idée croyaient que les conditions économiques du pays forçaient les femmes à travailler. Conséquemment, les femmes méritaient certains droits politiques et civiques qui les protégeraient des abus des employeurs. D'un autre côté se trouvaient les féministes plus radicales qui affirmaient que la maternité était un signe d'oppression envers la femme. En raison de sa condition biologique féminine, la mère est dépendante de son enfant. Ces féministes s'attaquaient à l'idée qu'en raison du fait que la grossesse et l'allaitement sont des activités que seulement les femmes pouvaient exercer, c'est aux mères que revient la responsabilité d'assurer le bien-être physique et émotif de l'enfant.

Les féministes radicales défendaient que d'après cette idée, la mère n'était pas indépendante de son enfant, et qu'elle ne pouvait s'épanouir qu'à travers lui. Bien que marginale, cette réflexion était partagée autant par les femmes prolétaires que par les bourgeoises. Pour les travailleuses, les conditions de travail difficile caractérisées par de longues heures, de l'insalubrité, de la violence, et de l'alcoolisme, font qu'elles n'arrivent pas à assurer le bien-être économique de leurs enfants. De plus, la pauvreté qui s'ensuit représentait une source de stress et avait des répercussions sur la santé de la mère et de ses enfants. Ainsi, plus une mère prolétaire avait d'enfants, plus cette situation s'aggravait. La situation chez les femmes économiquement plus confortables était différente, mais pas nécessairement meilleure. En fait, encouragées par les médecins de l'époque, elles étaient complètement absorbées par la vie de l'enfant, son hygiène et sa santé (Nari, 2000).

En pratique, le haut taux de natalité infantile et de tuberculose au début du 20^e siècle, mène la communauté scientifique à développer des stratégies pour résoudre ces problèmes. Les médecins, alors que plusieurs étaient des femmes féministes, vont faire appel à toutes leurs consoeurs pour faire baisser le taux de natalité. En fait, les impliquer directement auprès d'une bataille qui les concernait, le taux de mortalité infantile, semblait approprié. De plus, les scientifiques féministes voyaient dans cette tâche, une façon de responsabiliser les mères envers une cause publique et d'ampleur nationale (Hill Collins, 1994). Les mères vont répondre positivement à l'appel des médecins et seront très actives dans le domaine de l'hygiène sociale.

Les défenseurs de l'hygiène sociale comptaient sur la prévention des maladies pour encourager le développement d'un environnement propre, favorable à la croissance saine des enfants. De plus, les médecins voulaient créer une classe de professionnels de la santé dont l'État pouvait se servir. Dans le but d'atteindre ces objectifs, les médecins vont favoriser une approche pédagogique. Il s'agira surtout d'éduquer les femmes pour qu'elles soient de « bonnes » mères. Ceci consiste dans l'apprentissage des techniques d'hygiène de base que des professionnels de la santé s'occupaient d'enseigner. En bref, c'est un vaste programme de conscientisation et de formation, dont la cible sera les mères, qui va se mettre en place.

Par ce programme, qui incluait le développement des Club des Mères², les scientifiques espéraient sauver la vie des enfants. Du même coup, elles espéraient élargir la participation de la femme aux affaires publiques. Cependant, la charge d'améliorer le système de santé publique ne pouvait pas reposer entièrement sur les femmes. L'État devait également jouer un rôle. En ce sens, en 1923, il crée une branche au département d'hygiène consacrée à l'enfance (*Asistencia a la Infancia*). En plus, il va relancer un programme d'accès au lait pour les enfants défavorisés. En 1915, *Gotas de Leche* et *Copas de Leche* (Gouttes de lait et Verres de lait) avaient servi trois millions de verres de lait. Finalement, en 1934, le gouvernement introduit une législation pour protéger l'enfant (Hill Collin, 1994). Si bien le haut taux de natalité infantile touchait toute la population, les mères des classes moyennes et élevées étaient particulièrement préoccupées.

Parce qu'elles jouissaient d'une stabilité financière et qu'elles ne travaillaient pas, elles passaient beaucoup de temps à s'occuper des enfants. Cette situation ne se produisait pas chez les prolétaires, pour qui les longues heures de travail, le stress et les activités domestiques les empêchaient de trop se concentrer sur la santé et l'hygiène des enfants. De plus, dans bien des cas, elles n'avaient pas les ressources financières nécessaires pour améliorer le bien-être des enfants. Par contre, les femmes des classes économiques plus confortables étaient constamment préoccupées par le poids, par l'alimentation, par la santé et par l'hygiène des enfants.

Delfina Bunge, une féministe de la haute société argentine, affirmait dans son essai *Mujeres y la Vocacion*, qu'il faut « d'abord construire son propre jardin intérieur sans lequel il est difficile de porter fruit aux autres » (Hill Collins, 1994 :112). Cette affirmation s'adressait aux mères et Bunge leur expliquait qu'elles devaient s'occuper de leur propre santé et éviter de concentrer tous leurs efforts sur les enfants. Par ailleurs, les actions entreprises par les médecins ont porté fruit, car le taux de mortalité infantile a baissé. Dorénavant, la principale préoccupation des féministes était de transformer l'image de la maternité pour qu'elle soit un élément libérateur et non oppresseur.

² Les Clubs de Mères étaient des centres de formation. À cet endroit, les mères pouvaient suivre de cours d'hygiène, des cours de cuisines, des cours de premiers soins, des cours prénataux et des cours de *puériculture*. Puériculture est la science qui étudie le développement sain de l'enfant.

En terme d'importance, les valeurs sociales de l'époque plaçaient la cellule familiale par-dessus toutes les autres cellules organisationnelles politiques, économiques ou sociales. La famille était le centre moral du pays et les femmes régnaient dans cette sphère. Conséquemment, soutenir l'idée que la maternité était un élément oppresseur envers les femmes, voulait dire que la famille était un signe d'oppression. Cette idée était inconcevable et les féministes vont lutter pour la combattre. Seules les féministes anarchistes vont continuer à affirmer que la maternité était un élément oppresseur pour les femmes.

Mettre en évidence le pouvoir social que détiennent les mères est devenue la formule pour montrer que la maternité est un élément de libération de la femme. Essentiellement, en élevant des enfants, elles contribuaient à bâtir le futur du pays. Les féministes répandaient l'idée que les enfants sont les futurs adultes qui vont résoudre les problèmes nationaux. Les mères étant directement reliées à l'éducation des enfants, elles contribuaient à façonner la forme que prendrait l'avenir du pays. Cette argumentation sera fortement défendue par les anarchistes. En fait, elles seront les premières à défendre le contrôle de la natalité, car elles croyaient plus important d'élever de bons enfants que beaucoup d'enfants.

Les autres féministes (socialistes, bourgeoises, etc.) croyaient également que la maternité portait avec elle une importante fonction sociale. En ce sens, leur position ne se distancie pas de celle des anarchistes. Cependant, beaucoup croyaient que l'État devait être davantage impliqué dans la maternité. C'était la position fortement défendue par les socialistes. Le raisonnement qu'elles défendaient était le suivant : la maternité est importante pour la survie de l'espèce. Un État avec une population peu nombreuse ne peut espérer devenir prospère. Conséquemment, non seulement les femmes ont une responsabilité envers la société, mais l'État a une responsabilité envers les mères. Cette responsabilité doit se traduire par des politiques publiques qui favorisent les mères et qui ne sont ni honorifiques ni symboliques. Parmi les droits qu'elles exigeaient se trouvaient le droit de vote, un plus grand accès à l'éducation, un salaire égal pour un travail égal, la défense juridique de l'enfance et une plus grande participation politique au sein du gouvernement. En mettant l'accent sur la fonction sociale de la maternité, les féministes l'ont politisé.

En tant qu'élément politique, la maternité a connu plusieurs succès. En 1924, l'État accorde aux travailleuses enceintes quatre semaines de repos avant et après l'accouchement. Cependant, puisque ce congé n'était pas payé, peu des femmes s'absentaient du travail pendant deux mois. C'est seulement pendant la décennie des années 1930 que cette lacune sera effacée. De plus, la loi sur les droits civils féminins octroie l'égalité juridique aux femmes célibataires, aux veuves et aux divorcées. Mais c'est la réforme du Code civil en 1925 qui va modifier considérablement la condition des mères.

La réforme du Code civil a été possible grâce à l'effort combiné, des socialistes, des conservateurs, des radicaux, du Conseil National des femmes (CNM), du SNFBA et de l'Association des droits des femmes (ADM), fondée en 1919. Le nouveau code améliorait timidement la condition de la femme puisqu'il s'attardait particulièrement aux femmes mariées. Entre autres, il stipulait que les femmes mariées avaient désormais les mêmes droits civils que leur mari. Il spécifie qu'elles pouvaient devenir des professionnelles, disposer de leur argent et signer des contrats sans l'autorisation du mari. Ce nouveau Code civil octroie une plus grande indépendance économique aux femmes mariées. Cependant, si elles voulaient pratiquer ces droits, elles devaient faire la demande juridiquement ou détenir un contrat pré-nuptial, sans quoi le nouveau Code civil ne s'appliquait pas. Dans le but de faciliter l'accès à ces droits, le gouvernement mettra en place des centres juridiques, où des avocates pourront aider les femmes dans leurs démarches. En cherchant à améliorer la condition de la femme mariée, le nouveau Code civil visait à aider les mères en leur donnant plus d'autonomie et d'indépendance face à leur mari.

Les principales critiques, au Code civil de 1925, déplorent que le divorce soit encore illégal et qu'il favorise surtout les femmes mariées, alors que le statut des autres femmes demeurait inchangé (Marifran, 1998). Malgré son contenu, le nouveau Code civil représentait une nécessité juridique qui ouvrait la porte au débat sur le droit de vote féminin. En fait, une série de droits civils devaient être octroyés aux femmes avant de leur accorder le suffrage, comme la possibilité de signer des contrats et disposer de leur argent sans le consentement d'un homme. En ce sens, le Code civil de 1925 représentait le coup d'envoi pour la course à l'élargissement de la participation politique des femmes.

Bien qu'il n'ait pas considérablement changé la vie des femmes non mariées, ce nouveau code démontrerait une nette volonté de la part de l'État à penser la maternité comme un phénomène social et public. De cette manière, il élargissait son niveau d'ingérence dans le domaine privé. Comme nous le verrons plus tard, à partir de ce moment, la relation entre les mères et l'État va certainement se transformer. En fait, le dialogue qui s'est ouvert au début du siècle avec les premières féministes va s'intensifier, car elles ne cesseront pas d'exiger une plus grande inclusion de la sphère privée aux affaires publiques.

Toutefois, à cette époque, il n'y a pas eu place à une démocratisation de la famille, ni à un changement dans la relation entre la mère et l'enfant. Ainsi, juridiquement la situation des mères s'est améliorée, mais leur situation quotidienne a peu changé. La politisation de la maternité n'a pas inclus une redéfinition de la division sexuelle du travail dans la maison ni dans la famille. De cette façon, la perception de la maternité telle qu'elle s'est construite jusqu'à la fin des années 1920 a contribué à tisser une image de la femme/mère qui prendra toute sa forme pendant les deux mandats de Juan Domingo Perón à partir des années 1940.

1.4 « La Communauté Organisée » : La troisième voie de Juan D. Perón

La décennie, des années 1930 en Argentine, a été marquée par de profonds changements économiques. Le ralentissement du marché international comme résultat de la débâcle économique de 1929, force le gouvernement à relancer la production des biens de consommation afin de satisfaire la demande intérieure. Cette action encourage une vague de migration nationale vers Buenos Aires. Cependant, les nouveaux travailleurs sont mal payés et dans plusieurs cas, ils sont victimes de discrimination raciale en raison de leur appartenance à des communautés autochtones ou métisses. Le manque de redistribution de la richesse par le gouvernement conservateur empire cette situation, alimentant ainsi le sentiment de frustration des classes ouvrières. Ce sera seulement en 1938, alors que le gouvernement permet le fonctionnement de la plus grande centrale syndicale soit la CGT (Confédération Général des Travailleurs), que les ouvriers pourront s'organiser afin de lutter pour une amélioration de leur situation socio-économique (Armony, 2002).

Juan Domingo Perón émerge sur la scène politique du pays dans ce contexte national. Depuis le Secrétariat d'État au travail, il va développer une relation particulière avec les ouvriers en adoptant des mesures sociales favorables aux travailleurs, comme l'élargissement du régime de retraite. En fait, Perón a bénéficié de conditions économiques favorables, grâce à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette dernière a permis la relance des exportations argentines ainsi que la stabilisation des prix internationaux. Corollairement, ces conditions ont permis à Perón de transformer l'État argentin en un État distributeur. Avec la formation de son parti politique, le Parti Travailleiste (PL), il pourra se présenter aux élections présidentielles qu'il gagne le 24 février 1946. Par ailleurs, il sera réélu au titre de président en 1952, poste qu'il occupera jusqu'au coup d'État qui le renverse en 1955. Forcé à l'exil, Perón reviendra au pays pendant les années 1970, alors qu'il se présentera aux élections présidentielles de 1973. Ce troisième terme à la présidence de la nation sera bref, car il meurt en 1974. À ce moment, la présidence sera assurée par sa deuxième conjointe Isabel Perón, alors vice-présidente. Elle restera au pouvoir jusqu'à sa destitution par les forces armées le 24 mars 1976 (Luna, 2003).

Juan D. Perón fonde le mouvement péroniste, qui demeure à ce jour l'emblème du populisme en Amérique latine. En fait, « cette forme de corporatisme qui s'appuie sur un leadership charismatique et une rhétorique nationale » est caractéristique de son temps au pouvoir (Armony, 2002 : 51). Perón était certainement charismatique et par son discours, était capable de conserver la cohésion sociale, ce qui plaisait beaucoup à la classe militaire et conservatrice du pays. De plus, son discours rappelle que l'heure est au nationalisme. En fait, il employait souvent des termes comme « La Grande Argentine », « *l'Argentinidad* » ou encore « la Grandeza de la Patria » (Di Liscia, 2000). Ceci est particulièrement vrai à partir de son deuxième mandat, où il cherche à augmenter les exportations et à réduire les importations. En ce sens, la population devait restreindre la consommation et acheter des biens nationaux. Pendant une époque de commotion sociale, Perón a réussi à tisser le lien entre la société et l'État, en montrant que pour mener le pays vers le progrès, chaque citoyen devait collaborer, y compris le gouvernement. Cette forme de responsabilisation de la population est une symbiose entre l'État et le peuple dont le résultat est la formation de la communauté organisée (De Renzis, 2004). Aux fins de ce mémoire, nous allons nous pencher sur le rôle des femmes dans la pensée de Perón.

Au cours de ses deux premiers mandats, les femmes ont joui d'une plus grande participation sociale. En fait, deux objectifs mènent Perón à incorporer davantage les femmes dans la société. D'une part, les bénéfices électoraux tirés en leurs accordant le droit de vote. Perón pensait qu'en leur offrant la possibilité de voter, les femmes le remercieraient en votant pour lui. D'autre part, en élargissant la place des femmes dans la société, il justifiait et rendait crédible son projet national. Rappelons que ce dernier cherchait à responsabiliser chaque citoyen pour assurer le progrès de la Nation. En ce sens, la communauté devient organisée lorsque tous les corps sociaux sont bien intégrés. Une telle situation mettrait le pays sur la voie du progrès. Ainsi, par l'élargissement de leur participation politique, caractérisée par le droit de vote, les femmes devenaient un corps social. Alors que des féministes luttent pour l'obtention du droit de vote depuis la fin du 19^e siècle, l'octroi de la citoyenneté aux femmes par Perón ne plaît pas à l'ensemble d'entre elles. En fait, elles déplorent les raisons que défend Perón pour soutenir son action. Ce dernier affirme que grâce à la participation sociale des femmes dans la construction du pays, elles méritaient le droit de vote. En plus, il croyait que seules les femmes pouvaient apporter un sentiment de générosité à la politique alors que le pays en avait grandement besoin. Les féministes étaient mécontentes, car les femmes n'obtenaient pas le droit de vote en tant que sujet social et politique, mais plutôt dans le but de répondre à un projet politique dessiné par le président et qui n'envisageait les femmes que d'après la maternité.

Malgré les plaintes d'une certaine tranche de la population, Perón va tisser un lien particulier avec les femmes en renforçant les bases du pacte social existant entre elles et l'État. Nous avons souligné, tout au long de ce chapitre, comment, depuis le début du 20^e siècle, des féministes travaillent pour que la maternité soit prise en considération par l'État afin d'améliorer les conditions de vie, mais surtout de travail de toutes les Argentines. Plus tôt dans ce chapitre, nous avons souligné qu'au fur et à mesure que les droits politiques et civiques des mères se sont élargis, un pacte s'est développé entre elles et l'État. Ce pacte voulait que les femmes répondent à leur rôle de mère de manière à répondre aux exigences gouvernementales. En retour, l'État s'engageait à améliorer leur statut social. Par ailleurs, ce pacte finira de se créer sous les présidences de Perón, qui saura très bien définir le rôle que les mères allaient jouer dans la construction de la nation, tel qu'il l'avait prévu.

Essentiellement, dans la vision de Perón, les femmes sont des agentes de socialisation et sont les garantes de l'ordre moral. Comme telles, les mères doivent s'assurer d'élever des enfants qui seront un jour des « bons » citoyens, prudents, patriotiques et défenseurs de la famille, toutes valeurs fortement défendues par le Général. En outre, elles doivent poursuivre une vie spirituelle catholique saine, à savoir, qui préserve l'ordre moral du pays tout en donnant l'exemple aux enfants et en transmettant la doctrine péroniste (Di Liscia, 2000). Ces deux tâches sociales émanent de la division sexuelle du travail tel que perçu par Perón. L'homme représente le présent où il faut agir et prendre des décisions et la femme représente le futur, lointain et incertain. De plus, sa condition biologique lui confie la tâche sociale d'élever des enfants. Conséquemment, les actions des futurs hommes qui mèneront le pays dépendent de la manière dont ils auront été élevés par leurs mères. Cette lourde tâche s'ajoute aux femmes en plus de leurs responsabilités économiques, caractérisées par le travail salarié.

En dépit de l'affirmation que la maternité était une condition *sine qua non* pour toutes les femmes, Perón reconnaissait qu'elles ne devenaient pas toutes des mères. Dans la pratique, beaucoup des femmes ne pouvaient pas enfanter, d'autres perdaient leurs enfants suite à une maladie et d'autres ne voulaient pas avoir d'enfants. Par conséquent, il devait trouver une manière d'inclure dans la communauté organisée les autres femmes. Sa réponse a été d'élargir la tâche de la maternité, de son propre enfant à tous les enfants du pays. Il affirmait que toutes les femmes étaient les mères de tous les enfants. Ce faisant, l'identité de la femme était réduite à sa condition biologique, même si elle n'enfantait pas. Du même coup, il réussit à incorporer dans son projet national celles qui, pour une raison ou une autre n'avaient pas d'enfants. En ce sens, les enseignantes d'école seront particulièrement visées. Il était fortement conseillé aux femmes qui ne pouvaient pas avoir d'enfant, de devenir des enseignantes. Pour Perón, l'école est la deuxième maison des enfants et en l'absence de leur mère, l'enseignante assumait ce rôle. Par ailleurs, l'école est de première importance pour Perón, qui voit dans celle-ci le meilleur environnement pour transmettre les principes et les valeurs péronistes. En fait, tous les livres et manuels d'écoles seront réécrits pour inclure les propos défendus par le président (Di Liscia, 2000).

À la lumière de ce qui vient d'être écrit, il convient d'affirmer que le droit de vote accordé aux femmes par Perón constitue un cadeau que celui-ci leur offre. En échange, les femmes devront élargir leurs responsabilités envers la Nation. Pour conserver l'appui des femmes à sa cause, le président suscite l'aide de sa conjointe. Depuis la première journée où son mari est à la présidence et jusqu'au jour de sa mort en 1952, Eva Duarte de Perón entreprend de développer le volet social et féminin de la communauté organisée. Jouissant toujours des circonstances économiques favorables d'après la Seconde Guerre mondiale, Eva était en mesure de développer plusieurs infrastructures communautaires. Entre autres, elle a ouvert des hôpitaux, des pharmacies, des garderies, des écoles, des maisons d'hébergement, des policliniques, et des centres communautaires de loisirs. Elle a mis en place une véritable machine sociale et communautaire qui consistait à prendre personnellement en note les demandes formulées par chacun des citoyens et à y répondre. Des personnes venaient la rencontrer de tous les coins du pays afin de lui demander de l'aide. Que ce soit de l'aide pour nourrir une famille, des jouets pour des enfants, des vêtements ou encore un emploi, l'installation d'un aqueduc dans une ville donnée ou l'ouverture d'une clinique médicale, Evita prenait toutes ces demandes en note et envoyait une équipe de personnes s'occuper d'y répondre.

Ainsi, en raison de son implication dans le domaine social, Eva devenait la mère de tous les Argentins, alors que Perón en était le père. C'est pourquoi Evita, comme le peuple aimait l'appeler, deviendra le porte-parole des femmes en luttant pour l'obtention du droit de vote. Elle présente le projet de loi et malgré l'opposition de la part de la classe oligarchique, en novembre 1947, par l'article de loi 13.010, les Argentines obtiennent le droit de vote (Marifran, 1988). Cette grande victoire féminine, nous l'avons déjà mentionné, n'a pas été reçue avec autant d'enthousiasme chez plusieurs féministes. En pratique, leur mécontentement s'étend à Evita qui souscrivait aux idées de son mari. En plus, plusieurs d'entre elles affirmaient qu'accorder le droit de vote aux femmes constituait une manœuvre politique qui visait à élargir la taille de l'électorat et à assurer une victoire péroniste aux prochaines élections. Pour sa part, Evita partageait les valeurs de son mari et affirmait qu'avec l'obtention du droit de vote, les femmes acquerraient de nouvelles responsabilités (Marifran, 1998).

Une fois que les femmes ont obtenu le droit de vote, la principale tâche d'Evita aura été de les organiser. À cette fin, elle crée les *Unidades Basicas Femeninas* (UBF). Ces centres communautaires étaient des points de référence pour toutes les péronistes. Que ce soit des cours de cuisine, des cours d'anglais ou des cours de tricot, elles pouvaient participer. En plus, des professionnels de la santé travaillaient dans les UBFs en recevant des patientes et en offrant des cours de premiers soins, ou des cours d'hygiène. Plus qu'un centre communautaire, les UBFs étaient des endroits où la théorie (c'est-à-dire la pensée défendue par Perón) et la pratique se rejoignaient. Les représentantes de chaque centre, supervisées par Evita, devaient assurer la transmission et la mise en application des idées et des directives émises par le président. « *Las Unidades Basicas, femeninas deben ser, sobre todo, escuelas de madres peronistas, donde alimenten el fuego sagrado de su amor a la patria y a Perón; los dos amores de Evita* »³ (Di Liscia, 2000: 34). Cette citation tirée d'une édition du journal *Mundo Peronista* démontre que les UBFs étaient considérés comme des centres d'endoctrinement de la pensée péroniste.

Le plan économique proposé par Perón en 1952 constitue un bel exemple de la dynamique des UBFs. Ce plan cherchait à augmenter les exportations et à réduire la demande intérieure dans le but de contrôler les prix, de ralentir l'inflation et de rétablir un équilibre entre les prix et les salaires. En termes concrets, dans la vie quotidienne des citoyens, le plan se traduisait par une claire volonté à réduire les dépenses au minimum. Étant donné que les femmes sont les administratrices de la maison et de la famille, le plan économique de 1952 s'adressait particulièrement à elles. Eva, à travers des discours nationaux, incite toutes les femmes à suivre les directives des responsables des UBFs. Elle les incite à collaborer avec le plan, à diminuer les dépenses domestiques, à faire attention aux prix lors des achats et à appliquer des mesures d'austérité au foyer. Finalement, Evita invite toutes les péronistes à visiter les UBFs où les responsables organiseront des activités pour faciliter la mise en application du plan. Aussi, des réunions d'information étaient prévues dans tous les UBFs afin de communiquer les derniers changements et directives (Di Liscia, 2000).

³ Les Unités de Base féminines doivent être des écoles pour les mères péronistes où elles pourront alimenter le feu sacré de leur amour envers la patrie et envers Perón; les deux amours d'Evita.

La création du Parti Péroniste Féminin (PPF) constitue un autre domaine où la première dame va concentrer ses forces. En tant que présidente du parti, elle va former une nouvelle plateforme à partir de laquelle elle peut parler directement aux femmes. Ainsi, elle va les conseiller afin de mieux accomplir la tâche que Perón leur a accordée. De plus, elle les guide et les encourage à appliquer la doctrine de Perón: « *Las mujeres son concientes de la responsabilidad que tienen y no pueden defraudar al General Perón, puesto que es en la mujer argentina donde él considera que el movimiento justicialista ha encontrado gran comprensión y apoyo, y porque el General esta seguro de que encontrara eco en los corazones femeninos, siempre prontos al bien* »⁴ (Di Liscia, 2000). De plus, elle affirme dans le journal du parti, *Mundo Peronista*, que les intérêts personnels et mesquins des femmes n'étaient pas tolérés chez les péronistes. Tous les intérêts doivent être consacrés à Perón, aux valeurs qu'il défend et au projet national qu'il poursuit. En ce sens, les idées politiques personnelles et les projets sociaux non péronistes n'étaient pas tolérés. Aussi, les femmes péronistes devaient propager les idées de Perón partout où elles allaient, au travail, à la maison et lors des activités de loisir. Il leur revenait, de convaincre celles qui ne sont pas péronistes de le devenir (Di Liscia, 2000 : 31). L'impact de la personnalité d'Evita sur l'ensemble de la population a été marquant. Elle a consacré sa vie à la cause du peuple en donnant une voix aux personnes exclues de la société. En plus, sa mort subite et précoce éleva sa personne au rang de mythe. Si les opposants à Eva criaient « Vive le Cancer », pour les autres Argentins, elle serait désormais connue comme la Santa Evita.

La mort de sa conjointe va affecter le projet politique de Perón. Alors, qu'il prévoyait une meilleure Argentine, où chaque citoyen aurait un rôle à jouer, le président perd l'appui et la force de celle qui représentait le lien entre le gouvernement et son peuple. Malgré tout, Perón poursuit ses objectifs. À cet effet, l'État va jouer un rôle plus distributaire qu'il ne l'a fait par le passé. Le gouvernement va favoriser la mise en place de plusieurs programmes pour aider les citoyens. Le dicton « aidez-moi à vous aider » est approprié à cette situation. En ce qui concerne la femme, ceci se traduit par l'installation dans toutes les provinces, de centres « mères-enfants ».

⁴ Les femmes sont conscientes de la responsabilité qu'elles détiennent et elles ne peuvent pas décevoir le Général Perón puisque c'est à l'intérieur des femmes Argentines qu'il considère que le mouvement péroniste a trouvé une grande compréhension et appui et parce que le Général est certain qu'il trouvera un écho au sein des cœurs féminins, toujours destinés au bien-être.

Dans ces centres, les futures mères recevaient de l'aide et des conseils pour devenir de « bonnes » mères. Ces centres étaient déjà implantés en Argentine, mais Perón va les développer et les moderniser. De plus, il était possible dans ces centres d'accoucher gratuitement. D'autres centres à caractère sanitaire seront aussi mis en place. Dans ces cliniques, des professionnels de la santé s'occupaient des mères, des futures mères et des enfants. Ces centres ont également mis sur pied des trains transformés en cliniques. Ces véritables cliniques ambulantes étaient destinées à rejoindre les femmes qui se trouvaient dans les régions les plus éloignées et qui étaient dans l'incapacité de se rendre en ville par leurs propres moyens.

Le développement de toutes ces infrastructures médicales démontre l'importance accordée à la science. Perón croyait que toute la population devait être informée des dernières nouveautés en matière d'hygiène et de santé. À cette fin, dans les clubs de mères, les centres sanitaires et surtout dans les UBFs, les responsables rendaient publiques les dernières statistiques publiées par le gouvernement. Finalement, le gouvernement a adopté plusieurs politiques qui allaient dans le même sens. À titre d'exemple, mentionnons les allocations accordées à tous les couples qui préoyaient se marier, une autre lors des naissances et une réduction d'impôts aux familles nombreuses (Schumkler et Di Marco, 1997). La période pendant laquelle Perón a gouverné a été caractérisée par des changements sociaux. Élargissement du régime de retraite, vacances payées et droit de vote aux femmes n'ont été que quelques-uns des facteurs qui ont modifié la vie des Argentins et des Argentines. Cependant, en ce qui concerne la situation quotidienne des femmes, il est possible d'affirmer que malgré le droit de vote et l'implantation des programmes sociaux, la division sexuelle du travail n'a jamais été remise en question. La femme demeure la plus importante agente de socialisation qui s'occupe de la maison, des enfants et de la famille, alors que l'homme est le pourvoyeur économique. En fait, l'État péroniste a accentué les notions sociales préétablies de la division sexuelle du travail, qui confinent la femme au domaine privé et l'homme au domaine public. De plus, Perón et Eva mettent l'accent sur la condition biologique de la femme pour justifier l'élargissement de sa participation publique. Deux conséquences émanent de cette situation. D'une part, l'État renforce son influence dans la vie privée.

D'autre part, comme nous l'avons déjà mentionné, dans le but d'appliquer son projet de « communauté organisée » le président oblige toutes les femmes à remplir le rôle maternité, même si elles ne sont pas des mères. Ainsi, l'identité des femmes est réduite à leur condition biologique. Finalement, le modèle proposé par Perón et exécuté par Eva développe la maternité scientifique. Il ne la modifie pas. Tout simplement, elle est alimentée par des connaissances médicales et elle est modernisée pour qu'elle soit en accord avec son temps grâce au développement des nouvelles techniques sanitaires, médicales et sociales.

Les gouvernements de Perón ont été remplis de contradictions. Pour ne mentionner qu'une de ces contradictions, il travaillait pour la justice sociale de tous les travailleurs, mais il censurait la presse. Conséquemment, Perón défendait une démocratie de type populaire comme système politique, mais il bafouait la liberté de presse. Malgré ses ambivalences, l'imaginaire de tous les Argentins a été profondément altéré par la personnalité de ce président. En fait, son parti est devenu l'un des plus forts sur la scène politique, accumulant à chaque élection, assez de votes pour occuper une place prépondérante dans un des trois niveaux du gouvernement (Luna, 2003). Pour plusieurs, notamment les femmes, Perón représente une époque où l'État faisait preuve de ses engagements envers son peuple. Cependant, en raison de l'instabilité politique et de la nature conservatrice des gouvernements qui vont suivre ceux de Perón, la lutte sociale sera difficile. De plus, la guerre froide qui divise le monde en deux camps, le communiste et le capitaliste, se fait sentir en Argentine où une méfiance générale envers toute idéologie communiste ou socialiste ne sera pas tolérée. Ainsi, entre coups d'État et élections présidentielles, les femmes vont essayer de faire avancer leur cause, avec comme seule arme le droit de vote.

1.5 La deuxième vague féministe

Les années qui ont suivi les gouvernements de Perón ont été politiquement divisées. D'une part, une coalition antipéroniste fondée sur l'exclusion électorale du mouvement péroniste s'installe au pays. En fait, à partir de 1955, il était même interdit de mentionner le nom de son dirigeant. D'un autre côté, les membres du mouvement péroniste vont se réfugier au sein des centrales syndicales.

Les travailleurs étant l'épine dorsale du mouvement, concentrer les forces dans les syndicats semblait la seule avenue possible. De cette manière, le mouvement syndical argentin aura deux tâches à accomplir. La première consiste à représenter les intérêts des ouvriers et la deuxième à représenter le mouvement péroniste (Peruzzotti, 2002).

Par ailleurs, le régime militaire qui s'installe en 1966 interdit la participation politique et les syndicats. Cette action déclenche une période particulière en Argentine nommée « La Révolution Argentine » et qui va durer jusqu'au coup d'État des forces armées de 1976. Cette révolution sera caractérisée par le mécontentement social qui s'est traduit par divers fronts de luttes sociales. En 1968, la CGT (Confédération Générale du Travail) se divise en raison des luttes internes. Une faction combattante se crée et s'allie à d'autres groupes sociaux qui luttent contre le régime militaire, comme le mouvement étudiant, des employés et des ouvriers. Au cours du temps et surtout grâce à des actions violentes, ce mouvement a contribué à la chute du président de l'époque, le général Onganía. Cependant, l'instabilité socio-politique ne s'apaise pas et entre 1969 et 1970, les divisions entre péronistes et non-péronistes rejoignent les jeunes de la classe moyenne. De ce groupement aux identités élitistes surgit un important mouvement de guérilla. Ainsi en 1970, quatre groupes guérilleros, sont présents et actifs en Argentine : les Forces Armées Péronistes (FAP), les Forces Armées Révolutionnaires (FAR), l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) et les Montoneros. Le retour de Perón suite à un exil de 12 ans représente une lueur d'espoir pour les gens qui souhaitaient consolider une stabilité politique. Cependant, le général meurt en 1974. (Peruzzotti, 2002). Il est possible d'affirmer que pendant cette époque, la lutte des femmes s'est surtout intensifiée à l'intérieur des groupes sociaux de gauche comme le socialisme, l'anarchisme et autres.

Cependant, l'instabilité socio-politique qui s'est déclenchée dès la fin du gouvernement de Perón pousse plusieurs militantes à construire une nouvelle conscience sociale, indépendante des groupes et organisations préexistantes. Elles veulent mener leur propre combat. Alors que plusieurs femmes étudient les écrits de Betty Friedan, de Gloria Steinem et de Simone De Beauvoir, elles se réunissent, discutent et échangent des opinions et des expériences personnelles.

Ainsi est née la deuxième vague du féminisme. Parmi les premières organisations à caractère exclusivement féministe se trouve le Mouvement de Libération de la Femme (MLM), fondé en 1960. Mais c'est surtout à partir des années 1970, que les plus importantes organisations de lutte féminines vont voir le jour. C'est le cas en 1970 de l'Union Féministe Argentine (UFA), et en 1972, du Mouvement de Libération Féministe (MLF). Créé d'après les modèles féministes européens et étasuniens, les principales luttes de ces organisations seront l'accès à la pilule contraceptive, l'accès à l'avortement, la légalisation du divorce et la lutte contre la violence faite aux femmes (Carlson, 2000).

Par ailleurs, le leitmotiv des féministes de l'époque devient : « ce qui est personnel est politique ». En ce sens, elles tenteront de présenter une nouvelle image de la mère. Cette image démontre une mère indépendante, et dont la personnalité est forte, et qui est aussi importante au sein de la famille que le père. C'est pourquoi des luttes comme celles pour la création des garderies, celles de l'égalité entre les sexes, celles de l'égalité salariale et celle contre la discrimination envers les mères monoparentales deviendront primordiales. Ces revendications vont confirmer que la mère est capable de subvenir aux besoins matériels, émotifs et économiques de ses enfants au même titre que le père. Malgré l'instabilité politique, la participation des femmes se fait remarquer lors des élections législatives où dix-sept femmes sont élues au poste de députées. Ceci représente une augmentation de dix députées par rapport aux élections de 1963 (Lozano, 2005). Cependant, le coup d'État de 1976 va plonger tout le mouvement social dans la clandestinité, indépendamment des valeurs et revendications qu'il défend. Conséquemment, la nouvelle image de la mère ne se complètera pas. En fait, des sujets comme le divorce et l'avortement ne seront pas abordés. De plus, les différences idéologiques au sein du mouvement l'empêchent de mettre de l'avant une plateforme qui satisfasse toutes ses membres. Ceci ralentit le succès dans plusieurs dossiers.

Néanmoins, la période allant de 1960 à 1976 s'est soldée par certains gains politiques, comme l'extension des droits civils aux concubines et la reconnaissance juridique des conjoints de fait. De plus, sur le plan symbolique, la mort de Perón a donné à l'Argentine la première femme présidente.

La deuxième femme du général, Isabel Perón était, pendant les dernières années de vie de son conjoint, la vice-présidente de la Nation. Cependant, les plus grands succès féministes de l'époque ont été sur le plan intellectuel. Les idées politiques venues de l'extérieur du pays contribuent à un éveil de conscience politique. En fait, les lectures de Betty Friedan, de Gloria Steinem et de Simone de Beauvoir présentent une image de la femme comme sujet social et politique que les Argentines voudront imiter. Malheureusement, le coup d'État met fin à tout développement intellectuel. Certains groupes actifs avant 1976 vont renaître en 1983 lors de la chute du régime militaire. Mais pour beaucoup des femmes, la lutte pour la défense des droits de la personne et contre le terrorisme d'état déplace les luttes féministes au second plan (Peruzzotti, 2002).

Le coup d'État de 1976 est le résultat de plusieurs années d'instabilité politique et sociale. C'est pourquoi, pour plusieurs Argentins, l'arrivée des forces armées représentant l'ordre et la stabilité était souhaitée. Conséquemment, plusieurs personnes appuient l'arrivée au pouvoir des militaires. Cependant la violente répression envers l'ensemble des groupes sociaux, des intellectuels et envers tout autre personne ou groupe de personnes qui s'opposait au gouvernement démontrait la nature terroriste de la junte militaire. Sur le plan économique et politique, aussitôt arrivés au pouvoir, les militaires ont procédé à une recomposition du capitalisme argentin. Ils abolissent la séparation des pouvoirs politiques en dissolvant le Congrès et en déplaçant les pouvoirs législatifs au pouvoir exécutif. En plus, la junte supprime les droits constitutionnels, suspend les activités des partis politiques, dissout les syndicats, utilise la torture et contrôle l'information (Sánchez : 2005) Sur le plan économique, les baisses dans les salaires, dans les services sociaux et dans l'éducation ont réduit le niveau de vie de la population, surtout des personnes économiquement défavorisées (Peruzzotti, 2002).

En ce qui concerne les femmes, l'entrée au pouvoir de cette junte militaire signifiait que ses tâches quotidiennes allaient augmenter afin de maintenir le niveau de vie qu'elles avaient avant le coup d'État. De plus, la baisse de salaire signifiait que plusieurs produits qu'elles achetaient devaient dorénavant être faits à la maison comme le pain, les pâtes, etc.

Par ailleurs, les femmes seront les premières à sentir les effets néfastes de réductions dans les services sociaux. Cliniques pour enfant, garderies, centres communautaires sont désormais presque inexistantes. En fait, parce qu'elles dépendaient plus que les hommes des services sociaux, les réductions dans les services gouvernementaux les affectent directement. Conséquemment, leurs tâches quotidiennes vont s'alourdir. Elles devront visiter les cliniques qui sont encore ouvertes, même si la clinique se trouve loin de chez elles. De plus, la baisse du pouvoir d'achat pousse les mères à trouver des endroits sociaux qui offrent de la nourriture, par exemple, une clinique qui offre avec toute consultation, du pain et du lait (Torrado, 2003).

Si bien le régime militaire de 1976 a instauré un État terroriste fondé sur la violence, à partir de 1979, alors que l'appui du peuple s'affaiblit, certains groupes sociaux émergent timidement sur la scène sociale. En ce qui concerne les femmes, certains groupes à caractère exclusivement féministe vont voir le jour. C'est le cas en 1977 de l'Association des Femmes Argentines (AMA). Son but principal sera d'améliorer la condition des femmes directement touchées par la dictature. De plus, pour la première fois dans l'histoire du pays, le mouvement pour les droits de la personne fait son apparition. En fait, la torture, la répression et la disparition forcée de milliers de personnes motivent l'émergence de petits groupes de défense des droits de la personne. Cependant, à l'époque, puisque la junte était encore en place, leurs activités n'étaient pas très élaborées. Plutôt, les adhérents aux groupes sociaux procèdent à la compilation de l'information à propos du fonctionnement des forces armées. Également, ils vont apporter de l'aide juridique aux familles des victimes, ils vont chercher du financement et ils vont essayer d'internationaliser le conflit argentin (Peruzzotti, 2002). Parmi ces organismes, l'organisation Madres Plaza de Mayo (MPM) demeure la plus importante et l'emblème du mouvement des droits de la personne.

Cet organisme a été formé en 1977, par des mères dont les enfants ont été enlevés par les forces armées. Elles luttent non seulement pour le retour en vie des disparus, mais aussi, pour obtenir de l'information concernant les circonstances entourant les enlèvements.

De plus, alors que les militaires procèdent à accorder l'amnistie à tous leurs membres, elles exigent que les coupables des crimes contre l'humanité soient traînés en justice⁵. Ainsi, le premier groupe social à publiquement dénoncer le régime en place était composé par des mères âgées de 40 et 60 ans qui, pour la plupart, n'avaient aucune expérience militante. Convoquées par d'autres mères, elles se sont appropriées du cœur du symbole politique du pays, la Place de Mai, afin de discuter entre elles des expériences vécues et pour dénoncer les actions ou inactions du gouvernement (Bellucci, 2000).

L'histoire de cette organisation est très bien documentée c'est pourquoi nous n'allons pas, dans le cadre de ce mémoire, nous attarder sur ses les détails de son histoire. Cependant, nous tenons à souligner l'impact que ce mouvement a eu sur ses membres et sur la société. Tout d'abord, elles représentent ce que Linda Kerber appelle « la maternité républicaine ». Les Mères exercent leur mission patriotique à partir d'une condition biologique. Ce faisant, elles élargissent leur citoyenneté en modifiant les valeurs de la *polis*.

Tout au long de ce travail, nous avons démonté la double signification du rôle de la femme telle qu'elle a été définie par les différents gouvernements et groupes sociaux. D'une part, la femme est perçue moralement supérieure à l'homme. D'autre part, elle est responsable du bon déroulement de l'unité domestique. De ces deux caractéristiques émanent les droits et normes établies par la société envers les femmes. Notamment, elles sont responsables du bon et sain développement de la vie des enfants. Ainsi, les Mères de la Place de Mai invoquent le rôle que la société leur a confié, dans le but de justifier leur lutte. Les mères qui composent ce mouvement, incarnent parfaitement la figure de mère que les gouvernements, dont celui de la dictature, essaient d'inculquer auprès de la population depuis plusieurs années (Bellucci, 2000 : 276). Après les premières rencontres sur la place de mai, ces mères seront traitées de folles et accusées de ne pas avoir bien élevé leurs enfants. Cependant, au-delà des gains politiques qu'elles ont obtenus avec les années, les mères se sont transformées.

⁵ Pendant les années 1980, lors du retour de la démocratie, la Commission Nationale sur les Personnes Disparues, rapporte que pendant la dictature de 1976 à 1983, il y a eu 100 000 exilés, autour de 9000 prisonniers politiques, 8960 disparus, 340 centres de détention clandestins et près de 260 enfants dont la parenté est inconnue (Bellucci, 2000 : 268).

Comme le révèle Nora Sánchez dans son mémoire « Las Madres 'locas' de Plaza de Mayo : Una socialización y una politización de la maternidad en Argentina (1977-1989) »⁶, les mères se politisent. Lorsqu'elles affirment que « nos enfants nous ont accouchés », nous notons la transformation qu'elles subissent afin de renaître en tant que sujet politique. Elles veulent dire que la militance de leurs enfants et leur disparition conséquente, transforme l'identité maternelle de ces femmes en mères politiques, revendicatrices et militantes. Par ailleurs, nous constatons que par leur lutte, non seulement les Mères de la Place de Mai se politisent, mais aussi elles sont propulsées dans la sphère publique. Quand elles affirment « nos enfants nous ont accouchés », elles affirment que la situation de leurs enfants, a fait renaître les mères en tant que sujets politiques. Avant la création de l'organisation, ces mères étaient des femmes au foyer qui croyaient que la politique relevait du domaine des hommes. Par conséquent, elles n'avaient pas à se préoccuper des affaires sociales. Leur seule préoccupation devait être le bon déroulement de la maison et les enfants.

Cependant, au fur et à mesure que leur organisation grandit, nous constatons que les MPM incarnent et renforcent le leitmotiv de la lutte féministe des années 1960 et 1970 : « Ce qui est personnel est politique » (Sanchez, 2005). Ensuite, par cette lutte, les MPM ont découvert d'autres formes d'autoritarisme présentes dans leur vie. À titre d'exemple, elles ont connu l'autoritarisme exercé dans les familles. En fait, plusieurs familles des MPM ne voulaient pas qu'elles luttent socialement. Confrontées à cette situation, elles devront procéder à une démocratisation de la famille afin d'éviter les chicanes familiales. Finalement, d'un point de vue strictement féministe, pour ces femmes, la place de mai est devenue très importante sur le plan symbolique. En pratique, cet endroit constitue le seul espace public où elles peuvent se rencontrer et échanger des idées. En fait, lors des rencontres sur la Place de Mai, les mères sont toutes égales, elles partagent les mêmes opinions, les mêmes expériences et elles partagent les mêmes revendications.

L'impact sur la société va plus loin que celui d'être le premier groupe social à publiquement dénoncer l'État terroriste présent en Argentine.

⁶ Les Mères (Folles) de la Place de Mai : Une socialisation et une politisation de la maternité en Argentine (1977-1989).

Certainement, alors que le pouvoir politique des militaires s'affaiblit, une des premières formes de résistance à la dictature a été féminine. Cependant, par leur combat, les MPM cherchent à atteindre un double objectif. D'une part, tel que nous l'avons énoncé, elles demandent à l'État de rendre leurs enfants en vie et de fournir des informations quant aux circonstances entourant leur disparition. D'autre part, cette organisation constitue le premier groupe de femmes à dénoncer la rupture du pacte entre l'État et les mères établi depuis plusieurs années. En fait, la nature distributive des gouvernements péronistes cherchait à garantir un système social favorable aux mères. Cependant, les gouvernements subséquents ont cherché tranquillement à se distancier de la maternité. Finalement, par la restructuration néolibérale accompagnée de violentes répressions, de la junte de 1976, la distanciation est devenue totale. Jusqu'à l'avènement des MPM, aucun groupe social n'avait dénoncé le retrait de l'État de la sphère publique.

Trente ans se sont écoulés depuis la formation de l'organisme et leurs revendications ainsi que leurs luttes se sont élargies. Aujourd'hui, elles se battent pour la libération des femmes, pour la libre détermination de leur corps et pour la défense des droits des minorités sexuelles, ethniques, religieuses et culturelles. Comme une mère l'a affirmé : « Affirmer que la rupture avec la vie domestique et le saut vers la vie publique s'est faite parce que ton fils ou ta fille a disparu c'est douloureux. Mais on ne retourne pas en arrière » (Bellucci, 2000 : 285).

1.6 Le retour de la démocratie

Le retour de la démocratie en 1983 a signifié la réémergence des groupes sociaux. Commence à cette époque une étape où vont se créer de nouveaux espaces sociaux et de nouvelles façons de faire de la politique. Alors que de nouvelles revendications sociales sont mises de l'avant, la société civile revalorise les espaces démocratiques. Dans un tel contexte, démocratie, justice sociale et défense des droits de la personne seront des valeurs avidement défendues. Dans ce contexte, la lutte féministe sera largement la continuation de celle qui avait commencé dans les années 1960. En plus, les femmes vont chercher à incorporer les revendications féministes au sein des différents partis politiques. Pour d'autres femmes, le moment est venu de se distancier des façons classiques de faire de la politique.

Plutôt, elles veulent créer leurs propres espaces autonomes et indépendants. En ce sens et dans le but de former un mouvement féministe argentin, est créé en 1985 un collectif de divers groupes sociaux féministes et féminins. La « Multisectorial de la Mujer » se veut un endroit où les femmes de tous les secteurs sociaux peuvent mettre en commun leurs forces pour une seule cause. Parmi les groupes les plus importants de l'époque se trouvent « Réunion de Femmes », « Association des Femmes en Carrières Juridiques » (AAMCJ) et « Femmes au Foyer du Pays » (ACP) (Felitti : 2000). Leurs principales revendications seront de nature législative, comme le droit au divorce, la légalisation de l'avortement et la défense des droits de la personne.

La première moitié des années 1980 a été consacrée à la guérison des blessures laissées par la dictature, aux retrouvailles et aux regroupements. En ce sens, les actions des féministes ne porteront pas de réel succès, car la lutte pour la défense des droits de la personne et pour la consolidation de la démocratie se trouve au centre des revendications sociales. Si bien le processus de deuil et de guérison sociale continue même aujourd'hui, la deuxième partie de la décennie va voir la condition des femmes changer. En fait, la crise économique entamée pendant la dictature et qui s'approfondit avec le retour de la démocratie appauvrit radicalement les personnes des couches sociales les plus défavorisées. Ainsi, à partir d'un contexte économique hyper inflationniste, émerge un nouvel acteur aux caractéristiques maternaliste. En fait, la réponse des femmes à la crise sera de se réunir entre voisines afin d'assurer la survie de leurs familles. Par conséquent, des cuisines communautaires et des potagers communautaires vont voir le jour. Dans de telles circonstances, les femmes considèrent ces actions comme une extension de leur rôle maternel (Chejter, 2003).

Cependant, très vite, elles vont multiplier leurs actions et vont former des organisations de quartier aux structures organisationnelles peu complexes. Les activités de ces organisations étaient les premières stratégies de survie proposées par des mères. Ce facteur est important, car si elles conçoivent leur implication sociale comme une extension de leur rôle maternel, leurs actions ne sont pas perçues comme étant politiques. Par conséquent, si bien dans la plupart des cas le leadership de ces organisations était féminin, rares sont celles qui ont réussi à élargir leurs activités plus loin que leurs quartiers.

Elles ne cherchent pas à percer dans le domaine politique, ni à mettre de l'avant des revendications politiques. Conséquemment, leur visibilité n'était pas très grande (Schmukler et DiMarco, 1997).

Si bien dans les quartiers et dans les petites villes du pays, les femmes voient leur situation empirer à cause de la gravité de la crise économique, sur le plan politique, la condition des femmes connaît des succès. En fait, la fin de la décennie et les débuts des années 1990 voient une institutionnalisation de la problématique féminine dans l'État. Déjà en 1987 est créé le « Secrétariat de la Femme », une branche du ministère de Santé et du Bien-être Social vouée à la condition féminine. Ironiquement, c'est lors de l'arrivée de Carlos Menem à la présidence du pays que d'autres changements vont avoir lieu. En pratique, son arrivée au pouvoir en 1989 changera radicalement les conditions socio-économiques et politiques du pays. En plus de procéder à de nombreuses privatisations des entreprises nationales au profit de compagnies étrangères, Menem aura appliqué les politiques néolibérales telles que dictées par Washington. Notons les réductions financières dans les services sociaux et la poursuite économique du déficit zéro à titre d'exemple. En même temps, Menem crée le « Conseil de la Femme de la Province de Buenos Aires ». Directement lié au pouvoir exécutif, le conseil veut développer un programme d'éradication des inégalités liée au sexe et lutter contre la violence conjugale domestique.

De plus, Menem va transformer le secrétariat de la femme pour qu'il devienne le « Conseil National de la Femme ». Sa mission sera l'application de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes (Fijoo, 2002). Par ailleurs, la plus grande victoire féministe des années 1990 sera l'adoption de la Loi des quotas sur la représentation féminine au Parlement. En fait, la sous-représentation des femmes dans le législatif pousse plusieurs féministes à lutter pour l'adoption de cette loi. Entre 1983 et 1991, 4 % des législatrices étaient des femmes. C'est pourquoi à la fin des années 1990, appuyées par plusieurs organisations féministes et certains partis politiques, les sénatrices Norma Alegrone de Fonte et Florentina Gomez déposent simultanément le projet de loi au Sénat et à la Chambre de représentants.

Après un long débat sur la question, en 1991, la loi est adoptée. Finalement, le président l'approuvera en 1994 alors qu'il incorpore cette loi à la nouvelle constitution.

La Loi des quotas cherche à augmenter la représentation féminine au sein des institutions législatives. À cette fin, elle stipule que dans toute campagne électorale législative, 30 % des candidates dans chaque liste des partis politiques doivent être des femmes (Jones, 1996). De plus, elle requiert que ces femmes soient placées dans des bonnes positions, de façon à avoir des chances de gagner, plutôt que dans des positions symboliques ou décoratives. La Loi de quotas s'applique à tous les partis politiques dans toutes les 24 provinces argentines. Les effets de cette loi sont palpables dès les élections de 1993. Cependant, plusieurs partis politiques ne l'ont pas appliquée. Conséquemment, les législateurs ont modifié la loi afin de régler ce type d'irrégularité. Ainsi, la constitution de 1994 stipule que tout membre peut dénoncer une irrégularité commise par son parti. De plus, le Conseil de la Femme peut également dénoncer un parti politique. Lors des élections de 1995, nous constatons que 27,7 % des représentantes sont des femmes, comparativement à 21,3 % en 1993 (Jones, 1996).

Ce chapitre a voulu souligner le rôle de la maternité et des femmes au cours de l'histoire récente du pays. Alors que la maternité fait partie de débats sociaux et politiques depuis la fin du 19^e siècle, nous voulions mettre l'accent sur transformations qu'elle a subi. Notre idée générale est que la maternité politisée, en faisant partie des revendications sociales des féministes et des non-féministes, a contribué à la construction d'un État distributeur qui prendra toute sa forme pendant les gouvernements de Perón. Cependant, l'instabilité politique qui s'est déclenchée à partir des années 1960 a transformé cette forme d'État en une forme néolibérale. En fait, cette transformation se concrétise par les mesures économiques appliquées par la junte militaire de 1976 et aboutira avec l'arrivée au pouvoir de Menem en 1989. À ce moment, le changement d'un État distributeur à un État néolibéral est absolu. Par ailleurs, cet effondrement politique et la transformation qui a suivi sont contestés d'abord par les Mères de la Place de Mai, et actuellement, par les piqueteras. Ces deux groupes sociaux ont été les plus importants de leur temps.

Bien qu'ils luttent pour des revendications différentes, les MPMs pendant les années 1980 et les piqueteras depuis les années 1990, en dernière instance, les deux groupes exigent le retour de l'État dans le domaine social. Dans le deuxième chapitre, nous allons nous attarder sur le contexte social argentin actuel et plus particulièrement sur les transformations de la maternité chez les piqueteras.

CHAPITRE II

LES NOUVEAUX ACTEURS SOCIAUX

Introduction

La crise politique, économique et sociale qui s'est déclenchée en Argentine en décembre 2001, constitue l'éclatement d'un système économique mis en place par la junta militaire de 1976. Tel que nous l'avons mentionné au chapitre précédent, le coup d'état du 24 mars était souhaité par une partie de la population qui voulait voir la situation du pays se calmer. Ainsi, au lendemain du coup d'État, la principale tâche de la junta sera de rétablir l'économie nationale. À cette fin, José Martinez de Hoz sera nommé ministre de l'Économie. Le plan proposé par le nouveau ministre va changer les fondements du système économique, basé sur « la substitution des importations » afin de favoriser l'ouverture économique du pays. À travers ses tentatives, il va poursuivre deux objectifs. D'une part, le retrait de l'État de l'économie au profit du secteur privé et d'autre part, la libéralisation économique des secteurs destinés aux marchés internationaux.

Jorge Beinstein démontre bien que pour atteindre ses objectifs, le ministre de l'Économie devra faire appel à d'urgentes négociations avec le Fonds Monétaire International (FMI). De plus, il choisit de geler les salaires dans la fonction publique. En même temps, le régime militaire rendait illégale toute activité syndicale, notamment celle de la CGT (Centrale Général de Trabajadores). Cependant, c'est lors de la privatisation du secteur céréalier que les intentions néolibérales de la junta seront révélées. En fait, le plus gros secteur agricole en Argentine, sera partagé et vendu à cinq entreprises étrangères. De cette manière, les profits de l'agriculture céréalière seront redistribués entre les investisseurs. Aussi, les retombées économiques serviront à financer les importations et les dépenses militaires (Beinstein, 2003).

Par ailleurs, tel que l'a noté Angel Jozami, les mesures économiques pour atténuer la crise ont été accompagnées d'une réforme financière. Cette dernière sera également caractérisée par la libéralisation et la déréglementation. Parmi les mesures les plus radicales, le ministre de l'Économie décide que les taux d'intérêt seront désormais définis par la loi de l'offre et de la demande. En outre, afin d'encourager l'entrée des investisseurs étrangers au pays, il va favoriser la signature de contrats à long terme aux taux d'intérêt faibles. L'inflation qui découle de ces actions constitue le premier effet des mesures entreprises par José Martinez de Hoz. Alors que la réforme financière enregistre déjà des conséquences négatives, la politique monétaire va aggraver la situation économique en raison de la surévaluation de la devise nationale (Jozami, 2003).

Peu sera fait afin de soulager la situation. Quelques années plus tard, en 1982, alors que le pouvoir politique de la junte s'affaiblit, le gouvernement est pressé de trouver un moyen pour les investisseurs privés de sortir leur argent du pays. L'approche favorisée par la junte sera d'assumer toutes les dettes étrangères. Par conséquent, la sortie de capitaux nationaux de divers centres bancaires se situe pendant cette année à 25 %. Jozami illustre bien les conséquences d'un tel taux, alors qu'il note que la fuite des capitaux états-uniens lors de la grande dépression de 1929 se situait à 20 % (Jozami, 2003 :300).

Beinstein soutient que les mesures économiques et financières mises en place par le régime militaire n'ont pas connu de vrai succès. En fait, l'inflation n'a pas ralenti et en 1981, elle se situe au-dessus de 300 %. À la même époque, la monnaie poursuit sa dévaluation pour se situer à plus de 600 % et le PIB national recule de 11,4 %, la corruption ne cesse de s'aggraver et les dépenses publiques augmentent sans que les gens voient une amélioration de la situation (Jozami, 2003 :300). En fin, le cours des choses va s'aggraver en 1983 avec le début de la guerre des Malouines. Pendant ce conflit qui opposait l'Argentine à l'Angleterre, va se dérouler le dernier massacre commis par la junte envers sa population. En fait, le gouvernement décide d'envoyer de jeunes soldats affronter une de plus grandes puissances militaires qui bénéficiait en plus, de l'appui des États-Unis et de l'OTAN.

2.1 Le retour de la démocratie

Quand Raul Alfonsín prend le pouvoir en 1983, la dette extérieure se situait à 45 milliards de dollars et Jozami estime que la fuite des capitaux s'élève à un montant semblable à celui-ci. Plus grave encore, sept ans de régime militaire ont fait augmenter considérablement la pauvreté. Ainsi, à la veille du coup d'État, 5 % de personnes pauvres vivaient en zones urbaines, alors qu'en 1983, ce chiffre s'élevait à 18 %. De plus, l'inflation poursuivait son ascension pour se situer à 1000 % (Jozami, 2003 :231). Le nouveau président est pressé de mettre en place un programme de stabilisation économique. Ce dernier s'appellera le « Plan Austral » et sera accompagné par une nouvelle devise nationale nommée l'austral. Ce programme génère une certaine stabilité des prix, mais à partir de 1987, le plan ne réussit pas à faire baisser le déficit. De plus, la stabilité des prix ne suffit pas à stopper l'inflation qui se situe en 1989 à 5000 %. Aussi, le PIB recule de deux points par an et la dette extérieure passe de 45 à 65 milliards de dollars. Conséquemment, certains analystes comme Félix Luna affirment que non seulement le président n'a pas réussi à résoudre les problèmes laissés par José Martínez de Hoz, mais, qu'il les a empirés et aggravés (Luna, 2003). De plus, Alfonsín subissait des pressions de l'opposition syndicale et des militaires afin de résoudre la situation. Cependant, le mal étant trop grave, le président ne pouvait plus rien faire et quatre mois avant la fin de son mandat, il abandonne.

Devant cet état de fait, et remarquant la faiblesse du parti radical⁷, le mouvement péroniste saura revenir sur la scène politique du pays avec beaucoup de force. En tête du parti se trouve Carlos Saul Menem, un péroniste, qui semble plus motivé qu'à faire fonctionner le programme économique du régime militaire que faire appliquer les idées politiques de Juan D. Perón. Mario Damill observe qu'au lendemain d'une campagne électorale axée sur la stabilité économique et sociale, Menem se prépare, à appliquer des mesures d'austérité suggérées par Washington, dès son investiture comme président.

⁷ Le parti radical (Union Cívica Radical) est le parti politique le plus vieux du pays. Fondé en 1891 il a su conserver le pouvoir pendant 27 ans. Cependant, au 20^e siècle il se situera toujours en opposition au péronisme et pendant les régimes militaires il sera illégal. À l'origine, le parti se voulait un mouvement de résistance des classes moyennes et des travailleurs aux classes oligarchiques. En fait, Hipólito Yrigoyen a été le premier président argentin qui n'était pas un oligarque (Armony, 2003).

Cet auteur souligne la crise sociale déclenchée par la vague de privatisations aux profits des compagnies étrangères. Dès le début des années 1990, ces dernières vont procéder à la mise à pied de milliers de travailleurs. Ainsi, les plus grandes compagnies nationales comme YPF (compagnie nationale de pétrole) et Aérolineas Argentinas (compagnie commerciale aérienne) seront vendues à des investisseurs étrangers. Cependant, Mario Damill affirme que le mécontentement social sera provoqué par un ensemble de politiques antisociales implantées par le président. L'une d'entre elles sera le coup de grâce, accordé aux militaires impliqués dans la dernière dictature (Damill, 2005). Pendant la deuxième moitié des années 1980, Alfonsín avait entamé un procès pour traiter, par le Conseil supérieur des Forces armées, les dirigeants de la dictature de 1976, pour des crimes contre l'humanité. Cette action lui donnera un élan de popularité auprès de la population. Cependant, il sera temporaire, car Alfonsín cède aux pressions des militaires qui n'étaient pas d'accord pour que les plus hauts placés soient traînés en justice. Il demande au Conseil supérieur des Forces armées de tenir compte de « l'obéissance due », en ce qui concerne le jugement des subalternes. De plus, Alfonsín propose au Congrès de signer la loi de « point final », qui devait mettre un terme à la réception de nouvelles poursuites contre le personnel de l'armée (Armony, 2004).

Dès son entrée au pouvoir, Carlos Menem va accorder le coup de grâce à tous les militaires qui étaient déjà en procès ou en prison. De plus, il empêche que de nouvelles plaintes soient déposées. Une autre mesure antisociale adoptée par le nouveau président, sera le plan monétaire de convertibilité qui lie la monnaie nationale au dollar américain en établissant la parité de 1 à 1 entre les deux devises (Damill, 2005). De plus, ce plan annule toute circulation de la monnaie austral afin d'introduire le peso argentin. Les effets d'un tel plan sur la population sont lourds. Tout d'abord, l'afflux monétaire du pays dépend de la quantité de réserves internationales que possède la Banque Centrale. Ensuite, ce plan lie l'économie nationale au marché international, changeant et incontrôlé par le gouvernement argentin. Finalement, par cette action monétaire, le gouvernement argentin garantit la valeur des capitaux étrangers en dollars. Ainsi, la Banque Centrale se verra obligée de garantir le paiement de toute dette envers des investisseurs étrangers en devises étasuniennes.

Pour Angel Jozami, le plan de convertibilité est une manière pour le gouvernement de Menem de renoncer à tout contrôle monétaire. Du même coup, il cède son pouvoir monétaire aux entreprises et institutions financières internationales (Jozami, 2003).

Malgré le mécontentement social qui se développait en Argentine pendant les années 1990, les mesures d'austérité appliquées par Menem ont été appliquées sans une réelle opposition gouvernementale. Non seulement, la faiblesse des radicaux se faisait sentir au Congrès, mais le président s'est servi du prétexte de la crise économique afin de mettre en application son plan par voie de décrets. Cette manière de procéder permet au président d'adopter des politiques sans l'approbation du congrès. Par ailleurs, selon des analystes comme Carlos Gabetta, Menem a réussi à atteindre ses objectifs grâce aux emprunts du FMI. En contrepartie, l'institution financière exigeait que le président applique certaines mesures qui répondaient à ses besoins en tant que bailleur de fonds du pays. Le président appliquait déjà certaines de ces mesures qui se caractérisaient par le retrait de l'État des affaires publiques, comme dans les services de santé et d'éducation. D'autres mesures exigées par le FMI incluaient la privatisation de plusieurs compagnies nationales. Menem s'efforcera d'appliquer à la lettre les directives de cette institution financière au sein de laquelle les États-Unis jouent un rôle central. Cet effort lui vaudra le titre de ce que Gabetta a appelé « l'élève modèle » de l'institution financière pendant toute la décennie des années 1990. En même temps, Menem garantissait la main mise de grands acteurs internationaux sur le pays et dans la région (Gabetta, 2003 :15). Si le plan de Menem stabilise l'économie jusqu'en 1994, il le fait au détriment de la population qui ne cesse de s'appauvrir.

Ainsi, Rosalia Cortes affirme que la privatisation des entreprises nationales à des entreprises internationales aura comme principal effet d'augmenter le taux de chômage. En 1989, alors que Menem prend le pouvoir, ce dernier se situait à 8 % en 1994 il dépasse la barre des 18 %. Si ce taux va baisser à partir de 1995, Cortes affirme qu'il ne va jamais se situer sous la barre des 13,6 % (Cortes, 2003). En deux mandats, Menem n'a pas réussi à améliorer le sort de l'ensemble de la population. Par conséquent, il termine son mandat et laisse derrière lui un pays à la dérive. En 1999, Fernando De La Rúa, assume la présidence.

Comme ses prédécesseurs, Jorge Rafael Videla, Raul Alfonsin et Carlos Saul Menem, le nouveau président reçoit un pays en crise politique, économique et sociale. Tout comme ses prédécesseurs, il devra se servir de mesures d'urgence pour stabiliser la situation du pays.

Fernando De La Rúa gagne les élections grâce à une campagne électorale, fondée sur un discours anticorruption. En ce sens, De La Rúa veut se démarquer du système de corruption caractéristique des présidences de Carlos Menem. Sur le plan économique, il veut maintenir la stabilité monétaire de 1991, réussie grâce à la convertibilité et prévoit relancer l'économie en créant des emplois et en appliquant une politique de déficit zéro. Cependant, les premières activités du président nouvellement investi ne reflètent pas ses promesses électorales. En fait, pressé par le FMI, De La Rúa décide de faire du paiement de la dette extérieure un de ses principaux objectifs politiques. En 1999, la dette s'élève à plus de 750 milliards de dollars (Jozami, 2003 :22). Afin de générer des capitaux qui serviront à la rembourser, le président entreprend de fermer plusieurs organismes sociaux et réduit de 13 % le salaire des employés dans la fonction publique nationale. Mais, comme Beinstein l'a affirmé, ces actions ne génèrent pas autant d'argent que l'aurait souhaité le président. Par conséquent, il n'arrive pas à rembourser la dette. La cessation de paiement entraîne le refus, de la part du FMI, d'accorder un prêt de 126 milliards de dollars prévu pour la fin de 2001. Parce que cette institution financière internationale était le principal investisseur au pays, le blocage de ce prêt représente le premier symptôme de l'éclatement économique qui suivra (Beinstein, 2003 :12). Ne sachant pas vers où se tourner, De La Rúa lance un appel à l'aide à Domingo Cavallo, ancien ministre de l'Économie de Menem et architecte de la politique économique du pays pendant la période ménémiste.

Sa principale tâche sera de trouver un moyen de reprendre le paiement de la dette extérieure. Cette action permettrait au pays d'encaisser le prêt du FMI. Le « superministre » réussit à rembourser 750 millions de dollars en gelant les comptes bancaires des particuliers. Cette décision, qui se voulait temporaire, avait comme but de freiner la fuite de capitaux qu'un marché économique vulnérable risquait de déclencher. Par conséquent, les particuliers ne pouvaient sortir qu'une somme de 250 dollars en liquide par semaine.

Par ailleurs, à l'issue de cette décision, les banques décident d'imposer des taux d'intérêt de l'ordre de 40 % en pesos et de 29 % en dollars sur l'utilisation des cartes de crédit (Jozami, 2003 :25). Dans ce contexte, Carlos Gabetta soutient qu'un soulèvement social était inévitable. En fait, la crise sociale éclate le 19 décembre 2001, alors que des milliers de personnes se rassemblent dans les rues de Buenos Aires. Leur objectif était de manifester devant la maison présidentielle leur mécontentement par rapport aux mesures prises par le gouvernement (Gabetta, 2003 :15).

Pour sa part, Angel Jozami soutient que lors des événements nommés « cacerolazo » ou « Argentinazo », ont convergé plusieurs frustrations ressenties par la population et accumulées depuis les 25 dernières années. Celles-ci se résument à sept ans de dictature accompagnée de 30000⁸ personnes portées disparues aux mains du gouvernement et plusieurs autres victimes de la guerre des Malouines. À ces frustrations s'ajoute les conséquences de la période postdictature caractérisée par une crise économique de type hyper inflationniste et, dix ans de mensonges et de corruption représentée par les deux mandats de Carlos Menem (Jozami, 2003).

2.2 La contestation sociale et l'émergence du mouvement piquetero

La contestation par rapport au régime ménémiste prend de l'ampleur alors que les mesures politiques néolibérales du président s'intensifient. Conséquemment, au début de la décennie des années 1990, le pays est témoin de plusieurs éclatements sociaux, caractérisés par les mobilisations populaires. Ces dernières décidaient de couper certaines autoroutes afin d'empêcher l'accès à une ville. Ce moyen de pression est devenu la méthode la plus efficace pour régler des conflits particuliers entre les manifestants et certains politiciens locaux. En fait, le seul acteur visé par ces actions est l'État et son personnel. Dans bien des cas, les manifestants s'attaquent à une personnalité politique impliquée dans un conflit.

⁸ Ce chiffre est attribué par les différentes organisations de défense des droits humains, notamment des Mères de la Place de Mai. Il est important de noter, que le rapport Nunca Mas, produit par la Commission Nationale sur les Personnes Disparues note près de 8960 personnes disparues. La différence entre les deux chiffres s'explique parce que plusieurs organismes sociaux et groupes des personnes ont refusé de collaborer avec la Commission.

Notamment, les manifestants peuvent cibler un politicien impliqué dans les négociations pour la privatisation d'une usine. Dans un tel cas, une autoroute est vite coupée et les manifestants affirment leur intention de quitter les lieux seulement lorsque le politicien en question aura démissionné de son poste (Jozami, 2003). Les manifestations sont sporadiques et spontanées. En ce sens, elles surgissent très vite et disparaissent avec la même vitesse. Cette situation amène Federico Schuster à affirmer que cette forme d'activisme social n'a aucune articulation politique, même si les manifestations se déroulent dans de petites localités (Di Marco et Palomino, 2004).

À cette forme d'action civile, Schuster nous semble attribuer un échec relatif. Cependant, Jozami ne saurait passer sous silence certaines caractéristiques communes à un événement social qui, a priori semble insignifiant. D'une part, la plupart de personnes qui composent les manifestations et les blocages d'autoroutes sont des anciens travailleurs. Par conséquent, leurs revendications tournent autour de l'accès à l'emploi. D'autre part, la méthode d'expression est la même chaque fois qu'une nouvelle mobilisation sociale surgit. Celle-ci se caractérise par une mobilisation dans les rues de plusieurs personnes qui vont s'engager à des actes violents contre des symboles gouvernementaux. Ces actes peuvent inclure les saccages, le vandalisme, la prise de bureaux gouvernementaux et l'incendie de petits édifices. Finalement, la tenue de ces mobilisations est toujours temporaire et il n'existe entre les personnes qui manifestent aucun lien avec des partis politiques.

Si le rassemblement de personnes sur la place publique n'est pas un phénomène social nouveau, Maristella Svampa et Sebastian Pereyra constatent que les manifestations sociales au début des années 1990 sont appuyées par les communautés locales. Ainsi, les petits commerçants et petits entrepreneurs de la ville concernée par les protestataires participent au blocage des autoroutes (Svampa et Pereyra : 2003). Le caractère communautaire si fort chez les manifestants est un élément nouveau d'après ces mêmes auteurs, par rapport à des formes plus classiques de protestation sociale connues depuis le retour de la démocratie. Schuster souligne que ce type de protestation était davantage centralisé et fortement organisé.

La nouvelle forme de protestation qui découle des éclatements sociaux est fortement communautaire et l'organisation de ce type de manifestation est très souple et horizontale (Di Marco et Palomino, 2004).

De plus, les familles des protestataires sont également présentes lors de manifestations. Cette implication familiale se traduit dans les quartiers où habitent les manifestants, alors que l'organisation sociale se met en place entre tous les voisins. Svampa et Pereyra soutiennent que cette forme de manifestation rappelle les luttes territoriales des années 1970. À cette époque, la prise illégale des terres avait un double objectif. D'une part, elle procurait un toit à une famille dans le besoin et d'autre part, elle constituait une forme de contestation sociale. Cependant, la lutte dans les quartiers, pendant la décennie de Menem, se fait autour de l'accès aux services sociaux de base. Ainsi, plusieurs acteurs locaux comme des enseignants, des travailleurs sociaux, et des médecins s'organisent dans le but de combler le vide laissé par le retrait de l'État de la sphère publique (Svampa et Pereyra, 2003).

La consolidation de cette nouvelle forme de protestation est illustrée par les événements de Cultra Có et de Plaza Huincul. En 1996, ces deux villes de la province de Neuquén, en Patagonie, ont été le théâtre d'un soulèvement populaire important, lorsque près de 20000 citoyens décident de bloquer pendant une semaine les routes qui entourent les villes. Profondément affectés par la fermeture de la raffinerie de pétrole YPF par Menem en 1992, les citoyens s'organisent en assemblée, afin de formuler des demandes au gouvernement. Alors que des représentants sont choisis au consensus et que toute médiation avec des politiciens ou des syndicats est coupée, les anciens travailleurs formulent des demandes qui vont de l'accès à de la nourriture, à l'accès au travail en passant par le développement des travaux publics (Armony, 2004 : 121). Après une semaine de protestation, le gouvernement cède aux pressions des travailleurs.

Depuis, les événements Cultra Có et Plaza Huincul serviront d'exemple pour d'autres protestations qui vont s'intensifier, surtout à partir de 1997 ailleurs au pays. Le mouvement se cristallise sous le nom de « mouvement des piqueteros » en raison des nombreux piquets que ses membres érigent sur les autoroutes.

Les formes et les objectifs que va poursuivre le mouvement seront multiples et vont illustrer la diversité du conflit social en Argentine. Comme le note Victor Armony, malgré les différences qui vont caractériser le mouvement, « les acteurs se représentaient comme faisant partie d'un même mouvement » (Armony, 2004 : 121).

De cette manière, les quartiers qui composent les villes qui servent de scène où va se tenir ce type de protestation, deviennent de vrais laboratoires sociaux où la population décide de vivre de manière différente à celle proposée par l'État. Dans ces quartiers, tout fonctionne d'après la création de plusieurs comités, comme le comité de sécurité, de cuisine, d'école, de premiers soins, etc. Aussi, toutes les grandes décisions sont prises en assemblées générales où chaque citoyen a droit de parole et droit de vote. En fait, le manque de représentation politique découle du manque de confiance envers les politiciens, mais non envers la politique. Plusieurs raisons expliquent ce contexte. D'une part, les observations de Svampa et Pereyra concluent que l'héritage péroniste est très présent auprès de ces quartiers. Surtout en ce qui a trait à l'organisation communautaire. Rappelons que Perón avait responsabilisé les citoyens de l'époque parce que selon lui, le progrès de la Nation passait par l'implication sociale de chacun. D'autre part, d'après les mêmes auteurs, les souvenirs de la dictature n'étant pas bien loin rappellent la répression envers les personnes « subversives » ou qui manifestaient leurs opinions publiquement. Une personne subversive est celle qui s'oppose à l'ordre établi et qu'elle cherche à changer. Conséquemment, les personnes qui s'organisent dans les quartiers ont une méfiance particulière envers les idéologies politiques, qui les poussera à mépriser la présence dans le quartier de personnalités politiques (Svampa & Pereyra, 2003).

À mesure que la quantité des piquets et des blocages d'autoroute s'intensifient, l'organisation sociale de quartiers se développe. Vers la fin de la décennie, l'organisation est plus solide et mieux organisée qu'au début de la décennie, et le mouvement est capable d'élargir le champ de ses revendications. Dorénavant, il va inclure des demandes précises reliées aux intérêts de la communauté en terme de développement local et de travaux publics. Mise en place d'un aqueduc, accès à l'eau potable, paver les rues, sont quelques-unes de demandes que le mouvement de piqueteros va formuler.

Les actions territoriales de quartiers liées au mouvement piquetero veulent marquer un point de rupture dans la manière de faire de la politique. Les membres du mouvement veulent être directement impliqués dans la prise de décisions qui les concernent. La meilleure illustration de cela a été les journées du 19 et 20 décembre 2001. Pendant ces journées, des milliers de personnes de partout au pays, ont convergé devant la maison présidentielle, afin de dénoncer les décisions prises par le ministre de l'Économie Domingo Cavallo. Rappelons qu'il avait décidé de geler les comptes bancaires. La consigne « Que se vayan todos » (qu'ils partent tous) est très explicite et englobe bien le sentiment de frustration et de mécontentement exprimé, par la volonté de dissoudre le gouvernement en place. Par ailleurs, cette volonté s'étend aux membres du congrès, ceux du sénat et ceux de la court suprême.

Comme suite à l'éclatement social et économique de décembre 2001, la situation sociale du pays va vite changer. Essentiellement, la population sera victime d'un appauvrissement général et des milliers de personnes vont rejoindre les rangs du mouvement des piqueteros. Parmi eux, des syndicalistes et des membres des partis politiques de gauche (comme du parti communiste). Crise politique et soulèvement populaire poussent l'articulation d'une aide gouvernementale pour calmer la situation. Cette aide viendra sous la forme de « plans de travail ». Ce plan consiste à allouer approximativement 200 pesos au chef de famille qui s'engage à travailler au moins quatre heures par jour au sein de son quartier et du mouvement piquetero.

Des représentants de quartier seront nommés en assemblée afin de devenir l'intermédiaire entre les citoyens et le gouvernement et ainsi administrer les plans de travail. Par l'introduction de ce type d'aide sociale, la dynamique des relations entre les piqueteros et le gouvernement va changer. En fait, les piqueteros, aidés par des syndicalistes, vont modifier le type de revendication sociale afin de tourner leur attention vers les plans de travail. Par conséquent, ils vont lutter dans le but d'élargir l'accessibilité aux plans pour que d'autres membres de la famille, comme les conjointes, puissent y avoir accès. Aussi, les piqueteros vont travailler pour que le montant accordé par le plan soit augmenté. Par conséquent, les problèmes sociaux comme l'accès à la nourriture, l'accès au travail et à l'eau potable vont passer sous silence, au profit des luttes concernant les plans de travail.

2.3 Une carte du mouvement piquetero

La grande quantité de quartiers et groupements de quartiers où le mouvement piquetero est installé nous empêchent de dessiner une carte complète du mouvement qui sera complète. Plutôt, nous allons présenter celle qu'ont tracée Maristella Svampa et Sebastian Pereyra, dans le livre *Entre la Ruta y el Barrio : La experiencia de las organizaciones piqueteras* qui regroupe bien l'ensemble du mouvement. Les auteurs soulignent que le mouvement est divisé en trois branches aux idéologies et aux revendications différentes.

Tout d'abord se trouvent les regroupements piqueteros de type syndicaliste. Il s'agit surtout des quartiers regroupés sous la Federación Tierra, Vivienda y Habitat (FTV) et par la Corriente Clasista y Combativa (CCC). Ce regroupement est très solide, car les centrales qui le chapeautent ont beaucoup d'années d'expérience. Ainsi, la FTV s'organise dans les quartiers depuis 1986. La CCC, quant à elle, n'est pas une centrale syndicale, mais un courant syndicaliste qui regroupe plusieurs syndicats. Ce regroupement est très présent dans le quartier de La Matanza. Ce dernier est l'un de plus gros et plus peuplé de Buenos Aires avec plus d'un million d'habitants. Ces derniers sont surtout des travailleurs industriels de longue date, des travailleurs précaires, des journaliers, des femmes travailleuses et des jeunes dont la participation sociale dans l'organisation de quartier date de plusieurs années. De plus, ce regroupement est très solide parce qu'il est présent dans plusieurs quartiers dans chacune des provinces nationales.

En ce qui a trait à la relation que ce regroupement entretient avec l'État, Svampa et Pereyra affirment que les membres favorisent l'institutionnalisation de l'action collective. Ainsi, ils voudront établir une présence permanente auprès des partis politiques et auprès de l'État. Cette volonté leur a conféré une place importante au sein des groupes de consultation établis par le gouvernement post-2001 pour organiser la gestion et l'organisation entourant la distribution des plans de travail. Selon les délégués de ce regroupement, la politique est un besoin, car c'est un outil de communication avec l'État (Svampa et Pereyra, 2003 :56). Même si ce regroupement est solide et fortement présent à travers le pays, certaines différences entre les deux centrales occasionnent parfois des conflits.

En fait, la CCC détient des liens serrés avec le Parti Communiste Révolutionnaire (PCR) qui, aux yeux de la FTV, mène des actions trop radicales. En ce sens, influencé par le PCR, la CCC adopte une politique antiélectorale caractérisée par l'absentéisme lors des élections alors que la FTV, encourage la participation électorale. De son côté, la FTV partage des affinités avec la CTA (Centrale de Travailleurs Argentins). Malgré les coalitions externes, les deux centrales travaillent bien. Par ailleurs, les deux se complètent quant à leurs forces. Du côté de la FTV son savoir-faire se situe au niveau de l'organisation sociale des quartiers, alors que la ligne de conduite de la CCC apparaît lors de la mobilisation et lors des blocages d'autoroutes. En ce sens, elle est capable d'organiser des manifestations massives (Svampa et Pereyra, 2003 :58).

Ensuite, le second regroupement proposé par Svampa et Pereyra regroupe les Movimientos Teresa Rodriguez (MTR). Composé surtout par des mouvements autonomes qui se situent dans la couronne géographique entourant la ville autonome de Buenos Aires. Ce regroupement, d'inspiration guévariste, met tous ses efforts dans le développement local. Leurs luttes portent, en grande partie, sur les droits de travailleurs avec ou sans emploi. Parmi les mouvements autonomes les plus importants se trouve le Polo Obrero (PO). Né en 2000, il mise ses forces sur les travailleurs sans emploi et dans le développement de *comedores*. Par ailleurs, le PO est le premier mouvement à dénoncer l'octroi des plans de travail, qu'il caractérise de politique d'assistance sociale. Malgré cette idée défendue par le PO, il accepte de recevoir les plans de travail. Enfin, ce mouvement est présent dans presque toutes les provinces. Outre le Polo Obrero, le mouvement de Barrios de Pie est très important. Ce dernier travaille à l'image de la FTV. Ainsi, sa plus grande force se situe dans l'organisation des quartiers. Cependant, en ce qui concerne la structure organisationnelle du mouvement, Barrios de Pie est moins verticale que la FTV. Il favorise une structure souple et horizontale afin d'encourager la participation de tous ses membres. Malgré les différences entre les deux, à l'occasion ils peuvent travailler ensemble dans plusieurs dossiers. Cela a été le cas lors de l'assemblée générale du mouvement piquetero en décembre 2001 (Svampa et Pereyra, 2003 :63).

De plus, Barrios de Pie favorise les liens avec les partis politiques de gauche et de centre gauche comme Patria Libre, ainsi qu'avec les gouvernements. Finalement, nous tenons à mentionner le Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados (MIJD), comme mouvement important de cette lignée de pensée. Présent dans tout le territoire national, il est né en 1993, regroupe des personnes retraitées et concentre ses forces dans l'organisation de quartiers. Ainsi, ses compétences sont le plus valorisées dans le développement des *comedores* mis en place par l'État. Les *comedores* sont des cafétérias populaires où les familles peuvent faire appel à de l'aide alimentaire. De plus, le MIJD négocie fortement avec différentes chaînes de supermarchés pour obtenir des dons en nourriture. Finalement, ils ont créé beaucoup de centres d'aide aux retraités et de centres d'aide juridique pour ces derniers (Svampa et Pereyra, 2003 :66).

Le troisième et dernier regroupement que Svampa et Pereyra ont constaté est le groupement territorial. Ce dernier rassemble les groupes qui nient toute implication avec l'État, surtout en ce qui a trait au processus électoral. Plutôt, ce mouvement travaille à développer l'accès à l'emploi local tout en favorisant l'autosuffisance des besoins. Sous cette bannière idéologique se trouvent les Movimiento de Trabajadores Desocupados de la Coordinadora Anibal Verón, ainsi que les groupes UTD de Mosconi et MTD La Jaunita, entre autres. Leur retrait du jeu politique avec l'État leur permet de se concentrer sur le développement local. Ainsi, ils favorisent la création de potagers, de boulangeries, de cliniques de santé, d'écoles et de garderies. En opposition aux deux autres grands regroupements, les adhérents à cette ligne de pensée sont contre « la construction des outils politiques » (Svampa et Pereyra, 2003 : 68). De préférence, ils travaillent à reconstruire les liens sociaux alternatifs détruits par les politiques gouvernementales de vingt dernières années. Par conséquent, ils sont enclins à former de nouveaux espaces de contre-pouvoir. De plus, ils mettent en places des micro entreprises pour les personnes sans emploi, comme des boulangeries et de petites maisons d'édition. Finalement, ils travaillent ardemment à former professionnellement ses membres. Dans plusieurs cas, leurs projets ont reçu l'appui de l'Université populaire de Mères de la Place de Mai, et de certains sociologues et travailleurs sociaux de l'Université de Buenos Aires (Svampa et Pereyra, 2003).

2.4 Les femmes piqueteras

La participation des femmes à l'intérieur du mouvement est primordiale. En plus d'être plus nombreuses que les hommes, leur présence se fait sentir à divers niveaux. D'une part, lors de l'organisation des marches, elles occupent des postes dans les comités de sécurité, d'information et de premiers soins. D'autre part, dans l'organisation de quartier. Certes, les femmes participent à l'élaboration de *comedores*, mais elles s'impliquent également auprès des écoles, dans les cliniques de santé et dans les centres culturels.

Au chapitre précédent, nous avons laissé paraître le caractère éminent de la participation des femmes dans la vie sociale du pays, à travers l'emploi salarié et à travers les luttes pour l'avancement de leurs conditions sociales. Cependant, avec le démantèlement socioéconomique engendré par les forces armées depuis 1976, les femmes, et particulièrement les mères, ont été poussées à trouver de nouveaux espaces de lutte sociale. Ainsi, tel que nous l'avons déjà mentionné, l'organisation des femmes dans les quartiers est devenue d'abord une question de survie et ensuite un espace de revendication politique. Certains auteurs, comme Helen I. Safa, soutiennent qu'en temps de crise économique, fut-elle grave ou modérée, les femmes sont les premières à sentir ses conséquences. Ceci est particulièrement vrai lorsque des politiques d'austérité de nature néolibérale sont appliquées. Celles-ci s'attaquent féroce aux secteurs d'emplois les plus précaires et mal payés où la participation féminine est élevée (Safa, 1990 :360). En plus, les emplois contractuels et à temps partiels, ceux qu'occupent un grand nombre de femmes, sont les premiers à disparaître dès que les symptômes d'une crise économique apparaissent (Safa, 1990).

Dans le cas de l'Argentine, alors que les mesures néolibérales font de plus en plus de victimes, la lutte des mères qui s'organisent dans les quartiers va s'approfondir. En fait, elles chercheront à appuyer les *puebladas*⁹, les protestations sociales et les blocages d'autoroutes.

⁹ Les Puebladas sont une forme de contestation sous forme de campement. En ce sens, un campement peut être monté afin de manifester un mécontentement. La pueblada peut durer plusieurs jours, semaines ou mois et les manifestants s'occupent de l'organiser (i.e. monter les tentes, installer des toilettes, voir à la sécurité, etc.)

Par ailleurs, les revendications de ces deux groupes sociaux d'un côté, celles des mères organisées en quartier et de l'autre, celles des piqueteros, étaient comparables. Celles-ci se résument à l'accès au travail et à la nourriture. Conséquemment, en janvier 2002, comme suite à l'éclatement social, la consigne des groupes sociaux était : « El piquete y la cacerola, la lucha es una sola »¹⁰. Le mal était général, les mères n'arrivent pas à garantir la survie de la famille parce que la précarité de l'emploi était extrême. Dans ces conditions, le mariage entre les deux groupes s'est fait facilement. L'éclatement de la crise de 2001 a permis l'institutionnalisation du mouvement piquetero, alors qu'il absorbe les nombreuses victimes de cette dernière crise économique, politique et sociale. Cependant, des auteurs comme Isabel Rauber affirment que ce sont les femmes les premières à se présenter au mouvement afin d'y participer. L'auteur partage le constat de Javier Auyero et de Silvia Chejter qui affirment que les femmes qui veulent devenir membres de ce mouvement le font parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Les diverses sources de revenus ont disparu, les maigres économies ont été épuisées et aucune aide gouvernementale ne se fait sentir.

Rauber s'est demandé pourquoi c'est plus facile pour la mère, que pour le père, de demander de l'aide alors que la survie de la famille est en danger. Pourtant, les effets de la crise économique sont ressentis autant par les deux parents. Les résultats de ses recherches sont intéressants. Selon l'auteure, la réponse à sa question se trouve dans la définition du concept de division sexuelle du travail tel qu'interprété en Argentine (Rauber, 2002 :160). Maureen Mackintosh définit ce concept comme la séparation de tâches qui composent la vie familiale, selon le sexe. Ainsi, certaines tâches seront accomplies exclusivement par les femmes, tandis que d'autres le seront exclusivement par les hommes. De plus, elle affirme que la division des tâches varie d'un pays à l'autre, mais que dans toutes les sociétés existe une forme de séparation qui est fondée sur le sexe (Mackintosh, 1981).

En Argentine, la division sexuelle du travail accorde à la femme la responsabilité de gérer l'unité domestique et de s'occuper des enfants, alors que l'homme est le pourvoyeur économique de la famille. En tant que tel, il doit s'assurer de toujours occuper un emploi, qui lui permette de garantir le revenu nécessaire à la survie de la famille.

¹⁰ Le piquet et la casserole, la lutte est la même.

En plus, cette responsabilité le place à la tête du ménage familial et lui confie le titre de « chef de famille » (Schmukler et Di Marco, 1997). Selon cet ordre familial, le travail salarié de la femme à l'extérieur de la maison est accepté. Cependant, ce dernier ne doit pas empiéter sur ses responsabilités domestiques. C'est là une raison pourquoi les emplois à temps partiels, contractuels et occasionnels enregistrent une forte participation féminine.

Cette manière de construire la division sexuelle du travail confie la sphère privée de la vie à la femme et la sphère publique à l'homme (Cortes, 2003). Les observations de Rauber sur ce sujet estiment que les hommes se sentent humiliés d'avoir perdu leur emploi. En fait, dans la plupart des cas, les hommes perdent des emplois qu'ils occupaient depuis plusieurs années, voire même des décennies. Cette humiliation survient en raison de l'impuissance qu'ils ressentent, quant aux solutions possibles qui se présentent. Cependant, pour l'auteure, cette humiliation est la conséquence directe d'un ordre social, dont la division sexuelle du travail définit les rôles sociaux et familiaux. D'après cette division, la responsabilité la plus importante de l'homme doit être celle de pourvoyeur économique. Ainsi, la perte d'emploi s'attaque directement à la « nature » de l'homme. Il est dépourvu de sa responsabilité la plus importante et ceci le pousse à l'humiliation et dans certains cas, à la dépression (Rauber, 2002 : 160).

Par ailleurs, d'après les analyses de Isabel Rauber, les piqueteras ne remettent pas en question la division sexuelle du travail. Bien au contraire, c'est en revendiquant le rôle que cette division leur a confié qu'elles espèrent faire passer leurs messages au gouvernement. C'est parce qu'elles sont des mères que l'État doit les écouter et les aider. Tel que présenté au chapitre précédent, les deux mandats présidentiels de Juan D. Perón ont été suffisants pour modifier l'imaginaire politique des Argentins. En ce sens, la relation entre les femmes (mères) et le président s'est resserrée grâce à la création d'un pacte entre les deux partis. Alors que le président s'engageait à aider les mères dans leurs tâches au sein de la nation, ces dernières participaient activement à la construction de la communauté organisée. De cette manière, la revendication de l'identité des femmes en tant que mère émane de cette période où la maternité sociale occupait une place prépondérante au sein de la construction de l'État-Nation.

Cependant, malgré leur sortie dans les rues, Isabel Rauber soutient que la participation sociale de piqueteras n'a pas eu des effets majeurs au niveau des relations entre les couples ni avec les autres membres de la famille. Conséquemment, les femmes se voient obligées de mentir à leur mari quand il est question d'implication sociale (Rauber, 2002 : 157).

La honte que les hommes ressentent quant à leur situation économique explique pourquoi ils ne veulent pas que les femmes se retrouvent sur la place publique à dénoncer leur situation. Pour l'homme, cette forme de manifestation demeure une manière d'accepter publiquement les circonstances qu'il vit (Rauber, 2003 : 160). Cette lecture de la situation que vivent les hommes et les femmes qui doivent rejoindre les rangs du mouvement piquetero semble intéressante. Cependant, si on se fie aux théories de la sociologue Maria Mies sur la division sexuelle du travail dans les pays en développement, il est possible d'analyser le contexte social des femmes piqueteras d'une manière différente.

En fait, Maria Mies soutient que dans les pays en développement, la division sexuelle du travail ne peut pas être comprise selon un modèle qui perçoit l'homme comme principal pourvoyeur économique de la famille. Plutôt, c'est à partir de la mère, que Mies développe une nouvelle interprétation de la division sexuelle du travail. Le point de départ des idées de Mies comprend la femme comme principale pourvoyeuse de la famille parce qu'elle est responsable de la survie immédiate de tous ses membres (Peet, 1999). En fait, dès la production biologique des êtres humains, jusqu'à leur maintien en vie une fois qu'ils naissent en passant par sa propre survie, la femme est à la base même de la production de la vie. En tant que telle, Mies affirme que c'est la mère la principale pourvoyeuse de la famille.

L'intérêt pour l'anthropologie avait poussé Maria Mies à se questionner sur l'origine de la division sexuelle du travail. Ainsi, elle remonte jusqu'à la toute première forme de division sexuelle du travail. À cette époque, les tâches de l'homme consistaient essentiellement à s'occuper de la chasse. L'agriculture était réservée à la femme, qui devait en plus s'occuper de préparer les mets quotidiens et devait voir à la conservation du surplus de nourriture. Par cette description des tâches, Maria Mies déduit qu'en aucun moment, l'homme n'est impliqué dans la production de la vie, ni de la survie.

En fait, si chasser était une activité importante, elle n'était pas essentielle, car la femme pouvait dépendre de l'agriculture pour survivre. En contrepartie, la femme est responsable de la production de la vie parce qu'elle est capable d'enfanter, mais aussi de la survie immédiate des tous les membres de la famille. De plus, la mère doit s'occuper de sa propre survie, sans quoi celle de ses enfants ne sera pas garantie (Mies, 1986 :58).

Dans les conditions actuelles, une adepte des analyses de Mies pourrait conclure que l'homme ne peut pas être considéré comme le principal pourvoyeur. Si le travail salarié a remplacé la chasse comme principale activité masculine, celui-ci fait également partie des tâches féminines. Cette situation est particulièrement vraie dans les environnements pauvres où les effets des crises économiques se font sentir davantage (Cortes, 2003). Dans ces cas, en plus de devoir travailler à l'extérieur, les femmes sont au centre de l'administration du budget familial, elles s'occupent des enfants et s'adonnent aux tâches ménagères. En plus, elles s'occupent de transformer le revenu familial en biens matériels nécessaires pour la survie, comme des vêtements, un loyer, de la nourriture, etc. De plus, la mère est responsable de la survie immédiate de tous les membres de sa famille. Ceci implique non seulement qu'elle prépare la nourriture, mais aussi qu'elle l'emmagasine pour une consommation ultérieure. En dernière analyse, Maria Mies soutient que dans les milieux où ces situations sont susceptibles de se développer, ce n'est pas le père le principal pourvoyeur de la famille, mais la mère (Mies, 1986). En pratique, la structure patriarcale du capitalisme contemporain, qui accompagne la division sexuelle du travail, fait en sorte que dans les contextes de pauvreté des pays en développement, l'apport économique de l'homme demeure essentiel; contredisant ainsi les propos de Maria Mies. Néanmoins, pour l'exemple de l'Argentine, certaines idées qu'elle avance sont intéressantes.

Rosalía Cortes a longuement étudié le marché du travail en Argentine. Les résultats de ses recherches, corroborent certaines affirmations proposées par Maria Mies sur la division sexuelle du travail. D'entrée de jeu, elle affirme que le marché du travail argentin a connu une féminisation au cours des années 1990. En fait, l'occupation des femmes a augmenté dans les secteurs des services domestiques, dans le commerce et dans les services sociaux. En 1991, les femmes représentaient 25,7 % du taux d'emploi et les hommes 49,2 %.

De plus, elle démontre comment le taux de chômage a toujours été supérieur pour les femmes que pour les hommes. Ainsi, en 1993, il atteignait 11,3 % pour les femmes et 8,7 % pour les hommes. C'est seulement en 2002 que le taux de chômage des hommes sera supérieur à celui des femmes (22,3 % et 20,2 % respectivement) (Cortes, 2003) .

Les apports de Cortés permettent de formuler certaines pistes de réflexion. Premièrement, les femmes travaillent, mais de manière moindre que les hommes. Selon elle, la priorité des femmes demeure les responsabilités familiales. Par conséquent, elles sont attirées vers des postes à temps partiel, contractuels ou occasionnels. De cette manière, l'apport économique masculin est essentiel au bon fonctionnement de la cellule familiale. Ainsi, contrairement aux propos soutenus par Maria Mies, dans le cas de l'Argentine, l'homme demeure le principal pourvoyeur économique de la famille. Bien que la femme occupe une plus grande place dans la reproduction et dans la survie de la famille que l'homme, l'exemple de l'expérience des piqueteros démontre jusqu'à quel point cet apport masculin est essentiel. Comme nous le verrons plus tard, ce mouvement à forte participation féminine dénonce le contexte de pauvreté dans lequel les familles doivent vivre en raison du manque d'emploi des hommes. Deuxièmement, Cortes affirme que les femmes sont plus vulnérables aux chocs des crises économiques, car leurs emplois sont les premiers à disparaître. C'est pourquoi elle a noté que le taux de chômage des femmes a été plus élevé que celui des hommes pendant la décennie des années 1990 (Cortes, 2003).

D'autres études effectuées par Cortes ont cherché à comprendre comment la crise économique qui a éclaté en 2001 a affecté les deux sexes. En fait, elle affirme que cette dernière crise nationale a davantage affecté les hommes que les femmes. Cette affirmation s'explique par deux constats. D'une part, les femmes sont très présentes dans les services publics du pays. Ces derniers sont restés pendant la crise de 2001, grâce à certains plans gouvernementaux et grâce aux plans de travail qui assuraient la présence d'une main-d'œuvre auprès des services publics. En plus, les emplois dans les services publics sont considérés comme des amortisseurs de l'économie parce que si bien ils ne sont pas particulièrement bien rémunérés, leur continuité dans le temps est assurée (Cortes, 2003). Ce phénomène ne se reproduit pas dans le secteur privé.

D'autre part, la crise de 2001 a surtout affecté les secteurs à forte présence masculine comme dans les manufactures et dans la construction. Aussi, cette crise, contrairement à celle de 1995 et de 1989, affecte davantage les secteurs des emplois qui exigent un degré d'éducation élevé. La crise économique engendrée par l'effet tequila en 1995, de même que la crise économique de 1989, avaient affecté les secteurs d'emploi qui exigeaient un niveau d'éducation bas (Cortes, 2003).

Il est à noter que les études de Cortes sont menées auprès d'une population urbaine et ne cherchent pas à constater les effets de la crise de 2001 sur les populations non urbaines, qu'elles soient rurales ou autres. Elle soutient, que les secteurs les plus pauvres, caractérisés par la non-urbanisation, ne sont pas tant affectés par la crise de 2001 que les secteurs urbains. En fait, les couches sociales les plus basses se remettent encore de la crise de 1995 et même de celle de 1989. C'est pourquoi Cortes assure qu'au lendemain de 2001 et pour une grande partie de 2002, les secteurs les plus pauvres semblent s'améliorer en comparaison avec les secteurs plus riches.

La crise économique de 2001 a produit un rétrécissement de l'écart entre les riches et les pauvres, mais vers le bas. C'est un appauvrissement de la population de classe moyenne qui a lieu et non un enrichissement des populations économiquement vulnérables. Par ses conclusions, Cortes n'essaie pas de banaliser les effets de la crise économique de 2001 sur les couches sociales les plus défavorisées. Au contraire, elle affirme que les effets de la crise sur la classe moyenne, donc la classe la plus concernée parce que sa population a un niveau d'éducation élevé, ont des répercussions sur les classes sociales défavorisées. Seront notamment affectées les femmes qui travaillent dans les secteurs domestiques et de services personnels. En fait, en raison de la crise, ces femmes ont vu leurs emplois disparaître parce que les employeurs n'étaient plus en mesure de payer pour leurs services (Cortes, 2003). Malgré les nuances portées aux commentaires de Cortes, les chiffres cités laissent comprendre que la crise de 2001 a été générale, car elle a atteint directement ou indirectement, la plupart des secteurs économiques. En plus, ses études laissent paraître qu'à certains égards, les idées défendues par Maria Mies s'appliquent au contexte argentin.

En dernière analyse, ses propos sont intéressants parce qu'ils proposent une redéfinition de la division sexuelle du travail, qui prend en considération la reproduction et la survie comme point de départ. Cependant, nous ne sommes pas d'accord avec l'insignifiance qu'elle semble attribuer à l'apport économique de l'homme. Surtout, dans des contextes de pauvreté, où les femmes sont plus vulnérables aux crises économiques. Dans ces contextes, les revenus du père sont essentiels.

2.5 Est-ce une forme de féminisme?

Tout au long de ce travail, nous avons montré comment les femmes argentines s'organisent socialement et luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie ainsi que de celle de leurs enfants. Avec l'institutionnalisation du mouvement piquetero, plusieurs auteurs se sont posés la question à savoir si la lutte de femmes piqueteras peut être considérée comme une lutte féministe (Schmukler et Di Marco, Chejter, Molyneux, Rauber). La réponse à une telle question ne fait pas l'unanimité chez les auteures.

Teresa Azcarate, Maria Elena Bartis et Silvia Werthein définissent le mouvement féministe comme un mouvement à caractère émancipatoire qui veut transformer les relations d'oppression fondées sur le sexe et le genre et préfère garder ouverte la question de savoir qu'est-ce que cela veut dire d'être un homme et d'être une femme? Si la lutte des femmes piqueteras a de la misère à se situer dans ce type de catégorie, c'est que, tel que nous l'avons déjà mentionné, leurs revendications ne vont pas dans le sens de cette définition. Ces mêmes auteures suggèrent une définition du mouvement de femmes, à savoir un mouvement qui a un intérêt commun qui amène ses membres à s'organiser autour d'objectifs et demandes précises. Si ces demandes peuvent rejoindre celles des féministes, dans le cas des piqueteras, ce sont surtout des intérêts économiques qui motivent leurs revendications. Par ailleurs, ces propos sont défendus par Maxime Molyneux qui s'attaque à la théorie des intérêts. Selon elle, cette théorie cherche à établir une nomenclature des intérêts que partagent toutes les femmes. Elle soutient que rédiger une telle liste est impossible en raison de la quantité de demandes proposées par différentes femmes, vivant dans des contextes différents. Plutôt, elle suggère l'étude de deux types d'intérêts qui peuvent aider au classement des intérêts féminins. D'une

part se trouvent les intérêts stratégiques et d'autre part les intérêts pratiques. Les intérêts stratégiques sont ceux qui découlent d'un contexte où les femmes sont opprimées. Ce type d'intérêt mène vers la formulation de demandes qui vont à l'encontre des formes de subordinations et qui veulent modifier la situation de toutes les femmes. À titre d'exemple, Molyneux suggère les luttes pour l'abolition de la division sexuelle du travail, celles pour l'égalité politique entre les sexes et celle pour l'abolition de formes de discrimination institutionnalisées. Les intérêts pratiques découlent des pratiques et des conditions concrètes directement liées aux conditions de vie des femmes. Ce sont alors des intérêts inductifs. Ils sont formulés par les femmes qui vivent ces situations et n'impliquent aucune analyse externe, comme c'est le cas des intérêts stratégiques. Molyneux soutient que les intérêts pratiques se formulent de manière à présenter une réponse à un besoin précis. De plus, ces intérêts ne cherchent pas à modifier l'ensemble des conditions des femmes, comme c'est le cas des luttes pour l'émancipation des femmes ou celle pour l'égalité politique entre les sexes. Plutôt, les intérêts pratiques cherchent à répondre à un besoin particulier (Molyneux, 1985).

Les conditions sociales et les classes sociales influencent le type d'intérêt que les femmes vont défendre. C'est particulièrement le cas pour les intérêts pratiques où les femmes appartenant aux couches sociales les plus défavorisées seront appelées à lutter pour l'amélioration de leur condition économique, comme l'accès à l'emploi. Enfin, Molyneux affirme qu'il est difficile de supposer que les intérêts stratégiques peuvent être acceptés par toutes les femmes. Dans certains milieux, soutient-elle, les femmes sont contre l'émancipation féminine. Plutôt que d'établir une nomenclature des intérêts, elle propose la politisation des intérêts pratiques afin qu'ils soient transformés en intérêts stratégiques. Dans ces cas, la possibilité de formuler des revendications qui s'appliquent à un plus grand nombre de femmes devient possible (Molyneux, 1985).

Si d'après les propos soutenus par Maxime Molyneux, Teresa Azcarate, Maria Elena Bartis et Silvia Werthein la lutte des piqueteras n'est pas féministe, d'autres femmes vont affirmer le contraire.

En fait, des auteures que nous connaissons déjà, Schumkler et Di Marco ont étudié les effets de l'engagement social des femmes qui s'organisent dans les quartiers, sur leurs familles et sur elles-mêmes. Ainsi, elles ont trouvé que les femmes qui luttent socialement ont plus de chance d'entraîner des changements profonds dans leurs relations interpersonnelles avec les autres membres de la famille. Les auteures ont constaté des changements à deux niveaux. D'une part, dans le fonctionnement de l'unité domestique. En fait, les mères qui s'impliquent socialement dans une organisation de quartier exigent une réorganisation du mode de fonctionnement de l'unité domestique afin d'accommoder leurs nouvelles responsabilités sociales. Ainsi, la mère ne sera plus aussi présente pendant les activités domestiques, que lorsqu'elle ne s'impliquait pas socialement (Schumkler et Di Marco, 1997).

L'élargissement de la participation publique de la mère va modifier la vie quotidienne de tous les membres de la famille. Ainsi, de nouveaux comportements vont s'installer. Par exemple, le père aura à organiser le souper lorsque sa conjointe participe à une réunion et les enfants seront appelés à être plus autonomes qu'auparavant parce que leur mère assiste à une assemblée générale. Ce type de réorganisation familiale engendre une démocratisation de la famille qui permet l'élargissement de l'espace public de la mère. D'autre part, la participation de la mère dans une organisation de quartier entraîne des conflits auprès des membres de la famille qui sont en désaccord avec sa coopération aux affaires sociales. Celle-ci sera appelée à faire valoir son point de vue si elle veut poursuivre son implication dans l'organisation de quartier. Elle devra développer des outils pour résoudre le conflit.

Les changements qui s'opèrent chez les femmes qui participent dans les organisations de quartier ont pour effet de développer une conscience critique de leur situation. Selon Schumkler et Di Marco, cette dernière va donner lieu à d'autres changements visant à améliorer les conditions sociales et familiales des femmes. Si la conscientisation critique des mères peut être définie comme étant une forme d'empowerment, ces mêmes auteurs soutiennent que le discours des mères n'est pas genré. En fait, elles ont constaté que les mères ne dénoncent pas leur condition sociale en tant que femmes et leurs revendications politiques ne concernent pas cette identité, mais plutôt celle de mères.

Les luttes féministes classiques comme l'émancipation des femmes, la légalisation de l'avortement ou l'accès aux méthodes de contraception comme la pilule, sont absentes des demandes politiques des femmes qui s'organisent dans leurs quartiers. Plutôt, elles revendiquent leur identité caractérisée par leur condition biologique et le rôle défini par la division sexuelle du travail (Schmukler et Di Marco, 1997).

Maria Del Carmen Feijoo rappelle la lutte des Mères de la Place de Mai qui selon l'auteure, ont été les pionnières de la maternité militante. Dans des mouvements comme celui de MPM et celui des piqueteras, la maternité apparaît comme une nouvelle identité qui permet l'activisme social et valorise l'émergence des nouveaux comportements. Au lieu de se résigner à subir les conséquences d'un système politique et économique pervers de manière passive, ces femmes se projettent dans la vie publique de manière décisive et assurée (Feijoo, 1998). Par ailleurs, des auteures comme Silvia Chejter, trouvent de l'empowerment dans les pratiques des femmes piqueteras lorsque le rôle de ces femmes est altéré.

Chejter affirme que par les nombreuses activités (organisation et participation aux marches, aux réunions, aux blocages des autoroutes, au maintien de cafétérias, etc.), les mères apprennent à mieux se connaître, elles partagent leurs expériences et apprennent à reconnaître leurs capacités intellectuelles. Pour Chejter, l'empowerment passe par ce type de prise de conscience (Chejter, 2003 : 536). Javier Auyero partage cet avis grâce aux conclusions des entrevues qu'il a menées auprès de deux femmes piqueteras. Il soutient qu'elles sont conscientes du processus de changement qui s'est enclenché par leur participation sociale. De plus, elles affirment ne plus vouloir retourner au mode de fonctionnement antérieur (Auyero, 2003). Dans les cas que nous venons de soulever, les auteurs s'entendent pour dire que les nouvelles pratiques sociales de ces femmes modifient la division sexuelle du travail telle que définie par les Argentins et les Argentines. Ce faisant, leurs luttes peuvent être considérées comme étant féministes parce que les retombées de ces dernières sont féministes, et ce, même si elles ne mènent pas des luttes féministes classiques.

2.6 La relation entre les mères et l'État

La relation entre les mères et l'État est abordée par Helen I. Safa. Pour l'auteure, la lutte des mères dans les associations de quartiers se situe dans une plateforme politique où l'État est le seul destinataire des revendications. Si elles revendiquent principalement l'accès à l'emploi et l'accès à la nourriture, ce n'est pas tant envers des entreprises ou envers les employeurs que ces protestations sont dirigées. En fait, l'État est directement interpellé par les actions contestataires. De cette manière s'ouvre une lutte physique et identitaire entre les mères et l'État. C'est une lutte physique parce qu'elles exposent physiquement leurs corps lors des marches et lors de blocages des autoroutes. De plus, la répression et l'incarcération dont certaines d'entre elles ont été victimes pourraient être considérées comme une réponse physique de l'État envers les mères (Safa, 1990 :360).

Sur le plan identitaire, les mères revendiquent le rôle que l'État, en tant qu'institution normative suprême, leur a accordé, soit celui de responsable de la procréation et de l'unité domestique. Elles revendiquent non seulement l'identité de mères, mais aussi celle de citoyennes et c'est la reconnaissance de ces identités qui est recherchée par les actions contestataires. Safa est de l'avis que la lutte des femmes dans les quartiers ne remet pas en question la division sexuelle du travail, même si elles déplacent les problèmes domestiques, comme l'incapacité à subvenir aux besoins familiaux, sur la scène publique (Safa, 1990). Ses conclusions sont basées sur les études de Maxime Molyneux et sur le concept développé par cette dernière de *practical gender interest* dont nous avons présenté les grandes lignes plus haut dans ce travail.

De plus, pour l'auteure Maria Victoria Costa, ce type de revendication est à la base même du principe d'État de droit que l'Argentine cherche à consolider. En fait, en matière de politiques de bien-être social, l'État se doit d'articuler ses forces avec les demandes des citoyens. L'objectif devient de garantir les besoins de base de tous les citoyens et la distribution doit se faire de manière équitable. Cependant, l'auteure est de l'avis qu'il existe dans les définitions des politiques de bien-être social une ségrégation basée sur le sexe et qui ne tient pas compte des femmes.

Cette ségrégation émerge parce que le discours sur la citoyenneté ne considère pas les inégalités entre les sexes autant dans les possibilités d'emploi que dans les divisions sexuelles du travail domestique. Finalement, elle affirme que les structures participatives démocratiques reproduisent l'oppression et l'inégalité entre les sexes parce qu'elles fonctionnent par négociation. Conséquemment, les groupes qui ont une plus grande capacité de négociation et qui sont plus influents arrivent à faire passer leurs intérêts comme communs à tous et universels. D'après cette perspective, la lutte des femmes dans les quartiers organisés peut être conçue comme une lutte pour une pleine reconnaissance de leur citoyenneté auprès d'un État démocratique qui depuis les gouvernements de Perón, se veut un bienfaiteur (Safa, 1990). À la lumière de ce qui vient d'être présenté, il ne fait aucun doute que la participation sociale des femmes dans les organisations de quartier en Argentine n'est pas un phénomène nouveau.

Déjà, lors du retour de la démocratie en 1983, elles s'organisaient entre voisines afin d'amortir les effets d'une crise économique enclenchée par la dernière dictature. Ainsi, à mesure que les crises économiques, d'après dictature, s'intensifient, les organisations de quartier se développent, se consolident et se multiplient. Au début des années 1990, le mouvement piquetero devient l'agglomération des mouvements et organisations de lutte sociale accés sur la récupération des emplois perdus, dont les organisations de quartier menées principalement par des femmes. Si ces dernières constituent une force importante au sein du mouvement, nous ne nous intéressons pas particulièrement aux relations entre hommes et femmes dans le mouvement piquetero. Plutôt, nous prenons l'institutionnalisation politique de ce mouvement comme un élément porteur de changement.

En fait, la nouvelle forme de capitalisme fondée sur la libéralisation des marchés économiques a propulsé des pays comme l'Argentine au bord de la faillite. Les crises économiques qui résultent de ce type de système, ont pour effet de désintégrer le système social. Par conséquent, l'émergence de nouvelles formes d'organisations civiles apparaît, dans le but de faire pression auprès des gouvernements locaux afin qu'un nouveau système politique, économique et social s'installe au pays. Dans le cas de l'Argentine, le mouvement des piqueteros incarne la société civile.

Par ce travail, nous cherchons à dégager les changements qui s'opèrent dans la vie des femmes qui militent dans le mouvement piquetero. En plus, nous cherchons à savoir dans quelle mesure, ces changements redéfinissent les rapports sociaux de genre au pays. Ceci nous permettrait de construire une synthèse critique des luttes sociales féministes au pays.

CHAPITRE III

LES REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES

Introduction

Avant tout propos, nous tenons à souligner que notre recherche est de type qualitatif et inductif. Sur le plan de la méthodologie, pour construire notre raisonnement, nous nous sommes inspiré de la théorisation ancrée. Dans toute recherche scientifique, cette dernière met l'accent sur les données empiriques. Permettre aux données amassées sur le terrain de produire leurs propres résultats et ce, avec le moins d'intervention possible, constitue la meilleure façon de construire une théorie. En ce sens, les observations de terrain et les entrevues à questions ouvertes prennent toute leur importance. L'analyse des entrevues a été faite d'après les grandes lignes qui régissent la théorie des histoires de vie. En ce sens, par nos questionnaires, nous avons essayé de poser des questions très larges et ouvertes, car le but recherché était d'obtenir le plus de contenu possible. Par ce travail, nous nous intéressons aux dynamiques de la maternité, comme instrument de lutte sociale et politique des piqueteras; et aux résultats qu'elle peut produire dans l'amélioration de leurs conditions de vie. De cette manière et en suivant les préceptes de la théorisation ancrée, nous avons favorisé les discussions entre piqueteras autour des problématiques qu'elles considèrent comme les plus urgentes. Ainsi, nous avons rencontré un plus grand nombre de femmes et par l'interaction, nous avons réussi à recueillir un contenu plus riche que si nous avions procédé par un questionnaire préétabli aux questions semi-ouvertes et fermées.

3.2 Le choix de la théorisation ancrée

En méthode qualitative, la théorisation ancrée se veut une manière de construire une théorie à partir des éléments empiriques. À certains égards, cette méthode peut se confondre avec l'ethnographie pour qui les analyses se situent également dans l'empirique. Cependant, en rapport à l'ethnographie, la théorisation ancrée n'accorde pas autant d'importance à la description. Plutôt, elle cherche à construire une théorie qui est ancrée dans la réalité (Laperrière, 1997). Selon Anselm Strauss et Juliet Corbin, la théorisation ancrée cherche à construire une théorie capable d'interpréter le social tout en fournissant des analyses à partir d'échantillons rigoureux. Cet objectif méthodologique voulait combler la lacune souvent associée à la recherche qualitative, à savoir celle de ne pas être en mesure de produire une connaissance objective et scientifique de la réalité (Strauss et Corbin, 1998).

La théorisation ancrée est fondée sur deux piliers. D'une part, le pragmatisme américain et d'autre part, la philosophie phénoménologique. Du premier, elle retient deux éléments, à savoir que la théorie doit être ancrée dans la réalité afin d'assurer l'avancement des disciplines scientifiques, et l'importance accordée à l'observation. De la deuxième, la théorisation ancrée adopte l'idée de mettre de côté les idées préexistantes pour que de nouvelles idées émergent de la réalité (Laperrière, 1997). En ce sens, il est préférable de laisser la réalité parler. En fait, le concept de base de cette méthode est que la société n'est pas un élément donné, ni figé dans le temps. Plutôt, elle se construit, elle se modifie et se renouvelle grâce aux acteurs sociaux. Ainsi, par leurs actions, ces derniers sont capables de changer les phénomènes sociaux.

3.3 La stratégie de cueillette de données

Notre stratégie de cueillette de données comporte trois volets. Premièrement, quatre entrevues ont été conduites auprès des divers acteurs impliqués dans les organisations de quartier. Ainsi, nous avons rencontré Maristella Svampa, sociologue de formation et professeure à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris et à l'Universidad Nacional de General Sarmiento.

Elle a rédigé plusieurs livres sur les mouvements sociaux argentins des années 1990, dont *Entre la Ruta y el Barrio, la experiencia de las organizaciones piqueteras*. Aussi, nous avons interviewé Cecilia Merchan, coordinatrice nationale de « La Red Solidaria de la Mujer », un organisme social de lutte pour les droits des femmes. De plus, Mme Merchan est la coordinatrice nationale de Mujeres de Pie, l'organe du mouvement piquetero de Barrios de Pie qui voit à l'amélioration des conditions de vie de ses membres féminins. Entre autres, elle travaille activement dans les quartiers à organiser les piqueteras. Une troisième entrevue a été conduite auprès de Florencia Gemetro, sociologue de formation et féministe qui travaille actuellement comme journaliste indépendante. Son apport a été important surtout en ce qui concerne l'idéologie féministe argentine. La quatrième entrevue a pris la forme d'un atelier qui s'est déroulé dans le quartier de Fiorito, dans le district de Lomas de Zamora. Une représentante de l'organisation Barrios de Pie m'a aidé à rassembler sept piqueteras qui étaient prêtes à me rencontrer. L'atelier s'est déroulé en après-midi et a duré 2h30. Les échanges entre les participantes ont été pertinents et fructueux.

Le deuxième volet de notre stratégie cueillette de données a été caractérisé par l'observation. À cet égard, mentionnons que nous avons observé pendant quatre jours le déroulement quotidien du quartier de Fiorito qui est autogéré par les piqueteros de Barrios de Pie. Nous avons observé la manière dont se déroulent les *comedores*, les cours d'écoles, les différentes réunions, etc. Aussi, nous avons participé à une rencontre nationale des femmes argentines. Pendant les trois jours qu'a duré l'évènement, nous avons observé le déroulement de l'atelier intitulé « Mujer y Organizacion Barrial » (Femme et Organisation de Quartier). Lors de cet atelier, nous avons observé les échanges et les relations qui se forment entre des piqueteras venant de quatre coins du pays. Cette observation, appuyée par les enregistrements des conversations, nous a permis de rencontrer des femmes de divers milieux, et impliquées au sein du mouvement piquetero. Nous avons constaté l'hétérogénéité du mouvement, et les manières dont un même problème se pose différemment selon qu'il a lieu dans un quartier de la Patagonie ou dans un quartier de Buenos Aires. Cette stratégie nous a permis de saisir la globalité de la problématique des femmes piqueteras, mieux que si ce travail ne comportait pas un volet de recherche empirique.

Ainsi, une telle cueillette de donnée complète le corpus documentaire et met en relief le vécu des femmes dans les organisations de quartier. Par cette stratégie, nous ne cherchons pas à soulever l'expérience individuelle des piqueteras, mais l'articulation de cette expérience avec la lutte sociale qu'elles entreprennent. Elle nous permet de voir jusqu'à quel point l'expérience des piqueteras se transforme en militance et s'établit comme modèle de vie.

3.4 Le corpus documentaire

Bien mener à terme une recherche empirique requiert au préalable l'analyse de plusieurs documents provenant de différentes sources. Tout d'abord, nous avons construit une bibliographie sur le thème de l'histoire des femmes en Argentine, à partir des repères trouvés dans certaines bases de données comme *Interfemmes*, *Women's Studies International*, *Sociological Abstract* et *Jstor*. Ce premier stade nous a permis de délimiter notre sujet, afin d'approfondir la bibliographie. Par ailleurs, certaines recherches effectuées auprès des catalogues Manitou et CLIO (de l'université de Columbia à New York) ont contribué au développement théorique de ce travail. Sur ce point, une recherche documentaire à la bibliothèque de l'université de Buenos Aires est venue alimenter nos réflexions à propos de notre sujet. De plus, le personnel de l'*Instituto de Investigaciones Gino Germani* de l'Université de Buenos Aires nous a apporté une aide particulière, sous forme de documents de travail, de données empiriques, et de rapports de recherche qui se sont ajoutés à notre bibliographie.

Ensuite, grâce à Internet, nous avons procédé à l'exploration de plusieurs sites web argentins à caractère féministe et de lutte sociale¹¹. Ceux-ci ont facilité la familiarisation avec notre sujet, et ils nous ont aidée à saisir le contexte de femmes qui luttent socialement.

¹¹ En ce qui concerne les femmes : Agenda de Mujeres www.agendademujeres.com.ar, Red Informativa de Mujeres Argentinas (www.rimaweb.com.ar), Centro de Encuentros Cultura y Mujer (www.cecym.org.ar), Área de Género de Barrios de Pie (http://www.barriosdepie.org.ar/rubrique.php3?id_rubrique=5). À propos de la lutte de piqueteros: Indymedia Argentina (www.argentina.indymedia.org), www.piketes.com, www.barriosdepie.org, www.cta.org.ar

En plus, le furetage sur ces sites a grandement contribué au développement des relations entre nous et les piqueteras qui a abouti dans plusieurs rencontres où nous avons conduit des entrevues et fait des observations. Finalement, plusieurs rencontres comme celles du Forum Social Mondial au Brésil en 2005, et l'Encuentro Nacional de Mujeres Argentinas nous ont permis d'amasser de l'information sous forme de dépliants, de brochures et de fascicules concernant la perspective féministe et les valeurs qui sont défendues par les piqueteras. Cette première partie de la recherche a facilité la construction d'une bibliographie exhaustive sur les femmes en Argentine. Aussi elle a contribué à circonscrire le terrain sur lequel nous voulions mener la partie empirique de ce travail.

3.5 La collecte de données empiriques

Le corpus documentaire sert à circonscrire notre question générale, ainsi qu'à définir notre terrain d'enquête dans lequel nous allons puiser nos données empiriques. Aux fins de ce travail, nous avons choisi de faire notre terrain dans la province de Buenos Aires, dans la circonscription de Lomas de Zamora, au Sud de la province. Au total, quatre entrevues ont été menées pendant notre séjour. En plus, nous avons organisé un après-midi de discussions avec sept femmes provenant de plusieurs quartiers de Lomas de Zamora. Pendant cette rencontre qui a pris les allures d'un atelier de discussion, nous avons abordé la problématique de la femme au sein du mouvement piquetero. De plus, nous avons participé à l'« *Encuentro de Nacional de Mujeres Argentinas* », qui s'est tenu dans la ville de Mar Del Plata entre le 9 et 12 octobre 2005. À ce moment, nous avons assisté en tant qu'observatrice à l'atelier intitulé « *Mujeres y participacion barrial* », pendant les trois jours que durait l'activité. Nous sommes conscient que le type d'entrevue que nous avons mené varie de l'une à l'autre. Cependant, dans tous les cas, nous cherchions à dégager les expériences des femmes qui luttent dans des organisations de quartier.

3.6 Les défis de la recherche

Choisir l'Argentine comme endroit où se déroule notre enquête implique une série de difficultés auxquelles tout chercheur ne résidant pas au pays doit s'attendre. Tout d'abord, le déplacement géographique oblige les étudiants à préparer un budget pour couvrir leurs dépenses, provenant en grande partie des prêts et bourses. Ensuite, les milliers de kilomètres qui séparent le Québec de l'Argentine rendent difficile la définition du terrain d'enquête. Si celui-ci commence à se définir au Québec, l'étudiant doit compter sur un réseau important de contacts de personnes capables de l'aider dans sa recherche. De plus, malgré les avancées technologiques et l'Internet, rejoindre les personnes en Argentine s'est avéré une tâche difficile pour nous. Les courriels reçoivent rarement une réponse et les numéros de téléphone changent. Dans notre cas, une conséquence que nous avons subie, a été d'arriver en Argentine avec une médiocre définition du terrain d'enquête. Ainsi, nous avons dû modifier notre échéancier afin d'accorder plus de temps à circonscrire le terrain. Cette opération s'est également avérée difficile. En fait, grèves, manifestations, congrès, rencontres internationales, assemblées générales, ont constitué des entraves à la consolidation des relations interpersonnelles afin de mener à terme notre enquête.

Ensuite, nous avons rencontré des problèmes quant à la construction d'un cadre théorique et historique. En fait, la bibliographie sur l'Argentine, au Québec, n'est pas très abondante, surtout en ce qui concerne les femmes. Ainsi, nous avons dû élargir le champ dans lequel nous avons puisé notre information documentaire. D'une part, nous avons récolté de l'information auprès de l'Université de Columbia à New York et d'autre part, nous avons fait une importante recherche bibliographique en Argentine. Conséquemment, il est difficile de passer en revue toute notre bibliographie afin de bien préparer notre enquête de terrain. Non seulement les lectures se faisaient en même temps que les entrevues et les observations, mais certaines lectures ont été faites après l'enquête de terrain. Finalement, la distance entre les deux pays nous empêche de retourner chez les répondants dans le cas où, comme suite à l'analyse des entrevues, des questions et commentaire émergent quant aux réponses fournies lors des entrevues.

Dans le cas de ce travail, la plus grande conséquence que nous ayons subie en rapport à ces difficultés a été de devoir retourner en Argentine afin d'améliorer notre travail. Au total, deux voyages ont été nécessaires afin de combler nos lacunes. Le premier séjour s'est étendu du 10 septembre au 11 novembre 2005 et le deuxième du 15 mai au 2 juin 2006. Par ailleurs, une grande partie du premier voyage a été consacrée à rentrer en contact avec les personnes-ressources et à amasser de l'information documentaire dans les bibliothèques universitaires locales. Le deuxième séjour a permis de faire plus d'observation et d'améliorer les entrevues.

3.7 Les questions de recherche

Au chapitre précédent, nous avons soulevé certains questionnements à propos de notre sujet. Par exemple, dans les organisations de quartier, quand est-ce que nous parlons de féminisme? Ou, est-ce que les luttes et pratiques des piqueteras peuvent être considérées comme féministes? Toujours au chapitre antérieur, nous avons démontré que les réponses à ces questions sont multiples et qu'elles suscitent le débat. Pour certaines, les piqueteras ne sont pas des féministes parce qu'elles ne remettent pas en question la division sexuelle du travail. En plus, elles ne luttent pas pour l'émancipation des femmes, mais plutôt leurs revendications sont « pratiques » et ne cherchent qu'à résoudre des conflits explicites (Safa, 1990, Rauber, 2003). Cependant, pour d'autres auteures, par leur pratique, les piqueteras développent une critique sociale à propos de leurs situations, ce qui pourrait être considéré comme une forme d'empowerment et donc de féminisme (Chejter, Schumkler et Di Marco).

Dans de telles circonstances, une définition du terme féminisme s'impose. En Argentine, nous avons vu, le féminisme est difficilement défini. En plus, au cours des années, il a pris diverses formes. Comparativement à l'Amérique du Nord où à la France où des militantes et penseuses comme Betty Friedan et Simone de Beauvoir, respectivement, ont contribué à forger un féminisme très strict et normatif qui dictait « les bonnes manières » d'être féministe, en Argentine, il semble difficile de cerner une complète définition du terme. Dans ce pays du sud de l'Amérique, ce modèle de féminisme a échoué. À travers les années, plusieurs femmes se sont engagées à faire du féminisme un mouvement institutionnalisé au pays.

Julietta Lanteri et la création du Parti National Féministe au début du siècle, le mouvement Union Féministe Argentine et le Mouvement de Libération Féministe pendant les années 1970 ont été quelques-unes des tentatives d'institutionnalisation. Cependant, si elles ont vécu une période d'effervescence au moment de leur fondation, le temps nous montre qu'à l'image de tant d'autres, ceux-ci ont manqué leur coup. La réalité actuelle démontre que les femmes en Argentine préfèrent s'organiser en groupes distincts et autonomes capables de développer des liens avec d'autres groupes de femmes. Ainsi, fonctionner par réseaux sociaux a été la formule choisie par les Argentines, à en croire que pas moins de 169 organisations de femmes existent au pays. De plus, lors de la dernière rencontre nationale, plus de 30000 femmes ont pris part à l'évènement.

En ce qui a trait à l'organisation de piqueteras : Est-ce que la lutte des femmes piqueteras présente une nouvelle forme de féminisme en Argentine? Ou plutôt est-ce qu'elle apporte de nouvelles perspectives, quelque chose de nouveau capable de transformer véritablement les conditions sociales des femmes au pays?

3.8 Définition des hypothèses

Notre hypothèse de départ soutient que l'identité de piqueteras réduite à la maternité est une représentation de la femme défendue par la société civile depuis le début du 20^e siècle et qui prend toute sa forme avec l'arrivée au pouvoir de Juan D. Perón. En fait, au début du siècle, dans le but de se distancier des féministes européennes et étasuniennes qui défendaient déjà le droit de vote, l'identité des féministes passait d'abord et avant tout par la maternité. C'est pourquoi depuis la fin du 19^e siècle, la maternité s'est retrouvée parmi les débats et revendications les plus radicales des groupes de femmes. Depuis longtemps, le rôle de la femme, en tant que mère, prend une place importante au sein des revendications féministes. Quelle doit être l'image de la mère? Quels droits politiques et civiques doivent être accordés aux mères? Quelle est la place de cette dernière sur le marché du travail? Ces questions et plusieurs autres ont été posées par des féministes aux présidents, membres du Congrès et du Sénat sur plusieurs décennies.

Véritablement, Juan D. Perón a été le président qui a le plus répondu à ces questions. Pendant ses présidences, Perón s'est efforcé de développer un pacte avec les femmes qui les aiderait dans leur rôle de maternité. Démontrer comment bien remplir ce rôle sera la principale tâche de la femme du président, Eva Perón. En contrepartie, les mères allaient recevoir l'aide nécessaire pour accomplir leur rôle : droit de vote, congé de maternité, vacances payées, garderies, cadeaux à la fin de l'année, etc. L'œuvre sociale de ces deux personnalités a été impressionnante et jamais le peuple argentin n'a connu un régime politique aussi déterminé à répondre aux besoins de tous les Argentins.

Cette affirmation nous amène à notre hypothèse secondaire qui affirme que les vestiges de l'idéologie péroniste en matière d'engagement social sont récupérés et appliqués par les piqueteras, le pilier de leur militance étant le retour de l'État dans les sphères publique et privée de la société. Les piqueteras ne veulent pas plus de plans de travail, ni l'augmentation de cette forme d'aide sociale. Elles veulent un travail digne pour leur mari, et de la nourriture pour leurs enfants. Elles veulent la responsabilisation de l'État face aux besoins de base d'une population appauvrie par les mesures néolibérales. C'est donc une restructuration de l'appareil gouvernemental qui est revendiquée par les piqueteras. Pour ces dernières, c'est insatisfaisant que l'État injecte plus d'argent dans la problématique sociale, s'il n'est pas prêt à s'impliquer et à combler le vide laissé par son absence. Le seul modèle que les piqueteras connaissent d'un État distributeur est celui défendu par Perón. Même si plusieurs d'entre elles ne se disent pas péronistes, la toile de fond de leur militance est le renouvellement du pacte fondé entre Perón et les femmes de son époque et suspendu depuis le démantèlement de la structure étatique en 1976.

3.9 L'analyse des entrevues

Tel que nous l'avons mentionné plus haut dans ce chapitre, les entrevues que nous possédons sont très diversifiées. Pour cette raison, nous avons décidé de procéder par compte-rendu des entretiens. Ainsi, le chapitre sur l'analyse des entrevues sera divisé en trois parties. La première vise à mettre en valeur les opinions des expertes. À cet égard, nous analyserons les entrevues faites avec Maristella Svampa et par Cecilia Merchan.

Essentiellement, dans cette partie, il sera question de savoir dans quelle mesure la lutte des piqueteras peut être considérée comme étant féministe. Les deux expertes s'entendent pour affirmer que dans une certaine mesure, les piqueteras poursuivent une lutte féministe. Dans la deuxième partie de l'analyse des entrevues, nous laissons la parole aux piqueteras. Sont abordées dans cette section les conversations de l'atelier à Lomas de Zamora et celles de la rencontre des femmes. En ce qui concerne ces dernières, rappelons que nous n'avons pas dirigé cet atelier. Plutôt nous avons observé et enregistré les commentaires. Pendant cette rencontre, les femmes ont abordé des thèmes comme la corruption au sein du mouvement et les préoccupations entourant les jeunes et leur avenir. Dans le quartier de Lomas de Zamora, nous avons orchestré la rencontre. Ainsi, les thèmes abordés sont en lien direct avec notre hypothèse. Ainsi, il a été question de leur insertion dans le mouvement et des transformations qu'elles ont subies depuis leur adhésion. Enfin, nous leur avons proposé de nous parler à propos de deux priorités qu'elles jugent urgentes, à savoir le niveau de violence conjugale dans le mouvement et la relation qu'elles entretiennent avec l'État. Comme conclusion de cette partie, nous avons décidé de nous pencher de manière plus attentive sur la problématique entourant l'accès au travail. Nous en avons décidé ainsi, en raison de l'importance que les deux ateliers ont accordée à ce problème.

La troisième et dernière partie de ce chapitre a été consacrée à répondre à notre question de recherche. Pour ce faire, nous analyserons les propos soutenus par Florencia Gemetro et Cecilia Merchan. Nous aborderons des thèmes comme l'état actuel du mouvement féministe argentin et dans quelle mesure il se transforme ou pas, par le combat de piqueteras. L'élaboration de ces comptes-rendus nous a permis d'atteindre un niveau de saturation des entrevues qui a été considérable et grâce aux propos soulevés par les participantes, nous avons réussi à valider nos hypothèses de même qu'à répondre à nos questions de recherche.

CHAPITRE IV

LA « COMMUNAUTÉ ORGANISÉE » ET LES PIQUETERAS

L'ANALYSE DES ENTREVUES¹²

Introduction

Au deuxième chapitre de ce travail, intitulé « cadre théorique », nous avons soulevé l'obligation des femmes argentines à élaborer, au courant des dernières décennies, des stratégies de survie afin d'affronter les nouvelles circonstances nationales. La nature terroriste et répressive de la junte militaire, instaurée depuis mars 1976, a poussé la société civile organisée à restreindre ses activités. Dans ce contexte, un groupe de mères se sont levées pour dénoncer le comportement du gouvernement. Par la suite, la crise économique qui a caractérisé la décennie des années 1980 a poussé les mères à formuler des revendications politiques, afin d'amener l'État à leur faciliter l'accès à de la nourriture. Cette revendication va se préciser pendant la décennie des années 1990, alors qu'elle sera au premier plan des luttes sociales. Pendant cette période, les politiques néolibérales, appliquées par le président Carlos Menem, ont fortement contribué à paupériser la population argentine. Dans ce même chapitre, nous avons souligné que les femmes sont particulièrement affectées par ces crises économiques et politiques. En fait, l'absence d'un État capable d'amortir les effets d'une crise économique sur la population oblige les femmes à trouver des moyens alternatifs pour survivre. Ainsi, l'organisation sociale et la militance dans les quartiers deviendront les meilleures stratégies qu'elles appliqueront afin de subsister.

¹² Nos entrevues ont été conduites en espagnol. Afin de faciliter la compréhension du lecteur, nous avons numéroté chaque citation d'entrevue. L'annexe 2 contient la traduction en français.

Toujours dans le deuxième chapitre de ce mémoire, nous avons soulevé l'idée que les piqueteras ne remettent pas en question les fondements de la division sexuelle du travail. En Argentine, cette division confie aux femmes la responsabilité d'élever les enfants et la charge du bon déroulement de l'unité familiale. Ainsi, c'est en revendiquant ce rôle que les piqueteras rompent avec les limites de ce qui est attendu d'elles afin de militer pour l'amélioration des conditions de vie des enfants. Ce type de militance est fondé sur deux revendications essentielles, à savoir le retour au travail digne pour tous et l'accès à la nourriture. Si la première motivation concerne tout le monde, nous avons démontré que l'emploi des femmes est souvent temporaire, contractuel ou à temps partiel, ce qui laisse entendre que le revenu le plus important du ménage demeure celui de l'homme. La deuxième motivation concerne surtout la défense du droit fondamental pour la survie des êtres humains qu'est l'accès à la nourriture, particulièrement importante dans la croissance des enfants. Alors que ces deux motivations constituent l'axe central de revendications des piqueteras, nous remarquons qu'elles ne formulent pas de revendications qui visent l'amélioration de leurs propres conditions sociales, mais plutôt celle des autres. La maternité devient ainsi, l'instrument politique qui justifie l'organisation sociale. Cependant, la recherche sur le terrain que nous avons effectuée, ainsi que les entrevues que nous avons menées, soulève de nouvelles pistes de réflexion.

Première Partie : L'avis des expertes

4.1.1 Une représentante nationale de Barrios de Pie

Dans le cadre de notre travail de terrain, nous avons été en mesure d'interviewer Cecilia Merchan, représentante nationale des femmes de Barrios de Pie. Notre conversation porte sur les femmes de Barrios de Pie, puisque le reste des nos entrevues ont été menées auprès de cet organisme. D'emblée, Cecilia Merchan nous confirme que la principale lutte des femmes du mouvement Barrios de Pie consiste à atteindre une redistribution de la richesse de manière équitable. Cette redistribution est directement liée à la possibilité d'emploi et au respect des droits sociaux des personnes.

De cette manière, la lutte des femmes traverse la première lutte mentionnée. La lutte féministe ne doit pas se faire une fois que la redistribution soit assurée, mais de manière parallèle :

1. En un país donde todo se ha destruido de la manera en la que se destruyo, bueno yo creo que la lucha principal es por la redistribución de la riqueza de una manera, digamos mucho mas equitativa. Que eso es la reivindicación principal que esta absolutamente atada a la posibilidad del trabajo, y por supuesto a partir de todo eso digamos también a la posibilidad del cumplimiento de los derechos sociales de cada una de las personas. La participación de las mujeres, o la igualdad de género o la equidad y la igualdad de las posibilidades entre los hombres y las mujeres, es una lucha que atraviesa absolutamente esta otra lucha que te digo. No es algo posterior o sea que tengamos que hacer después de que consigamos la equidad digamos en términos económicos de toda la sociedad, sino que es algo que va como lucha absolutamente paralela.

Cette idée constitue le postulat de base sur lequel est fondé le mouvement Barrios de Pie. En ce qui concerne la lutte des femmes, Cecilia Merchan élabore une série d'axes de travail qui permettent la mise en place des activités qui répondent à la prémisse initiale. Le premier axe de travail aborde les droits des femmes dans une perspective historique. Comme elle l'explique, cet axe s'adresse surtout aux piqueteras qui travaillent dans les cantines, et son but principal est de les former de manière plus approfondie :

2. Nosotras tenemos, por ejemplo, todo una línea de trabajo, en cuanto a los derechos en general de la mujeres. Esa que atraviesa todos los derechos, incluso la historia de las mujeres, se atraviesan un montón de cuestiones. Eso en general lo llevamos adelante con aquellas compañeras que dirigen un comedor, que dirigen un barrio o que dirigen determinados espacios. Bueno es como las que se van formando más profundamente.

Le deuxième axe de travail concerne les « Casa de la Mujer ». Barrios de Pie, essaie d'ouvrir le plus de « Casa de la Mujer » possible, dans le plus de quartiers possible afin de venir en aide aux femmes. Ce sont des endroits où se tiennent différents ateliers d'aide aux femmes. Selon elle, les sujets les plus souvent abordés sont la violence conjugale, la santé sexuelle et la participation des piqueteras dans les secteurs mixtes :

3. Entonces en cada barrio empezamos a abrir las casas de las mujeres que es donde fundamentalmente se realizan reuniones de autoayuda entre las mismas vecinas. Donde van algunas compañeras que son psicólogas y desarrollan talleres grupales.

Un troisième axe de travail encourage l'implantation des « centres de développement de l'enfance ». Ces centres cherchent à conseiller les mères, sur comment incorporer une perspective de genre dans l'éducation des enfants. De plus, cet axe de travail se veut une manière de venir en aide à toutes les femmes, mais particulièrement aux jeunes mères :

4. Los centros de desarrollo infantil. Que es donde nosotros, también tomamos la crianza y el cuidado de los niños con una perspectiva de genero, donde nosotras capacitamos a nuestras propias compañeras para que ellas puedan desarrollar ese cuidado, teniendo en cuenta la igualdad y teniendo en cuenta fundamentalmente el derecho de las mujeres.

Précisons que ces trois axes de travail sont traversés par deux grandes lignes de conduite. D'une part, la santé sexuelle et reproductive et d'autre part, la promotion et le monitorat des lois civiles et criminelles.

4.1.2 La lutte des mères

Selon Merchant, la participation sociale des femmes est directement liée au rôle historique des mères en Argentine. Selon elle, ceci explique pourquoi 80 % de membres de Barrios de Pie sont des femmes. Comme nous l'avons souligné tout au long de ce travail, la division sexuelle du travail confère à la femme un rôle de reproduction de la vie et la rend responsable de la vie privée. Selon Merchant, il semble clair qu'en tant que telles, les femmes s'incorporent au mouvement en raison d'un manque d'argent pour nourrir les enfants. Cet élément est primordial, car il distingue la lutte des piqueteras d'une lutte féministe. Elles ne décident pas de militer afin d'améliorer leurs propres droits, mais pour améliorer les conditions de vie de leurs enfants. Ainsi, elle affirme:

5. Nosotros creemos que la incorporación masiva de las mujeres a las organizaciones barriales, a las organizaciones sociales, estuvo vinculado fuertemente hacia el rol histórico de madre, al

rol histórico de cuidadoras del hogar. Y de quienes están encargadas de resolver, digamos todo lo que tiene que ver con la alimentación de los niños y de las niñas, de la educación, de la salud, y de todo lo que tiene que ver con esto. Que siempre, digamos en nuestro país como en la mayoría de los países, son un elemento, que siempre se fue resolviendo en el interior del ámbito domestico. Nosotras creemos que la gran mayoría de las mujeres se incorpora a los movimientos sociales, fundamentalmente para dar respuesta a esa cuestión, digamos a esa emergencia que tenían hacia la alimentación, la salud, de educación para sus propios hijos.

Par ces propos, nous comprenons qu'au départ, les mères piqueteras luttent pour les droits des autres. Leur combat vise à améliorer les conditions de vie et à assurer le bien-être social des enfants, mais aussi des personnes plus vulnérables, comme les personnes qui souffrent d'incapacités physiques ou mentales et les personnes âgées :

6. Las mujeres, no nos incorporamos a la lucha social, a la lucha política pensando en nuestros derechos, pensando "ay como mujer tengo que liberarme y lograr", sino que nos integramos como madres, nos integramos para dar, digamos continuidad incluso de lo domestico. Lo que pasa es que todo eso que fue lo domestico, a partir del 2001 empezó a ser la agenda principal de la vida política de la Argentina. O sea la falta de comida, la falta de educación, la falta de salud, fueron entonces las mujeres las que nos incorporamos desde ese lugar. De hecho, las luchas mas grande desde el 2001 se llamaron el cacerolazo o sea que es bien vinculado a la cocina, a lo domestico.

Les propos tenus par Merchan nous démontrent comment les évènements qui se sont produits en Argentine en 2001, nommés « Los Cacerolazos », étaient déclenchés par des femmes qui ont su articuler la situation sociale vécue par une importante partie de la population. De plus, si les casseroles vides étaient le symbole du soulèvement populaire de décembre 2001, c'était que la sphère privée était en crise. Par conséquent, les actions publiques de mères ont été faites en réponse à des problèmes qui se déroulaient dans les maisons. De cette manière, il y a eu un glissement de ce qui aurait été des problèmes privés, à savoir l'économie domestique de chaque famille, vers des problèmes publics. Nous avons confronté Maristella Svampa avec cette idée.

Selon elle, les mères piqueteras ont su démontrer la réalité que représentaient la faim et le manque d'emploi, et ce, depuis plusieurs années et c'est cette situation qui a éclaté en 2001 :

7. Las mujeres aparecían de alguna manera, como la ilustración más cabal de esa situación de hambre, de que la desocupación era real. El objetivo no era en todo caso, sobretodo dándose cuenta que era un país en el 97, en el 96 que negaba la realidad misma de desocupación y de hambre, con lo cual era muy fácil descalificarlas, esas movilizaciones, diciendo que ellas tenían un sentido político manipuladas por dirigentes. Entonces las mujeres le dieron esas relevancias y mostraron con toda sus crudezas y autenticidad el relieve que cobraba la nueva cuestión social en la Argentina.

C'est vrai que les mères ont mis un visage à une réalité obscure aux yeux de la plupart des citoyens. Plus encore, ce processus a transformé la majorité des femmes piqueteras qui s'organisent depuis les années 1990. Cette transformation a un double sens. D'une part, militer pour une cause sociale signifiait devoir rompre avec des modèles de conduite quotidienne traditionnels qui les liaient à un espace domestique et privé. D'autre part, elles ont été personnellement transformées par la tenue des ateliers et rencontres sur divers sujets de genre. Rappelons que Cecilia Merchan racontait que dans ces réunions sont abordés des thèmes comme la violence conjugale, la santé sexuelle et le poids de leurs opinions lors des assemblées. Aussi, la rencontre nationale des femmes qui se tient une fois par an depuis vingt ans, permet l'échange d'opinions entre différentes femmes. Ces éléments, jumelés aux diverses situations de prise de décisions quotidiennes, génèrent de l'empowerment. Cet empowerment émerge dans des situations souvent très difficiles, caractérisées par la violence, la dépression et la pauvreté, c'est pourquoi dans bien des cas il est difficile à saisir ou il passe inaperçu. Cependant, autant Maristella Svampa que Cecilia Merchan affirment que les piqueteras ont été transformées et qu'elles ne retourneront jamais à être les mêmes qu'elles étaient avant de joindre le mouvement. À cet égard, Svampa déclare que:

8. Yo creo que ha habido efectivamente un empoderamiento de las mujeres en los movimientos piqueteros. Las mujeres no son las mismas que cuando empezaron. Así que esto es más general, cuando uno caracteriza o traza los grandes rasgos de los

movimientos sociales en América latina, lo que salta es el rol que tienen las mujeres y las nuevas situaciones de empoderamiento que se han creado. En el caso de los movimientos piqueteros no fue fácil porque pese a como vos decís, las mujeres tienen un rol fundacional, algunas de ellas atravesando situaciones, también difíciles.

En general, casi todas las organizaciones comenzaron a tener talleres de género, sobretodo por el tema de violencia domestica. Era algo de lo que no se hablaba y que padecía, inclusive, en cuadros intermedios porque además, digamos la intervención de la mujer en el campo de las organizaciones sociales generó rupturas de parejas. Pero, bueno, esos pequeños talleres de género¹³, mas los encuentros de mujeres, por ejemplo, y las situaciones cotidianas de toma de decisiones fueron creando mutuo empoderamiento. De hecho, hoy en día, muchas de ellas que eran cuadros intermedios, son dirigentes dentro de las organizaciones.

Cecilia Merchan partage les propos de Maristella Svampa. Certes, les mères se sont transformées. Par la lutte, elles subissent un nouveau processus de socialisation caractérisé par la rencontre et l'échange avec d'autres femmes. Si au départ, la maternité les inspirait à joindre un combat social, comme suite à la transformation subie par les mères, nous pouvons affirmer que la socialisation est un fait de la maternité. Parce qu'au départ, le seul point en commun qu'elles partageaient était la maternité. Ainsi, toutes les forces seront mises ensemble pour faciliter l'accès à la nourriture pour tous les enfants. Cette situation permet une plus grande socialisation parce que les mères devront préparer de la nourriture en grande quantité, ce qui exige l'implication de toutes. C'est à ce moment que la transformation est possible, elles se rendent compte qu'elles partagent d'autres affinités, d'autres réalités et décident de transposer la lutte qui a commencé dans les cantines populaires sur les routes et de faire des casseroles vides un instrument de lutte politique. Cecilia Merchan affirme:

¹³ Les ateliers de genre sont organisés par les comités de femmes. Ces comités voient à l'amélioration des conditions de vie des femmes piqueteras et promeuvent l'égalité entre les sexes. En plus de formuler des revendications à caractère proprement féminin, les membres de ce comité s'occupent de représenter la voix des femmes auprès du mouvement. Entre autres, les femmes de ces comités travaillent à féminiser tous les textes qu'écrit le mouvement et à encourager les femmes à prendre la parole plus souvent lors des assemblées. Ces comités travaillent conjointement avec les Casa de la Mujer.

9. Se sale por una reivindicación que esta vinculada a su propio rol asignado socialmente a las mujeres que es el rol de madres, esposas. Bueno se sale desde ese lugar, pero se transforma absolutamente. La realidad a partir de esa acción que termina siendo una acción política y publica. Las madres hablan de la socialización de la maternidad y creo que entre las mujeres desocupadas que se organizaron en los barrios, la socialización fue un fenómeno de la maternidad. Ósea no cocinabas mas para tus tres, diez hijos sino que cocinabas para 100 niños. Conjuntamente con otras madres o con otras mujeres que desarrollaron la misma tarea que vos pueden discutir, digamos alrededor de lo que ocurre con la violencia de género, pueden discutir alrededor de lo que ocurre en el terreno de la salud sexual, de la participación de las mujeres en cada uno de los ámbitos mixtos. Ósea ya son mujeres que se han transformado absolutamente, nos hemos transformado.

Deuxième Partie : La parole est aux piqueteras

4.2.1 Une visite dans la circonscription de Lomas de Zamora

Lors de notre enquête de terrain, nous avons visité un quartier de la banlieue sud de Buenos Aires, soit dans la circonscription de Lomas de Zamora. Pendant notre temps dans le quartier de Fiorito, nous avons organisé un atelier où différentes femmes impliquées dans le mouvement de piqueteros sont venues nous raconter leurs expériences. Ensemble, nous avons passé un après-midi très fructueux. Les piqueteras ont largement développé les thèmes de discussion que nous leur avions proposés. En plus, la confiance entre les participantes était si forte que leurs discussions dépassaient les cadres des thèmes que nous leur propositions. Ainsi, des conversations entre les piqueteras sont venues enrichir le plan que nous nous étions fait.

Lors de la tenue de cet atelier, nous avons constaté plusieurs ressemblances quant à la composition sociodémographique des répondantes. D'une part, les membres des familles de toutes les femmes rencontrées n'ont pas un emploi permanent. En fait, le travail salarié continu est absent de ces familles depuis plusieurs années. D'autre part, la composition de la famille est semblable pour toutes les femmes. Dans la plupart des cas, elle est composée par la mère, par plusieurs enfants et dans certains cas, par le père. En fait, les femmes nous ont fait part du fait qu'elles ont été mariées ou en couple à plusieurs reprises.

Par conséquent, si plusieurs enfants cohabitent dans la même maison, c'est parce que la mère conserve la garde des enfants, lorsque le couple se dissout. Par ce fait, nous constatons que la figure de père est en constant changement. Parfois, il est présent, parfois non, et il n'est pas rare de retrouver des enfants qui ont vu passer de 2 à 4 figures de père différentes. Ainsi, l'élément central qui compose la famille demeure la mère et les enfants.

À ce moment, nous tenons à préciser que l'analyse de cet atelier sera divisée en deux parties. La première partie sera consacrée à l'expérience qui a mené ces femmes à rejoindre le mouvement piquetero. Par cette partie, nous voulons comprendre comment s'est déroulée leur entrée au mouvement. Dans la deuxième partie, nous allons aborder les grands problèmes auxquels ces femmes font face et contre lesquels elles luttent quotidiennement.

4.2.1.1 S'incorporer au mouvement

Lorsque nous avons abordé nos répondantes avec la question suivante : pourquoi avez-vous décidé de vous joindre au mouvement de piqueteros? Les réponses ont été univoques. C'est dans le but de répondre à un besoin essentiel que la majorité d'entre elles sont devenues membres du mouvement. Ainsi, leur reconnaissance envers une identité piquetera s'est forgée à travers les années et en raison d'un besoin économique fondamental. Voici quelques extraits :

10. Llego el momento en que no teníamos realmente que comer en mi casa...y bueno yo me acerque a trabaja acá mas por necesidad. Mis dos hijas llegaban del colegio y me decían: “Mami necesito tal cosa para el colegio”. Entonces dije: “bueno hoy me anoto”. Y así empezamos todas. Si, por necesidad tuvimos que salir a la calle, como todas las compañeras acá te lo van a contar.

11. Nosotros éramos una familia numerosa y de repente mi marido quedo sin trabajo, después de 22 años de trabajo quedo sin nada. Después yo quedo sin trabajo y uno de los chicos que también trabajaba. Y bueno las circunstancias me llevaron a que tenía que salir. Me consiguieron un plan de 150 pesos y empecé a lucharlo.

12. ...cuando ya me quede sin trabajo, porque cerré la peluquería, me encontré con mi hermana que ya estaba en el movimiento. Yo jamás quise pedirles plata a mis hijos. Entonces mi hermana me dice: “te voy a anotar para hacer la marcha y todo esto”, y bueno que se yo necesito plata. Y bueno acá estoy.

À partir de ces quelques lignes, nous sommes en mesure de comprendre plusieurs éléments de la vie d’une mère piquetera. Principalement, s’impliquer auprès du mouvement des piqueteros est une stratégie de survie à une crise économique, dont les principales victimes sont des familles appartenant à différentes couches sociales. Deuxièmement, la mère est le premier membre d’une famille à s’approcher du mouvement, car elle est responsable de garantir l’accès à la nourriture. En fait, dans les trois citations nous retrouvons des éléments de la problématique reliée à un manque d’aliment. Troisièmement, dans tous les cas ci-haut mentionnés, l’intégration au mouvement se fait en dernière instance. C’est seulement une fois que toutes les autres options de survie ont été épuisées que les mères décident de s’inscrire au mouvement. En échange de quelques heures de travail communautaire dans son quartier, les mères peuvent avoir accès aux plans de travail.

Cependant, l’ensemble des femmes dans cet atelier nous a confié qu’au départ, elles sentaient une réticence quant à leur intégration à un mouvement comme celui des piqueteros. Interrogées à ce sujet, elles affirment ressentir de la honte :

13. A mi me daba vergüenza. A una le duele que en la casa de uno, no tenga nada para comer.

14. ...era como que me daba vergüenza, pero pensaba en los hijos.

La honte à laquelle font référence ces mères revêt une double signification. D’une part, rappelons que dans le deuxième chapitre de ce travail, nous avons mentionné que l’auteure Isabel Rauber soulevait l’idée que l’homme, suite à la perte d’emploi, se sent humilié et éprouve une forte haine parce qu’il a été dépouillé de son rôle « naturel », soit celui de pourvoyeur économique de la famille. Ce sentiment le pousse à la dépression, à l’isolement et ultimement l’alcoolisme.

L'auteur soulevait ce point afin de justifier la raison pour laquelle dans la plupart des cas, c'est la mère la première personne d'une famille à manifester une volonté de se joindre au mouvement des piqueteros. D'après les propos tenus par les femmes que nous avons rencontrées, elles aussi éprouvent de la honte et se sentent aussi humiliées que les hommes. Cependant, contrairement à celui-ci, une d'entre elles nous confirme que ce n'est pas une raison pour rester inerte :

15. ¿Que vamos hacer sentarnos a llorar y mirar el techo porque no tengo ni para tomar un mate? No. Entonces nos reunimos todas la mamas y dijimos vamos a salir a la calle a pelearlo por todos.

Cette honte, les femmes l'éprouvent non seulement parce qu'elles aussi ont perdu leur emploi, mais parce qu'elles n'arrivent plus à garantir la survie de la famille. Pour les mères, devoir se joindre au mouvement est une manière d'avouer qu'elles sont dans l'incapacité de remplir son rôle de mère. Par conséquent, chez les deux sexes nous retrouvons ce même sentiment de gêne, quand les rôles prévus par la division sexuelle du travail sont altérés.

D'autre part, le groupe des femmes que nous avons rencontré, éprouve de la honte à se joindre au mouvement des piqueteros en raison de l'image qu'elles avaient de celui-ci. En fait, la plupart des femmes rencontrées ont exprimé une certaine méfiance à se joindre au mouvement :

16. Yo le tenía cierto reacio a los piqueteros.

17. Los piqueteros que cortaban las rutas, quemaban las gomas y todo eso yo decía "no yo con los piqueteros nunca". Era cartonera.

18. Y es como decían las otras compañeras que al principio yo decía, que no como iba a ir yo, corriendo, yo ya no estoy en condiciones de andar corriendo ya soy una persona mayor.

Voici ce qu'elles ont répondu quand nous leur avons demandé pourquoi elles pensaient qu'elles éprouvaient de la honte quant à leur affiliation au mouvement :

19. Seguramente porque veíamos en la televisión que siempre pasaban los de Quebracho, porque corrían.

20. También por la represión que había antes.
Los movimientos piqueteros eran muy reprimidos antes.

21. Y la muy mal información. Denigrante hacia los compañeros. Denigraba mucho al compañero, entonces me decía que yo no era así.

22. Quizás antes lo veíamos de esa forma porque teníamos trabajo. O sea quizás si antes tenías un trabajito, lo mirabas de esa forma porque manejabas tu propia plata.

À travers ces commentaires, nous comprenons qu'elles n'avaient pas une belle image du mouvement. Certes, cette perception est alimentée par l'image véhiculée par les médias. Ces femmes affirment que lorsqu'il est question du mouvement à la télévision, c'est pour montrer comment ses membres sont toujours camouflés, qu'ils mettent le feu à des pneus et qu'ils se font arrêter à coups de bâton et de balles de caoutchouc. Il semble difficile pour ces femmes de s'identifier à ces images. Pour ces femmes, le mouvement des piqueteros est réservé aux personnes qui sont désespérées et qui n'ont aucun autre moyen de survie. Par conséquent, les femmes éprouvent de la réticence envers cette idée et non envers les piqueteros. D'après nos observations, les femmes ne veulent pas s'identifier à ce type d'idée. Se joindre au mouvement reviendrait à affirmer qu'elles se retrouvent dans la même situation que les piqueteros. Elles ne souhaitent pas être associées à un groupe de personnes sans emploi ni revenu et qui sont obligées de demander de l'aide au gouvernement pour survivre.

Mise à part cette méfiance initiale envers le mouvement, les femmes de cet atelier n'ont pas reconnu d'autres problèmes quant à leur implication avec les piqueteros. Au contraire, avec la pratique de la participation sociale, elles apprennent que le mouvement entraîne des retombées personnelles qu'elles n'avaient pas prévues. En fait, l'esprit communautaire qui régit les piqueteros est très inclusif et maintenant elles sont très contentes de faire partie de ce type de groupement :

23. Y me encanto. Además de la plata que cobro, me gusta, lo que yo estoy haciendo en el área de género. Me gusta ayudar a la gente, me gusta ayudar en los barrios.

24. Me reencanto, a parte, ver la voluntad que se ponían en las marchas, cuando no se tenía nada. Se logro un montón de cosas a través de todos los compañeros.

25. Si algún día me quedo sin el plan igual yo voy a seguir trabajando porque es algo que me gusta y veo que lo están haciendo por el bien de la comunidad. A parte me siento bien porque me siento útil a la comunidad. La idea mía es trabajar siempre en los barrios.

Ainsi, plusieurs d'entre elles ont affirmé être heureuses de participer dans un mouvement comme celui des piqueteros, car elles se sentent utiles envers leur communauté. Pour ces femmes, agir avec un groupe de personnes qui oeuvre à améliorer les conditions de vie de tous ses membres, est satisfaisant. Selon elles, l'esprit communautaire leur procure un sentiment de complaisance :

26. Todo esto te llama y te tira no solo por el bien de uno, sino por el bien de la comunidad.

27. Todas salimos para hacer algo pero no para nosotras sola, sino pensando en el otro. Que el otro necesita, que capaz no sale porque tiene vergüenza.

Se sentir utile dans la vie des autres est un élément primordial pour ces femmes, et ce, pour deux raisons. La première est que ces femmes sont issues de contextes de pauvreté, où le travail salarié est rare. Dans un tel contexte, les femmes ne sont pas occupées et les journées peuvent paraître très longues. Si bien elles ont à remplir toutes les tâches ménagères et de soins aux enfants, sans un revenu et sans un travail, les activités familiales sont réduites au minimum. Grâce à leur implication dans le mouvement, ces femmes sont capables non seulement de répondre aux besoins de la maison et des enfants, mais elles peuvent aider ceux qui se trouvent dans de pires conditions. En plus, nos observations démontrent que le temps mort dans ce quartier est presque inexistant. Plusieurs activités sont prévues pendant le jour, comme entretenir la cantine et gérer les centres communautaires. À cela s'ajoutent toutes les réunions des comités, les assemblées et les marches qui peuvent avoir lieu au courant d'une semaine.

La deuxième raison pourquoi il est important pour ces femmes de se sentir utile dans leur communauté, est qu'elles ressentent un grand sens d'accomplissement souvent retrouvé dans les actions quotidiennes reliées à l'emploi. Dans le contexte des piqueteros, l'accomplissement vient par un peu d'effort que chaque personne peut faire afin d'amortir les dures conditions économiques auxquelles tous sont soumis. Cette idée s'applique également dans la lutte qu'elles mènent contre l'État. Les efforts qu'elles mettent dans leur lutte rapportent un grand sentiment d'accomplissement lorsqu'elles obtiennent gain de cause. Pour elles, c'est encourageant de constater que le gouvernement les écoute et qu'il répond à certaines de leurs demandes. À travers leurs luttes, elles démontrent que leur cause est juste, car la situation économique des piqueteros est alarmante.

Nous avons préalablement décidé de ne pas poser de questions concernant le féminisme. Cependant, de leur propre gré elles ont affirmé que leur lutte n'est pas féministe. Au contraire, elles affirment qu'en terme de combat, la priorité demeure la survie des enfants et de ceux qui se trouvent dans de pires conditions qu'elles, plutôt que pour une cause personnelle. En plus, elles affirment lutter pour que leurs enfants aient une vie adulte meilleure que la leur :

28. Nosotras salimos a la calle como madre para buscar comida para nuestros hijos.

29. Tengo un comedor para los chicos, y bueno lo estoy haciendo por los chicos de mi barrio, porque vi que había mucha necesidad por ahí.

30. Ahora sigo luchando para mis nietos, y para que sea mañana un mundo mejor para ellos y conseguir que tengan un futuro mejor, no como el mío que tengo muchas cosas que realmente no lo pude conseguir.

4.2.1.2 Les grands thèmes

Lors de cet atelier, nous avons retenu deux grands thèmes qui préoccupent les participantes. Premièrement, la relation qu'elles entretiennent avec l'État et deuxièmement, le haut niveau de violence conjugale dans le mouvement.

En ce qui concerne leur relation avec l'actuel gouvernement, les femmes semblaient particulièrement contentes de la réponse de celui-ci à propos des programmes de formation qu'il met en place à travers les municipalités. Ce programme national permet à des personnes dans le besoin de suivre certaines formations techniques, comme en bibliothéconomie ou en boulangerie, afin de faciliter la réinsertion sur le marché du travail. Pendant le moment où nous étions présentes, les femmes rencontrées suivaient le plus de formations possible. Elles voyaient dans cette situation une initiative gouvernementale à caractère qualitatif, car non seulement une formation peut aider dans le futur, mais constitue une manière pour l'État de répondre à leurs revendications. Pour elles, ces formations sont la preuve que l'État ne cherche pas seulement à injecter de l'argent à travers les plans. Par ses actions, il s'implique dans la vie de sa population. À cet égard, voici ce qu'avaient à dire les répondantes :

31. Yo le inculco que tiene que estudiar. Entonces va con Roxana a una capacitación.

32. Estoy haciendo un curso de bibliotecaria con la hija de ella y también posiblemente tomemos un curso para aprender a hacer micro emprendimientos para que se aprueben entre Nación y Provincia. Más para aprender nosotras y tener una base. Con el gobierno que tenemos ahora es mucho más fácil, pero también pide que nos capacitemos en todo, y eso para mi esta muy bien.

33. Lo mejor que tiene esto es que te esta exigiendo que nunca en los años que yo viví, es que un presidente te pida que te capacites. Y es una idea que cuando me pongo a pensar, digo bueno es verdad que si me capacito puedo encontrar ALGO. No te digo para todo el mundo, pero algo, para una persona grande.

34. También yo veo que en todos los municipios están dando muchas capacitaciones, están dando muchos proyectos, muchos micro emprendimientos que podes acercarte, pero es demasiada la cantidad de gente que quiere capacitarse. Y después están los otros que dicen "¿otra vez capacitación?", "¿otra capacitación?" Y bueno, antes no tenías eso de que los municipios te capacitasen. Antes no nos daban cursos de bibliotecaria, de micro emprendimientos, de apoyo escolar. Eso antes no existía, y al principio era muy difícil de que te los dé. Por ejemplo nosotras queríamos formar una biblioteca y que vayas al municipio y que te den libros, es un logro.

Y que se acerquen acá a ver si necesitamos cosas, acá en Lomas, es un logro para nosotros. Porque el municipio antes no se acercaba y esto antes era muy diferente ».

Pour les femmes de ce quartier, suivre des *capacitaciones* constitue une bonne stratégie gouvernementale pour aider ceux qui sont le plus affectés par la crise économique. Selon elles, la situation économique dans laquelle elles se trouvent, est le résultat direct de certaines décisions politiques prises par le passé, comme le choix de privatiser des compagnies nationales. Par conséquent, c'est à l'État que revient la responsabilité de trouver une solution à leur situation et l'actuelle administration de Nestor Kirchner par le développement des programmes de formation technique a fait ses preuves. Ces femmes appuient l'effort qui est fait afin de soulager les problèmes des personnes sans emploi : « Esta generando mas empleo de lo que había antes ». Cette initiative contribue à développer une relation amicale entre le mouvement des piqueteros et l'État, fondé sur le principe de partenariat. Le gouvernement facilite l'accès à l'emploi des personnes qui suivent ces formations, car elles acquièrent des expertises qu'elles ne possédaient pas auparavant. Pour ces femmes, cette réaction constitue un gain de cause à une vieille revendication, l'accès à l'emploi.

Cependant, lors de cet atelier, les femmes nous ont confié l'importance qu'elles accordent aux *capacitaciones*. Tout d'abord, par l'entremise de ces formations, elles développent une meilleure estime de soi. En fait, plusieurs d'entre elles ont été en mesure d'apprendre à lire et à écrire, de finir leur secondaire, d'apprendre une deuxième langue ou de développer des nouvelles expertises dans divers domaines comme en droits humains, ce qui contribue à améliorer la confiance en soi.

35O sea con el gobierno que tenemos ahora es mucho más fácil, pero también pide que nos capacitemos en todo, eso para mí está muy bien. Eso antes no existía, y al principio era muy difícil de que te los dé.

36. Un presidente te pida que te capacites. Porque sino después si esto lo sacaran no sé que sería.

37. Antes no tenías eso de que los municipios te capacitasen...y bueno tratamos de hacer todas las capacitaciones. Cuanto mas te podes capacitar mejor.

38. Es demasiada la cantidad de gente que quiere capacitarse

Ensuite, il semble clair pour ces femmes que le programme national de *capacitaciones* est un projet mis en place par l'actuel président et risque de disparaître lorsque son mandat prendra fin. C'est là que réside l'importance pour ces mères de suivre le plus de formations possible pendant qu'il est encore temps. Finalement, l'ultime objectif des participantes est qu'un jour, leurs familles n'aient pas à faire appel à des plans de travail pour survivre. Pour envisager une vie sans les plans, elles doivent se préparer dès maintenant, c'est pourquoi elles suivent le plus de formations possible. De cette manière, l'élément le plus intéressant que nous retrouvons est que dans un contexte de pauvreté, ces femmes ne s'organisent pas seulement pour survivre, mais elles pensent à leur avenir. Plutôt qu'espérer que leur situation s'améliore avec le temps, elles travaillent activement pour que leur situation s'améliore dans un futur proche.

En rapport à la relation qu'elles entretiennent avec le gouvernement, nous trouvons intéressant que ces femmes reçoivent les plans de travail et qu'elles participent avidement au plus de formations possibles. Dans les deux cas, ce sont des initiatives gouvernementales. Non seulement elles dépendent des actions qu'entreprend le gouvernement, mais elles sont fières de l'état actuel de cette relation :

39. Trabajo hay y no estoy contra del presidente porque realmente veo que hay cosas que se están haciendo. Esta generando mas empleo de lo que había antes.

En plus, nous constatons que plus le gouvernement s'insère dans la sphère publique, plus la relation avec les femmes peut être favorable. Pour elles, l'actuel président Nestor Kirchner est à l'écoute de leurs revendications, même s'il n'y répond que de manière partielle. Pour les mères, cette volonté du président démontre que leurs luttes ne sont pas en vain et que l'État est à l'écoute de la société civile. Par conséquent, une nouvelle cohésion sociale est en train de se tisser entre les deux parties.

Nous devons préciser que cette sorte de relation ne se concrétise pas dans tous les quartiers piqueteros¹⁴. En fait, les propos soulevés dans cette partie du travail concernent seulement ceux mentionnés pendant l'atelier que nous avons préparé dans le quartier de Lomas de Zamora. De plus, nous tenons à préciser que si bien entre ce groupe de femmes et l'État, il existe une relation de confiance stable, elles ont souligné plusieurs urgences sociales qui ne retiennent pas l'attention du gouvernement en place.

La plus grande urgence soulignée par ces mères est le niveau de violence conjugale faite aux piqueteras dans les familles. En fait, la plupart ont été victimes de violence conjugale, ou connaissent quelqu'un qui l'a été :

40. Yo fui una mujer muy golpeada toda mi vida, yo sufrí mucho violencia familiar. Por ejemplo cuando salía a la calle tenía que camina cabizbaja siempre, porque si levantaba la cara y miraba para un lado me decía: "y vos a quien saludaste" y me golpeaba o me daba una trompada. Esta marca que tengo en la cara, acá arriba de la boca son todos cortes que me provoco uno de mis maridos que era boxeador. Bueno después eso...me case, tuve tres hijos, ahí ya van seis hijos y él se mato cuando yo tenía 36 años y le pega 4 tiros a mi hija que ahora tiene 27 años y gracias a dios ninguno de los tiros fueron mortal.

41. Una vez a una le habían pegado porque decían que yo era una asistente social que había ido, que le estaba por hacer problemas a él. Entro y le volvió a pegar, después yo volví a hablar con ella y le dije vamos yo te acompaño a donde tenés que ir. Y ella me dice: "no porque ¿que voy a hacer con mis tres hijos?" Muchas se aguantan, muchas siguen esperando que el marido les pegué por los chicos. A todas, la mayoría de las mujeres: "¿y yo después que hago? yo me voy de acá, ¿adonde me voy, me voy con usted?". Es por eso mismo que nosotros estamos y queremos que las coordinadoras sigamos luchando para la casa de la mujer y la comisaría de la mujer que hay ahí en Fiorito, nos hace muchísima falta, o sea en todas Lomas. Porque hay muchas mujeres golpeadas, muchas, vos las ves la cara desfigurada.

¹⁴ Certains piqueteros affirment que les plans gouvernementaux (plans sociaux et les plans de travail) ne sont pas distribués de manière équitable entre les différents groupes des piqueteros. En fait, ceux qui ne sont pas péronistes et qui ne sont pas prêts à appuyer le président et son parti auront une plus grande difficulté à bénéficier de ces plans que ceux qui sont prêts à appuyer le gouvernement.

Ces propos démontrent l'ampleur de la situation. C'est pourquoi dans plusieurs quartiers de Lomas de Zamora, le mouvement des piqueteros a ouvert les « Casa de la Mujer », dont nous avons déjà parlé ci haut. Rappelons que ces centres ont été mis sur pied afin de venir en aide aux femmes violentées. Des professionnels de la santé, des thérapeutes, des travailleurs sociaux et des bénévoles fournissent de l'aide juridique, médicale et d'accompagnement aux femmes. De plus, ces centres organisent des ateliers pour venir en aide aux femmes violentées où sont abordés les différents aspects reliés à la violence conjugale. Pendant notre visite dans le quartier, nous avons pu observer quelques minutes d'une séance de réunion. Voici un extrait :

42. ¿Porque piensan que por lo general, los hombre, los compañeros son tan agresivos?

43. En todos los casos donde yo estuve, es por la bebida. El alcoholismo.

44. El alcoholismo, pero también por el pasado del hombre. Porque un hombre que fue mal tratado de chico, generalmente después maltrata a los hijos, a la mujer cuando son grandes.

45. Si pero ¿que lo llevo al alcoholismo?

46. Según ellos te dicen: "porque a mis hijos no tengo con que comprarles para comer". ¿Entonces con que compras el vino? ¿Que te lo regalan? Y bueno, así como conseguís el vino, podés conseguir la comida. "No " dice, "porque a mi mis amigos me pagan ". No son amigos. Porque vos venir borracho y lo primero que haces es pegarle a tu mujer. "Si yo tuviera un lindo trabajo, yo no tomaría". Y siempre las excusas fueron de hombres borrachos. O sea por pastillas también hubo, drogas y el vino.

Par ce bref extrait, nous constatons que l'alcoolisme chez les hommes, est une source de violence. De plus, à la question : qu'est-ce qui pousse les hommes à boire? Des raisons économiques expliquent la situation. En fait, tel que nous l'avons souligné au chapitre deux de ce travail, la première réaction de la part des hommes quand ils perdent leur emploi est de plonger dans l'isolement et la dépression. Ces deux éléments peuvent également conduire à l'alcoolisme.

Dans une telle situation, la mère ne peut pas compter sur l'appui de son mari pour développer conjointement des moyens de survie. Laissées à elles-mêmes, les femmes décident de demander de l'aide extérieure en adhérant au mouvement des piqueteros. Au cours de la même discussion concernant la violence conjugale envers les femmes, que nous avons observée, certaines des femmes présentes ont soulevé les cas où la femme agresse physiquement un homme. Voici encore une fois, un bref extrait :

47. ¿Y el hombre golpeado?

48. Ese es otro problema. Porque yo tengo mi hijo que la mujer es violenta, golpeadora le digo yo, y el se ha ido de la casa. Y bueno, la mujer lo llama a la casa varias veces, que lleve el chico al medico, que el nene llora porque te extraña, que los chicos quieren que vos vuelva. Él esta un rato bien y después lo empieza a echar y a tirarle las cosas y los chicos mismos lo ven. Y después "no papa yo me quiero ir con vos", el chiquito esta atrás de él llorando mientras pone las cosas en el auto, ella que lo amenazaba de prender fuego al auto.

49. Pero por ahí no hay alcohol por parte de ella.

50. Mi hijo anduvo muy mal pero no quería que nadie lo ayude. Se encerró.

51. Yo les digo no hay que tener vergüenza, vos decilo. Manda a la comisaría, y decilo.

52. No, no, no, el no tenia problema de que la mujer le pegara, si no era que la mujer lo engañaba. Pero estaban separados. El no quería que yo lo ayude, nada y yo veía que andaba mal. Yo le decía que vayamos a los profesionales, que yo tenía amigos profesionales que lo iba a presentar. Me quedaba toda la noche ahí con él, que andaba mal, mal porque andaba con una depresión total. Dejo de ir a trabajar, tenia su negocio todo. Ya le habían robado dos veces en el negocio que por eso andaba siempre con un arma. Y después de separado se veía que lo que hacia era vigilarla a ella. Lo que el quería era que le mandara la nena, porque tenían una hija de cinco anos, tienen una hija de cinco anos. Pero, cuando el fue a buscarla, ella no se la quiso dar. Y le dijo que se la iba a dar, porque era navidad y bueno él no me lo dijo hasta ahora, pero supuestamente él la encontró a ella con otro, y saco el arma y le tiro a ella. Pero gracias a dios no le dio, le raspo acá.

Y bueno ahora lo esta pagando y ahora lo tengo a mi hijo privado de libertad. Y por eso, así como él, hay muchas personas que no quieren escucharte, no quieren profesionales, no quieren nada, se encierran, viste, y dicen no este problema lo tengo que solucionar yo. Como me dice: “no ma, vos no podes ayudarme, a mi nadie me puede ayudar, yo ya tengo esto y a mi nadie me va a ayudar, nadie me va a sacar lo que yo tengo. ¿Como van a hacer, como van hacer para ir a convencerla a ella para que me dé la nena?”.

53. Nosotras las de género tendríamos que conversar con él e ir a hablar con ella. Porque el chico, no se le puede prohibir que vea al padre.

54. Si él tiene derecho de ver a su hija.

55. Además puede ser muy difícil para el hombre ir a pedir ayuda.

56. Si me parece que es eso lo que le paso a él. La hombría, el machismo, me parece que eso fue.

De cet extrait émergent trois éléments importants. Tout d’abord, que dans le mouvement, la présence des femmes violentes envers leurs époux est à considérer. Si l’alcool ne semble pas être une source de violence pour les femmes, d’autres éléments peuvent rentrer en ligne de compte, comme le stress relié à une situation économique difficile. En fait, la crise économique est le dénominateur commun à la violence engendrée, surtout pas les hommes, mais aussi par les femmes. Les détails d’une telle affirmation nécessitent plus d’étude et ce sujet dépasse le cadre de notre travail. Nous tenions simplement à mentionner que les effets psychologiques d’une crise économique chez les personnes peuvent les amener à la violence. Ainsi, si la pauvreté règne dans les quartiers autogérés par les piqueteros, il est possible de supposer que la violence règne auprès des familles dans ces quartiers. Cependant, plus d’études seraient nécessaires pour corroborer cette affirmation.

Ensuite, ce bref extrait soulève l’idée que lorsque l’homme est victime de violence conjugale, il a tendance à s’enfermer et à s’isoler. En plus de confier à l’homme la tâche de pourvoyeur économique, la division sexuelle du travail le qualifie d’agressif.

En conséquence, lorsque c'est la femme qui est agressive, l'homme refoule ses sentiments, car aux yeux de ses amis il n'est pas un « vrai » homme. Le machisme, encore implanté dans le mouvement, constitue une entrave pour l'homme qui est victime de violence conjugale. Finalement, le troisième élément que nous retenons de cet extrait, est que les femmes rencontrées renforcent la figure du père. En fait, elles reconnaissent l'importance de la figure du père auprès des enfants et la valorisent. C'est pourquoi d'après cette optique, en cas de violence conjugale la séparation du couple ne doit pas être envisagée, sauf si elle est temporaire ou dans les cas extrêmes. Selon elles, la perspective favorisée est celle de la résolution du problème. Plutôt qu'adopter une perspective de confrontation qui va briser les familles, les intervenantes préfèrent travailler avec les membres de la famille directe afin que la violence ne soit plus envisagée comme une manière de résoudre des problèmes. Ce type d'intervention prend beaucoup de temps et les personnes doivent s'investir sérieusement. De plus, des professionnels interviennent à divers égards, notamment auprès du couple, mais également auprès des enfants qui ont été témoins de violence conjugale.

Certaines femmes qui ont participé à notre atelier étaient présentes à la réunion sur la violence conjugale que nous avons observée. Plus tard, elles nous ont avoué être très satisfaites de l'aide apportée par les intervenantes. En fait, elles espèrent que les « Casa de la Mujer » et d'autres comités comme celui des femmes, celui des droits humains et même celui de la santé, vont continuer à réunir leurs efforts ensemble afin de contrer la violence faite aux femmes. En tant qu'observatrice, nous retenons la grande implication des divers acteurs afin d'aider les victimes de violence conjugale, qu'une telle approche exige. Dans cet exemple, c'est l'esprit communautaire qui règne dans la résolution de conflit.

4.2.2 La rencontre nationale des femmes

Tel que nous l'avons mentionné au troisième chapitre de ce travail, nous avons participé à la rencontre nationale des femmes qui s'est tenue au mois d'octobre 2005. En plus de participer à différentes activités, nous avons observé le déroulement de l'atelier intitulé « Mujer y Organizacion Barrial ».

L'atelier a débuté par un tour de table, où les participantes se présentaient et racontaient brièvement leur expérience dans le mouvement. Cette manière de procéder nous a permis de dégager un portrait général des piqueteras. En fait, si plusieurs différences existent entre les organisations, un trait particulier est commun à toutes les femmes de cet atelier. Peu importe l'endroit géographique où vivent ces femmes, leur trajectoire de vie se ressemble. En fait, la vie familiale de toutes ces femmes est caractérisée par le manque d'emploi. Elles sont victimes des mises à pied massives, générées par la fermeture des entreprises. Puisqu'aucun système social ne prévoit accueillir ces familles, elles sont abandonnées. Ce qui différencie l'expérience de chaque femme dans cet atelier, est le contexte propre à chaque quartier. Ainsi, la crise économique ne se fait pas sentir de la même manière dans un quartier populaire de Buenos Aires, que dans un quartier de la province de Jujuy. Les besoins sont différents d'un endroit à un autre. Faire un tour de table dans une salle où plus de 50 femmes étaient présentes a pris plusieurs heures. Pendant le reste de l'atelier, la discussion entre les femmes tournait autour de deux grands thèmes, à savoir le manque de travail et la situation des jeunes.

4.2.2.1 Les plans de travail

L'introduction des plans de travail en 2002 a contribué à affaiblir le mouvement piquetero et à diviser ses organisations. Pendant la tenue de cet atelier, les femmes s'entendaient pour affirmer que la création d'emplois pour tous doit remplacer les plans de travail. Cependant, dans plusieurs cas les femmes militent dans des organisations qui refusent d'adhérer aux plans. Notamment, c'est le cas des organisations plus radicales comme celles du MTD :

57. Yo ni tengo el plan, porque no lo quiero prefiero, no sé, hacer otra cosa..

Pour les femmes dont l'organisation consent à la distribution des plans de travail, cette aide, aussi minimale soit-elle, demeure la bienvenue lorsqu'aucune autre forme de revenu n'est prévue. Ainsi, le retour au travail de tout le monde doit être le but ultime de la lutte des piqueteros, mais en attendant que ceci arrive, l'État doit s'occuper des personnes sans emploi.

Si le choix leur était présenté, certaines femmes souhaitent qu'il n'y ait pas de place pour un système comme celui des plans, mais qu'il existe des sources d'emploi pour tous. C'est pourquoi, pour ces femmes, recevoir les plans est une obligation :

58. Los 150 pesos estamos obligados a recibirlos porque por lo menos pagas la luz.

Deux autres dames affirment :

59. Queremos que no existan los comedores, ni los 150 pesos, sino fuentes de trabajo para que los jefes de familias y las mamás de cada hogar puedan sentarse en una mesa para comer junto a sus hijos. No que tengamos que salir a comer en los comedores, eso es indigno.

60. Sabemos que con 150 pesos no se puede vivir, pero nos puede ayudar, es algo pero no se puede vivir dignamente.

Si à l'origine, l'organisation du mouvement était souple, horizontale et démocratique, l'introduction des plans de travail à partir de 2002 et l'ingérence du gouvernement avaient eu comme principale conséquence l'augmentation de la corruption dans le mouvement. En fait, les plans sont administrés par des représentants appelés « puntero » ou « puntera » dont la principale tâche est de distribuer les plans aux piqueteros. Il ou elle devient le lien entre le gouvernement et le mouvement. De cette manière, le gouvernement ne négocie pas avec une organisation piquetera qui n'a pas de puntero. Plusieurs conséquences émanent de cette façon de fonctionner. Tout d'abord, en temps d'élections, ces punteros ou punteras peuvent déposer leur candidature pour de postes politiques au niveau municipal. Comme l'explique cette dame, quand ils se font élire, leurs priorités changent :

61.los concejales principalmente, que cuando llegan las elecciones cambian de barrio y cuando son elegidos se olvidan de todo, las cloacas y todas las cosas que uno necesita.

Selon les femmes, au commencement, les punteros luttent pour répondre aux besoins de leur communauté. Cependant, le travail communautaire s'éteint lorsqu'ils gagnent les élections. À ce moment, ils se concentrent sur leur situation personnelle, ils changent souvent de quartier et les problèmes de leur ancien lieu de résidence sont oubliés.

De plus, une fois qu'ils sont impliqués dans l'appareil politique, les punteros répondent aux demandes du gouvernement et non à celles de la communauté. Cette situation est fortement dénoncée par les piqueteras de cet atelier. Par ailleurs, il se peut qu'au sein d'une circonscription, un quartier décide en assemblée de fonctionner sans un puntero, ce qui leur évite le type de problème que nous venons de soulever. Cependant, ces organisations auront beaucoup de misère à recevoir les plans et à se faire approuver différents projets de développement local parce que l'État refuse de négocier avec un organisme qui n'a pas un représentant :

62. En el barrio no se vio nada de mejora, no porque no se han hecho los reclamos sino que el municipio no nos dio bolilla por el hecho de que no soy una puntera política.

Cette dame explique comment dans son quartier l'eau est arrivée sans l'aide du puntero :

63. No teníamos cloacas, el agua llegó a raíz de que fundamos un grupo comunitario que proponga los reclamos solas, sin él. Le pusimos de nombre "bienestar y comunidad" porque para nosotros la experiencia es esa. Haciéndoles marchas a la municipalidad, ir a los medios, así llegó el agua. No tenemos subvención del gobierno municipal, porque como no respondemos a ellos, todo lo hacemos desde la organización de las compañeras. La mayoría de los que están metidos, responden a los gobiernos de turno.

Par conséquent, c'est seulement par la lutte et la protestation que les organisations qui n'ont pas de puntero peuvent faire avancer des projets d'infrastructure dans le quartier. Dans bien des cas, les voisins, ne voulant pas s'associer à des personnalités qui militent dans des partis politiques, décident de faire appel à d'autres autorités comme le prêtre du quartier, pour obtenir une garantie juridique sur les projets de développement local :

64. ...porque para muchos proyectos se necesita el aval jurídico. Entonces hablamos con el Padre, el Padre dijo, "chicas yo no tengo problema", entonces nos da el aval para los proyectos y lo conseguimos por ese lado, porque no tenemos ni el aval de la municipalidad.

4.2.2.2 Les jeunes

Le deuxième thème qui a dominé la discussion de cet atelier concernait les jeunes. La plupart des femmes présentes ont confirmé être mères et leur plus grande préoccupation est le futur de leurs enfants : « Yo estoy de acuerdo con la cuestión de la juventud porque es real y es grave ». Cette préoccupation s'approfondit lorsqu'il est question de jeunes adultes. Ces derniers ne vont pas à l'école, ne travaillent pas et ne pratiquent aucun loisir. Par conséquent, ils n'ont rien à faire, ce qui les entraîne à prendre de la drogue et de l'alcool et à participer au crime : « Los chicos, ya a las ocho de la mañana o las diez ya andan ebrios y eso el gobierno no controla nada ». La situation économique des familles piquetera, entraîne de fortes conséquences sur les jeunes adultes. Par ailleurs, il leur est extrêmement difficile de trouver de l'emploi. Les employeurs hésitent à les engager soit parce qu'ils sont trop jeunes, soit parce qu'ils n'ont pas d'expérience :

65. Ahora lo que a mi me preocupa es la juventud. Y eso porque tengo chicos, me preocupa que estén con el alcohol, la droga en las esquinas, no tienen trabajo, no pueden trabajar porque piden experiencia y experiencia no tienen.

C'est pourquoi cette mère soutient que son principal combat est pour le futur de son enfant : « nuestra lucha es que los chicos salgan de las esquinas ». Les mères souhaitent voir leurs enfants étudier afin qu'ils puissent travailler et s'assurer un meilleur avenir que n'ont connu leurs mères. Par cette préoccupation, nous constatons l'ampleur de la crise économique que traversent les familles piqueteras. En fait, le manque d'emploi atteint tout le monde, mais les femmes trouvent que cette situation a de plus graves conséquences sur les jeunes adultes. Ces derniers n'ont jamais connu l'emploi et elles ont peur qu'ils adoptent leur mode de vie actuel de manière permanente :

66. Antes, yo me levantaba a las 5 de la mañana y mi vieja me decía que mi viejo se levantaba a las 3 de la mañana porque se tenía que bañar, salía y se ponía a laburar. Yo también tuve esa política. Los jóvenes hoy no tienen política de trabajo. No conocen lo que es un trabajo, no conocen lo que es levantarse a las 5 de la mañana y tener que prepararse para ir a algún laburo.

Les choix qui s'offrent à ces jeunes, sont très limités et se résument à accepter les plans ou dans certains cas, travailler comme journalier, dans des conditions de travail très difficiles. Dans la plupart des cas, les jeunes vont préférer éviter de travailler et recevoir le plan de travail : « Hay muchos que van a decir bueno mejor que me den el plan y no ir a trabajar ». Les mères éprouvent de la compréhension envers cette situation. En fait, ils font plus d'argent à recevoir le plan, qu'à travailler. En plus, trouver un emploi c'est très difficile, alors ils se contentent de recevoir le plan. C'est pourquoi elles interpellent l'État d'intervenir :

67. Y tienen razón, no tienen laburo. No digo que es por eso que se droguen, pero si tuvieran un laburo, una contención y que el pibe pueda de alguna forma encaminar. No se si va a salir de la droga, si no va a tomar mas alcohol o que no va a afanar mas, pero por lo menos que tenga una puerta de salida, por otro futuro, por lo menos.

Une autre affirme: « los adolescentes piensan que no tienen nada que perder ». Ce qu'elles trouvent le plus difficile, c'est de forcer un enfant de dix-huit ou vingt ans, à rester à la maison ou à aller à l'école :

68. Porque por ejemplo, un chico de 8 o 9 años si lo puedo tener en mi casa, pero el padre que dice yo lo contengo, eso no es una contención tener un hijo de 20 anos o 25 anos, que el pibe dice me voy a la esquina y se va. ¿Que van a hacer los padres? ¿Traerlos de los pelos? No. Y así se empieza, o se fuma o toma te convido, y cuando te das cuenta ya esta metido. Después te dicen que el problema es de los padres, y no es de los padres, el problema es del gobierno. Tienen 20 anos y se metieron el la droga porque no trabajan, no estudian. ¿Como se contiene un chico de 19, 20 años decisivo?

Par conséquent, l'initiative doit venir de la communauté. Dans certains quartiers, les organisations essaient de construire des complexes de loisir et de sports où les jeunes pourraient passer du temps à pratiquer un sport ou à faire une activité culturelle. Mais si lors de cet atelier, les mères s'entendent pour affirmer qu'elles luttent pour leurs enfants, c'est parce qu'elles estiment que c'est la responsabilité du gouvernement de les aider.

Nous venons de mentionner une mère qui affirme clairement que le problème des jeunes, c'est le problème du gouvernement.

Une autre dame soutient que la mauvaise situation des jeunes est la conséquence de trente ans de mauvaise gestion économique, politique et sociale : « Yo creo que es una consecuencia, todo lo que ha pasado en la Argentina, desde la dictadura hasta hoy »¹⁵. Si les thèmes concernant les plans de travail et la problématique des jeunes ont dominé la discussion, d'autres thèmes ont été abordés de manière moins importante. Premièrement, elles ont soulevé la problématique de la violence envers les femmes dans les quartiers piqueteros : « Es muchísima la violencia que hay »¹⁶. Cette violence prend diverses formes et varie entre la violence physique, psychologique, et sexuelle. De plus, plusieurs de ces femmes ont caractérisé leur relation avec l'État comme étant violente. Selon elles, la pauvreté extrême dans laquelle elles se trouvent constitue une forme de répression de la part de l'État. À cet égard, cette femme illustre bien ces propos :

69. Lo peor es donde vivimos, con la situación no solo de pobreza, sino además de todos los tipos de violencia. Violencia del estado, que no nos da lo que necesitamos, y uno ve la violencia con que se manejan, violencia de la policía, porque este país tiene cuenta con la represión. Es así, entonces cuando vamos a protestar, sabemos todas lo que nos puede pasar. Cuando llegamos a casa y que los chicos nos dicen "mama volviste", porque saben que a veces no volvemos porque nos internan o porque nos llevan presa.

Et alors que le reste des participantes à cet atelier hochent la tête en signe de d'approbation, elles les interpellent sur le rôle que, selon elles, l'État doit jouer :

70. Entonces lo que yo digo es que todos nosotros, nosotras, que trabajamos en los barrios queremos saber cual es el rol del estado ante esta sociedad. Hay un estado ausente, que no se hace cargo ni de la salud, ni de la educación, ni de la comida y si no salimos a pelear, yo me pregunto ¿que es lo que queremos nosotras? ¿Que estado queremos, que gobierno queremos? ¿Que futuro queremos para nuestros hijos? ¿Hasta cuando van a seguir reprimiendo a los que salen a luchar por comida? Porque ni siquiera estamos peleando por un cambio profundo, estamos peleando a veces por una bolsa de comida por el aumento de un plan miserable.

¹⁵ Je crois que c'est la conséquence de tout ce qui est arrivé dans ce pays. Depuis la dictature jusqu'à maintenant.

¹⁶ Il y a beaucoup de violence.

Les propos forts de cette femme laissent tout le monde silencieux. Ce questionnement les touche particulièrement parce qu'elles comprennent que sans la lutte, aucun changement n'est possible. Tranquillement, du silence émergent des commentaires qui vont tous dans le même sens :

71. Tenemos que unirnos como mujeres y llevar algo al gobierno. Pero algo vamos a conseguir y no nos vamos a detener

72. Yo creo que ahora, tenemos que avanzar compañeras y ahora por algo mas. Entonces yo creo que en ves de pelearnos compañeras, por lo chiquito, que nos pongamos de acuerdo en decir que país queremos para nuestros chicos.

73. Yo no tengo ni el plan, pero quiero otro futuro para mis hijos y mis nietos.

74. Yo estoy de acuerdo que todas luchemos. El gobierno no nos regala nada, nada.

Ces passages sont importants, car nous constatons le moment où l'organisation de quartier devient une lutte politique. Ils démontrent que l'organisation de quartier est un moyen de survie, pour les personnes sans emploi: « los desocupados, si no se organizan no comen ». Cet aspect de la lutte des mères est central; elles ne cherchent pas à améliorer leur sort personnel, mais veulent un réel changement national afin que les enfants et les jeunes adultes aient une meilleure vie dans l'avenir. De plus, ces passages démontrent clairement comment la lutte repose sur la volonté des femmes et des mères. Dans cet atelier, un appel à l'unité dans la lutte est lancé afin de mettre de côté les idéologies politiques qui divisent les organisations piqueteras, afin qu'un front commun cohérent soit capable de provoquer le changement de leur situation économique.

Finalement, une importante partie de cet atelier a été dominée par un questionnement entre les mères, sur le type d'État et le type de relation qu'elles veulent entretenir avec l'État. Les femmes souhaitent qu'il s'implique davantage dans le domaine social et elles sont persuadées qu'elles peuvent influencer la position du gouvernement à ce sujet. Confiantes dans leur pouvoir de persuasion, elles sont conscientes qu'un changement de position de la part du gouvernement ne sera possible que si elles mènent le combat ensemble et unies.

Là réside l'importance de la tenue d'une rencontre nationale des femmes qui permette aux femmes des quatre coins du pays de se rencontrer, de réfléchir et de discuter.

4.2.3 L'accès à l'emploi

Nous pouvons affirmer qu'autant dans la rencontre nationale des femmes que lors de l'atelier organisé à Lomas de Zamora, la principale source de souci des mères est l'inaccessibilité à l'emploi. Malgré l'introduction des plans de travail pour soulager les personnes sans emploi, la plupart des femmes ne sont pas convaincues qu'ils représentent la meilleure solution temporaire possible.

Nous avons déjà mentionné que le gouvernement exige que des « punteros » soient choisis parmi les organisations afin d'administrer les plans. Cette exigence a fait grimper le niveau de corruption dans les quartiers. Rappelons que ces plans ont été introduits en 2002 ils consistent en une aide de 150 pesos par mois (environ 75\$ canadiens). En contrepartie, la personne qui reçoit le plan doit s'impliquer au moins quatre heures au sein du mouvement. En plus, pour certaines personnes, devenir puntero ou puntera constitue un chemin vers une carrière en politique municipale. De cette manière, les intérêts personnels empiètent sur les intérêts de la communauté.

Par ailleurs, lors de la rencontre des femmes, le consensus dans l'atelier sur les femmes et l'organisation de quartier, était que les plans représentent une aumône et de la charité de la part du gouvernement et « nadie quiere vivir de limosna ». Ces plans sont perçus comme un moyen facile pour l'État de calmer l'instabilité sociale. La plupart de ces femmes préfèrent se battre pour la création d'emplois qui devraient remplacer les plans :

75. ¿Porque no salimos para pedir trabajo compañera? Porque es lo que realmente necesitamos... dejemos de vivir indignamente por 150 pesos. Sabemos que los planes no van a durar toda la vida, mañana el gobierno cede y se cortan los 150 pesos. Entonces salgamos a pedir trabajo, en definitiva es eso lo que estamos pidiendo, para vivir dignamente, porque los 150 pesos no sirven para vivir dignamente.

Une autre femme affirme : « Eso es lo que nosotros tenemos que pedir: trabajo, trabajo, trabajo y vivir dignamente, no con 150 pesos ». Pour ces femmes, les plans sont une forme d'humiliation sociale qui encourage la ségrégation entre les familles et entre les quartiers. Accepter ce plan, signifie que les parents d'une famille ne sont plus en mesure de garantir la survie des ses membres. De plus, elles affirment qu'un plan ne suffit pas pour vivre dignement :

76. Nosotros recibimos los 150 pesos, pero no siempre alcanza y salimos a luchar igual a reclamar al gobierno asistencia.

Ainsi, les familles nombreuses vont lutter pour l'élargissement des plans aux autres membres de la famille en âge de travailler et pour l'augmentation du montant accordé par le plan, au lieu de concentrer leurs efforts dans la lutte pour la création d'emplois. Celle-ci doit prévaloir sur les autres luttes. Cependant, les emplois qu'elles revendiquent doivent être dignes. Par cela, elles entendent un emploi permanent avec un revenu suffisant pour faire vivre la famille. Selon elles, il existe une volonté politique qui empêche la création d'emplois :

77. ¿Y porque se mantiene el empleo de los compañeros extranjeros? Se mantiene porque hay una decisión política de mantenerlos. Ahora hay 5 millones de indigentes y eso no es invención nuestra, ni de las organizaciones de izquierda, ni de los piqueteros. Es un dato oficial del INDEC.

Une de ces femmes explique comment l'État procède à engager de la main-d'œuvre à bon marché et étrangère pour faire des travaux dans le domaine de la construction alors que des milliers d'Argentins sont qualifiés pour faire ces travaux. Selon elle, les étrangers (Paraguayens, Uruguayens, Brésiliens) sont prêts à travailler pendant 14hres par jours sans bénéfices :

78. Traen a alguien de afuera, que viene por una semana, quince días, un mes, le dan casi nada la hora y el tipo se banca de las 6 de la mañana hasta la 10 de la noche.

En échange, engager un piquetero signifie qu'il faut négocier avec les syndicats qui vont exiger des bénéfices et des horaires de travail respectables. Par conséquent, cette volonté favorise le travail au noir :

79. Lo que si se favorece es el trabajo en negro. ¿Porque no se aumenta el plan? ¿Porque no se abren fuentes de trabajo? ¿Y porque se mantiene el empleo de los compañeros extranjeros? Se mantiene porque hay una decisión política de mantenerlos.

Finallement, les femmes de cette rencontre soulèvent l'idée que, pour le peu de travail qui existe, les demandes pour y accéder sont trop élevées et incluent un secondaire complété, une deuxième langue, et ce, même s'il s'agit d'un emploi comme femme de ménage. Les femmes se plaignent que les employeurs ne veulent pas engager des personnes âgées de plus de 35 ans. Ainsi, les personnes qui ont plus de 50 ans sont presque assurées de ne rien trouver sur le marché de l'emploi :

80. Mi marido tiene 49 años todos los días sale a buscar trabajo, sabes lo que le dicen "no querido, no buscamos". ¿Como, porque es grande no tiene derecho a vivir? ¿No tiene derecho a mantener a su familia? ¿Los chicos se tienen que morir de hambre, porque el tipo tiene 49 años? Yo tengo 46, y es lo mismo.

Ces propos sont partagés par les femmes rencontrées lors de l'atelier qui s'est tenu à Lomas de Zamora. La plus grande urgence soulevée par ces mères est l'inaccessibilité à l'emploi. Elles déplorent que le gouvernement ne fasse pas un plus grand effort afin de créer de nouvelles sources d'emploi. Par contre, elles reconnaissent que le président fait un effort :

81. Ahora empiezan a salir los trabajos, esta mejor que antes.

82. Trabajo hay y no estoy contra del presidente porque realmente veo que hay cosas que se están haciendo.

Cependant, la compétition entre les travailleurs pour dénicher un emploi est trop forte, l'employeur devient très exigeant et des facteurs comme l'âge, le niveau d'éducation et l'expérience de travail déterminent quelles personnes se feront engager et lesquelles poursuivront les recherches d'emploi. ^Voici quelques commentaires :

83. Pasa lo siguiente, que ya somos muy viejas. Ese es el problema.

84. Si demasiadas cosas. Para barrer tenés que tener un secundario.

85. Si no tenés universidad y dos idiomas es muy difícil. O capaz teniendo las cosas no encontrás. O son muy estrictos. De 18 a 25 y nada más, si tenés 26, ya no podés. O que tenga universitario o dos carrera.

86. También lo de la edad es verdad, no se consigue trabajo después de los 35.

De façon générale, les femmes rencontrées souhaitent retourner travailler :

87. Ojalá tuviéramos trabajo, para no tener que estar acá teniendo comedores para que los chicos puedan compartir una mesa con sus propios padres. Que mas lindo seria eso. O que yo vaya cumpla con mis horas y pueda volver a casa y no tener que involucrarme. Porque ¿que mas lindo seria, como le digo, que cada papa se siente en la mesa con su hijo y decir que es lo que pasa? O conversar de los problemas que ocurrió en su trabajo.

Ainsi, par la revendication de la création d'emploi, ces femmes revendiquent le retour à une vie de famille telle que plusieurs d'entre elles l'ont déjà connue. À savoir, une famille qui n'était pas particulièrement riche économiquement, mais pour qui le revenu de travail garantissait que tous les soirs, les membres se réunissaient afin de souper ensemble. Rappelons que la dernière crise économique des années 1990, à laquelle, nous avons fait référence au chapitre deux, avait affecté l'ensemble de la population argentine, mais particulièrement les personnes appartenant à la classe moyenne en terme de stratification sociale. Nous avons remarqué que le principal effet de cette crise avait été une paupérisation générale de la population. Ainsi, nous pouvons supposer que les femmes que nous avons rencontrées ont, par le passé connu un mode de vie plus confortable :

88. De repente quedamos sin trabajo, mi marido, después de 22 años de trabajo quedo sin nada.

89. Me puse yo en mi casa mi peluquería, ya me estaba guardando plata para mi terreno, para mi casa.

Par conséquent, leurs revendications vont plus loin que l'accès à de la nourriture et l'accès à l'emploi. Elles exigent le retour à une vie plus confortable. Elles exigent le retour à la vie qu'elles connaissaient.

Troisième Partie : Une nouvelle forme de féminisme

Aux deuxième et troisième chapitres de ce mémoire, nous avons soulevé le débat qui se pose quant à la nature féministe de la lutte des piqueteras. En fait, d'un côté se trouvent des femmes comme Silvia Chejter, Beatriz Schumkler et Graciela Di Marco, qui affirment que l'empowerment qu'éprouvent les piqueteras démontre que leur lutte peut être considérée comme féministe, même si elles ne se définissent pas comme telles.

De l'autre côté, si nous suivons les propos tenus par des femmes telles que Maxime Molyneux, Teresa Azcarate, Maria Elena Bartis et Silvia Werthein, nous comprenons que la lutte des piqueteras ne cherche pas à transformer les relations d'oppression qu'elles vivent. De plus, elles ne cherchent pas à lutter pour améliorer leurs propres conditions sociales, mais celles d'abord des enfants et ensuite de la famille. Par ces propos, nous pourrions conclure que la lutte des piqueteras n'est pas féministe.

Devant cette diversité des points de vue, nous avons voulu analyser nous-mêmes le sujet afin de tirer nos propres conclusions. À cette fin, nous avons rencontré Florencia Gemetro, qui nous a aidée à répondre à notre question. D'entrée de jeu, Gemetro nous confirme qu'il n'a jamais existé en Argentine un mouvement féministe. Plutôt, les féministes se sont toujours assemblées en groupes distincts et indépendants les uns des autres. Ainsi, le regroupement féministe le plus fort est issu des universités, donc académique et réservé à une certaine couche de la société dont les femmes ont accès à l'éducation :

90. Digo el grupo más tradicional, no el movimiento. Son mujeres de clase media, media alta que han tenido acceso a la educación, a la academia o vinculadas con la academia. Y además un grupo de mujeres muy caracterizadas. Que han sido mujeres que tuvieron acceso a la cultura, la educación... que son de clase media...eso era el movimiento más tradicional del feminismo en la Argentina.

Par ailleurs, le féminisme académique est le regroupement de femmes qui a adhéré le plus aux idées étrangères et qui s'est historiquement défini à l'image des mouvements féministes états-uniens et européens.

De plus, les conditions socioéconomiques de ses membres les empêchaient de rejoindre les revendications des féministes des groupes populaires. D'après Gemetro, c'est seulement à partir des années 1990 que se dessinent en Argentine trois avenues féministes clairement identifiées. Premièrement, il y a ce groupe traditionnel et fort que nous venons de citer, qui est caractérisé par les féministes académiques. Deuxièmement, il y a un regroupement fort qui inclut de jeunes féministes qui cherchent à intégrer de nouvelles formes de féminisme. Ces jeunes femmes chercheront à joindre des groupements qui s'identifient comme étant féministes et qui sont davantage liés à l'anarchisme, à la culture et à la musique. Troisièmement, Gemetro observe une nouvelle avenue féministe très forte, surtout à partir des années 2000, et qui regroupe les associations de piqueteros et des personnes sans emploi. Elle les définit comme féministes, même si ses membres ne s'identifient pas comme tels. En fait, elles sont féministes parce qu'elles traitent de la problématique de genre. Dans leurs organisations, elles mettent de l'avant des thèmes reliés à la problématique des femmes, ce qui a pour effet de favoriser le développement d'un niveau de conscientisation et de réflexion qui les amènent à débattre avec des féministes traditionnelles. La tenue annuelle de la rencontre nationale des femmes, permet l'échange entre différentes femmes et différentes féministes. En fait, chaque année le comité organisateur enregistre une plus grande participation des femmes :

91. Lo que sucede en los encuentros de mujeres es que las mujeres encuentran un espacio exclusivo en donde la palabra masculina no tiene el peso que tiene en sus movimientos, en sus agrupaciones, en sus trabajos, en sus barrios en los lugares, digamos por donde van a debatir.

Les organisations piqueteras participent à cette rencontre et sont en mesure de discuter avec des féministes académiques. Ainsi, Florencia Gemetro constate la possibilité pour différents types de féminismes de s'entrecroiser. Malgré l'indépendance, qui historiquement, a caractérisé les groupes féministes, il existe aujourd'hui la possibilité d'échange. En dernière instance, les piqueteras qui échangent avec d'autres féministes altèrent leur perception sur divers sujets et ramènent cette expérience à leur quartier :

92. Entre las mujeres que empiezan a debatir en los movimientos de desocupados y de desocupadas estas cuestiones, se empieza a

dar un grado de concientización, mas que de conscientización de reflexión sobre aspectos relacionados al genero que podría llegar en algún momento a encontrarlas con otras mujeres, con que históricamente han desarrollando una lucha feminista.

Pendant notre discussion, Florencia Gometro a affirmé qu'avec la dictature qui a pris fin en 1983, le féminisme argentin a subi les mêmes difficultés que les autres mouvements sociaux. Depuis, le féminisme essaie de reconstruire le lien social et les anciennes féministes resurgissent dans d'autres mouvements, associations et organisations. Ce processus est lent et la crise économique des années 1980 et ensuite celle qui est politique et sociale des années 1990 ne facilite pas la reconstruction d'un mouvement féministe. L'instabilité politique, économique et sociale des dernières années pousse certaines féministes à joindre les rangs du mouvement des piqueteros. Réitérons que pour la plupart des piqueteras rencontrées, se joindre au mouvement était plus un besoin qu'un choix. Nous supposons que parmi ces femmes, se trouvent des féministes pour qui la situation familiale les pousse vers le mouvement piquetero.

Si tel que nous l'avons déjà mentionné, la crise économique et sociale des années 1990 et 2000 a atteint surtout les gens des classes moyennes, il y a lieu d'affirmer que des féministes académiques se retrouvent parmi les rangs des piqueteros. Ainsi, nous croyons qu'au sein de ce mouvement, le féminisme académique se mélange avec le féminisme populaire, caractérisé par les piqueteras qui s'organisent dans leur quartier depuis les origines du mouvement. Cette affirmation se confirme lors de notre rencontre avec Cecilia Merchan.

Cette dernière défend que la situation que vivent les piqueteras les amène à rencontrer d'autres femmes. Grâce aux groupes de discussions organisés par les centres de femmes et les rencontres nationales, les piqueteras rencontrent des professionnels et des féministes avec qui elles échangent des idées. Cet échange produit une transformation pour les piqueteras. Par la suite, lorsqu'elles retournent au quartier et à la maison, leurs expériences ne seront pas les mêmes qu'auparavant.

Par ailleurs, Cecilia Merchan nous confirme que Barrios de Pie travaille de très proche avec le Conseil National de Femmes, dont les femmes qui le composent semblent être des féministes traditionnelles et qui ont lutté fortement pendant les années 1980. Ainsi, dans la pratique un mélange se crée entre ces féministes et les piqueteras. Quand les deux groupes travaillent ensemble, les féministes des années 1980 apportent le côté théorique à l'activité. En fait, Gemetro note clairement que la force des féministes est d'aider les piqueteras d'un point de vue théorique :

93. Nos han aportado a nosotras, del punto de vista teórico, del punto de vista formación, de la capacidad de ver, digamos elementos que nosotras no veíamos, una cantidad impresionante, nos han aportado un montón.

Ainsi, nous pouvons affirmer que la toile de fond de toutes les activités à caractère féminine de Barrios de Pie est féministe. Si les piqueteras de cette même organisation ne se définissent pas comme féministes, elles reconnaissent que certains propos théoriques et féministes s'appliquent très bien à leur lutte :

94. Claro que yo creo que somos feministas, el asunto es que hay muchas ramas del feminismo. Entonces bueno, nosotras no estamos de acuerdo con el feminismo liberal. Ni con...ósea no podemos decir de feminismo francés en la argentina ni lo que pasa incluso con el feminismo de las negras en estados unidos, porque es otra nuestra realidad.

Par conséquent, les piqueteras sont dans la position d'écouter ce que les féministes pensent et ensuite de récupérer certains éléments qui se marient bien à leurs pratiques. Certes, ceci ne se fait pas en parfaite harmonie entre les deux groupes. D'un côté, Merchan nous dit qu'à plusieurs reprises, les féministes croient être les détentrices du savoir alors que les piqueteras seraient les réceptrices. Ce constat surprend, car les piqueteras ne se croient ni détentrices ni réceptrices d'aucun savoir :

95. Entonces, a veces nosotras si chocamos con alguna de estas compañeras que viene de esta experiencia de los 80, que consideran que ellas son las que eh... tienen el saber sobre el tema y que eh... nosotras seríamos los depósitos de ese saber. Nosotras no solo no nos consideramos ni depósitos ni

beneficiarias de ningún saber, sino que nos consideramos absolutamente en condiciones de elaborar teórica, teóricamente científicamente y prácticamente, digamos política y desarrollo de trabajo de acuerdo a nuestra propia experiencia y de acuerdo a nuestra propia formación.

Ce passage nous confirme non seulement les moments où les visions théoriques des deux groupes se croisent, mais aussi la forte volonté chez les piqueteras de développer leurs propres idées et projets. Ainsi, elles mettent en pratique certains concepts théoriques développés par les féministes qui peuvent être modifiés, altérés ou repensés afin d'être en accord avec la réalité des piqueteras. Cecilia Merchan conclut que les féministes peuvent apporter des éléments intéressants aux pratiques des piqueteras. Cependant, elle se garde d'affirmer que le mouvement adhère au féminisme. Elle le dit clairement, il y a plusieurs branches du féminisme. En plus, elle déplore certaines contradictions du féminisme classique. À titre d'exemple, elle mentionne que pendant les années 1990, les féministes avaient lutté pour l'obtention de lois très progressistes comme la loi des quotas, alors que cette période a été caractérisée par une augmentation de la pauvreté :

96. Creo, creemos que han hecho un aporte sustancial durante los años 80, incluso fundamentalmente en la producción de leyes. A una cantidad enorme de luchas importantes pero, nosotras vemos por ejemplo lo siguiente: Aca en los 90, las mejores leyes en defensa de los derechos de las mujeres se introducen en nuestra constitución en los 90, que fueron los años donde mas empobrecimiento hubo.

Donc, le féminisme classique est valorisé auprès des piqueteras du regroupement de Barrios de Pie. Cependant, cette valorisation se fait au même titre que les autres femmes, qui pendant les années 1990 ont lutté contre les privatisations et contre les mises à pied des employés, sans toutefois lutter pour une cause à caractère exclusivement féministe.

À la lumière de ce qui vient d'être dit, nous croyons que la réponse à notre question de recherche a une double signification. Rappelons que notre question de recherche est la suivante : est-ce que la lutte de ces femmes est une lutte parmi tant d'autres au sein d'un mouvement féminin très homogène et décentralisé?

Ou plutôt est-ce qu'elle apporte de nouvelles perspectives, quelque chose de nouveau capable de transformer véritablement les conditions sociales des femmes au pays? D'après les propos démontrés dans ce travail, il n'y a pas de doute que les pratiques des piqueteras sont féministes. Nous avons mentionné la présence des comités de femmes et des centres de femmes dans les quartiers piqueteros. En plus, les piqueteras participent activement à la lutte pour la légalisation de l'avortement et leur présence se fait sentir lors des rencontres nationales des femmes. Toutes ces pratiques nous permettent d'affirmer qu'il y a chez les piqueteras une forte volonté à incorporer à la lutte des piqueteros une composante féminine. En plus, nous constatons une volonté nette à vouloir créer des espaces exclusivement féminins où la parole est réservée aux femmes.

Maintenant, pour la partie de notre question qui cherche à savoir si c'est une nouvelle forme de féminisme, nous répondons que oui. En fait, les rencontres avec Cecilia Merchan et Florencia Gemetro démontrent que les pratiques et les activités des piqueteras sont le résultat d'une synergie entre le raisonnement théorique et la pratique. Si le féminisme historique argentin s'est pendant longtemps identifié plus avec les féministes états-uniennes et européennes qu'avec leurs consœurs nationales et qu'il a pendant longtemps développé un riche raisonnement théorique, aujourd'hui il est plus souple et accepte de travailler avec des femmes des couches sociales différentes. Ainsi, nous pouvons dire qu'il existe entre les féministes classiques et les piqueteras, une relation de complémentarité qui, par moments, est difficile. Néanmoins, les piqueteras incorporent dans leurs luttes, des éléments du féminisme, ajoutez à cela l'empowerment inhérent à leur expérience et se crée ainsi une nouvelle forme de féminisme en Argentine.

CONCLUSION

Depuis la fin du 19^e siècle, la place que devait occuper la mère dans la société argentine a fait l'objet de plusieurs débats entre différentes personnalités comme celles qui sont religieuses, les politiciens, les intellectuels, les médecins et les féministes. Tous s'efforçaient de définir la place publique que la mère pouvait occuper et les droits politiques et civiques qui devaient la protéger. Rappelons qu'au début du 20^e siècle, certaines circonstances comme un haut niveau d'éducation, une réduction de la taille de la famille et une entrée sur le marché du travail salarié tôt, fait que les Argentines sont propulsées dans la sphère publique avant même que des droits politiques et civiques les reconnaissent comme des personnes à part entière. Si les plus progressistes luttèrent pour l'octroi du droit de vote et les plus conservateurs défendaient le statu quo, tous semblaient s'entendre que la tâche principale de toute femme devait être la maternité. C'est donc au niveau du contenu et non de la forme que les féministes, les politiciens, les intellectuels et autres ne s'entendaient pas.

Plusieurs se demandaient si la maternité est une source de libération ou d'aliénation pour les femmes. Mais comment pouvaient-ils répondre à cette question dans un contexte social et politique où les conditions de travail difficiles ont des effets mortels sur la mère et l'enfant? Afin de stopper la chute libre du taux de mortalité infantile, les scientifiques de l'époque ont orchestré une campagne de scientificité de la maternité qui devait apprendre aux mères les techniques d'hygiène de base ainsi que de nutrition. Avec le taux de mortalité infantile stabilisé, le thème de la signification de la maternité pour la mère refait surface. Le contexte conservateur de l'époque plaçait la cellule familiale au-dessus de toutes les autres cellules sociales, ce qui a facilité la formation d'un consensus autour de l'idée que la maternité portait avec elle une importante fonction sociale.

De cette manière, non seulement les mères se sentaient responsables, mais elles concevaient la maternité comme un signe d'épanouissement. C'est à ce moment que le débat s'est tourné vers le rôle que l'État devait jouer dans cette « nouvelle » fonction sociale. Si la réforme du Code civil est venue alimenter ce débat en élargissant les droits civiques des mères, c'est en définitive Juan Domingo Perón, qui a eu le dernier mot, à propos de ce démêlé.

Pendant longtemps, ce président a imaginé que la meilleure façon de mener le pays vers le progrès économique était en appliquant les préceptes de la « Communauté Organisée », qu'il avait lui-même développée. Ce projet d'envergure nationale cherchait à responsabiliser les citoyens en leur accordant un rôle spécifique. Ainsi, le pays se dirigerait vers le progrès, seulement si chacun remplissait son rôle. Pour amener les gens à adhérer à son projet, Perón affirme que l'État aussi a un rôle à jouer. Celui-ci doit implanter des conditions sociales favorables pour les employés, qui leur permettraient de mieux accomplir le rôle assigné par la « Communauté Organisée ». Par conséquent, le président va procéder à améliorer les conditions de travail en attribuant une série des bénéfices sociaux et en améliorant les structures sociales telles que le système de santé et d'éducation. Jamais, dans l'histoire du 20^e siècle, l'Argentine n'a connu un gouvernement dont la principale tâche sera la distribution de la richesse entre tous les citoyens. En fait, si le président a été en mesure d'appliquer ce projet, c'est grâce aux conditions favorables, attribuables à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En ce qui concerne les femmes, la première chose que Perón fera, c'est de leur octroyer le droit de vote afin qu'elles puissent participer pleinement au projet de la « Communauté Organisée ». Bien au mécontentement des féministes, le droit de vote sera accompagné d'une série de conditions qui fait que ce droit politique essentiel semble augmenter les tâches sociales des femmes plutôt que de modifier la place qu'elles occupent au sein de leur société. Si les années qui ont suivi les mandats de Perón ont été caractérisées par l'instabilité politique qui a mené le pays vers la dictature la plus sanglante que les Argentins n'aient connue, les mères se sont organisées dans le but de revendiquer un retour de l'État sur la scène publique. Au commencement de ce travail, nous avons soutenu l'hypothèse suivante :

L'organisation sociale des quartiers, par les mères, et le combat politique qui l'accompagne constituent l'illustration la plus juste de cette volonté qu'elles éprouvent à exiger un retour de l'État aux affaires publiques, de la même manière dont Perón l'avait fait plus de quarante ans auparavant. Par ailleurs, en ce qui concerne l'engagement social, les piqueteras récupèrent les préceptes de la « Communauté Organisée » et l'appliquent à leur contexte. En exigeant une restructuration de l'État afin que son niveau d'implication aux affaires publiques et privées de la société soit élargi, elles demandent le renouvellement du pacte formé entre Perón et les mères de l'époque.

Suite à nos travaux de recherche, à nos échanges et à nos entrevues, nous sommes en mesure d'affirmer que nos hypothèses se sont confirmées. Nos résultats démontrent que par leur organisation sociale, les femmes piqueteras revendiquent une restructuration de l'appareil gouvernemental pour inclure l'idéologie sociale péroniste telle que définie par Perón dans la « Communauté Organisée ». Tout d'abord, il est clair pour les femmes rencontrées, le seul moyen pour les personnes et leur famille de survivre, c'est si chacun fait sa part dans le mouvement. Dans la rencontre nationale des femmes, celles dans l'atelier « *Mujer y Organización Barrial* » ont lancé un appel à l'unité, mais aussi elles disent « *un desocupado, si no se organiza no come* »¹⁷. Une telle affirmation démontre le niveau de responsabilisation que repose sur chaque piquetero. Dans l'atelier que nous avons organisé à Lomas de Zamora, l'unité entre les voisins est déjà ancrée. De plus, les femmes rencontrées ont bien su démontrer que chacun a un rôle à jouer : préparer la nourriture, enseigner, nettoyer, etc. C'est grâce à l'effort commun que ce quartier fonctionne. Ensuite, nous trouvons que dans les quartiers des piqueteros l'esprit communautaire est très fort. Par conséquent, le niveau de développement des infrastructures sociales est impressionnant; centres de culture, centres d'alphabétisation, complexes sportifs sont tous des installations qui font participer le citoyen. Ces activités rappellent celles que Perón et surtout sa femme Evita, ont voulu instaurer en leur temps. Finalement, la plus grande valeur défendue dans le mouvement est celle de l'entraide. Si les femmes décident de se joindre au mouvement en pensant qu'il représente une bouée de sauvetage pour elles et leurs familles, elles apprennent vite à lutter et à aider ceux qui vivent dans les pires conditions.

¹⁷ Si un désoccupé ne s'organise pas, il ne mange pas.

Cette valeur était fortement défendue par Perón et sa femme et se traduisait par les nombreuses actions entreprises par le couple présidentiel afin de soulager les problèmes des autres. Ces observations dérivées de nos résultats nous permettent de conclure que, dans le cas des femmes piqueteras que nous avons rencontrées, leurs pratiques sont fortement inspirées par le modèle présenté par Perón dans les années 1940. Par les nombreuses protestations et actions contestataires afin d'inciter le gouvernement à s'impliquer davantage dans leurs vies, les piqueteras articulent leurs pratiques dans l'organisation communautaire afin de lui faire passer un message clair pour qu'il modifie son comportement vis-à-vis de la société.

Les recherches que nous avons menées en Argentine nous ont aussi permis de trouver une réponse à notre question de recherche. En fait, nous nous questionnions sur la nature féministe de la lutte des mères. Plusieurs éléments nous permettent de conclure par l'affirmative. D'une part, par nos observations, nous avons déduit que les femmes piqueteras de Lomas de Zamora cherchent à créer des lieux exclusivement féminins. La formation d'un comité de femmes et l'ouverture des « Casas de la Mujer », démontrent la volonté qu'elles ont de se rassembler entre femmes et de discuter des thèmes qui les préoccupent le plus. Dans ces lieux, leurs paroles occupent toute leur place, ce qui n'est pas facile à obtenir dans les assemblées ou dans les autres comités. Par ailleurs, tel que Cecilia Merchan nous l'a expliqué, les thèmes qui sont développés dans ces endroits sont abordés dans une perspective féministe, grâce à l'implication de certaines féministes aux activités du mouvement. Ainsi, nous retenons qu'après plusieurs décennies de séparation, les circonstances économiques produisent des échanges entre les féministes traditionnelles et les piqueteras. Enfin, dans l'organisation de Barrios de Pie, se joint la théorie qui est avancée par les féministes et la pratique, qui est proposée par les piqueteras. D'autre part, pour ces femmes, l'organisation sociale représente une stratégie de survie. De l'institutionnalisation de cette stratégie résulte le mouvement de piqueteros dont les fondements sont péronistes. Mais, à travers cette lutte les mères se sont transformées, générant ainsi des situations d'empowerment et c'est pourquoi nous croyons que le lien entre l'organisation sociale de ces femmes et le féminisme est si important.

Nous sommes très satisfaite des résultats obtenus, même si ceux-ci ont suscité de nouveaux questionnements qui pourraient faire l'objet d'un travail subséquent. Si nous trouvons qu'à l'heure actuelle, les activités de Barrios de Pie sont très dynamiques, caractérisées par la multiplicité des comités et des formations que l'organisation encourage ses membres à suivre, nous ne sommes pas en mesure de savoir ce vers quoi se dirige le mouvement piquetero. En fait, celui-ci traverse une période de crise, caractérisée par la division entre les organisations. Les plans de travail sont à la source de cette division et il semble difficile pour les organisations de se rallier derrière une cause commune. Dans son livre, *l'Énigme Argentine : images d'une société en crise*, Victor Armony affirmait que malgré leurs différences idéologiques, les membres s'identifiaient au même mouvement. Cependant, actuellement, il semble difficile de le définir. Divisés sur la question des plans de travail et corrompus par le pouvoir qu'entraînent les différents postes d'autorité, comme celui de puntero, les dirigeants piqueteros sont en train de désintégrer un mouvement fondé sur la solidarité et l'entraide.

En ce début de siècle, nous constatons que la démocratie et l'État de droit ne sont pas des institutions consolidées en Argentine. Comme au début du 20^e siècle, instabilité politique et soulèvement populaire caractérisent la scène sociale du pays. Cependant, depuis les années 1900, les femmes ont parcouru un long chemin afin d'élargir leur place dans la société, et ce, malgré les circonstances parfois difficiles que traversait l'Argentine. Finalement, si le mouvement féministe a eu besoin de plusieurs décennies pour se trouver une place au sein de la société argentine, aujourd'hui, il semble en avoir trouvée chez les femmes piqueteras.

ANNEXE A :

EXTRAITS DU TÉMOIGNAGE DE NELIDA DE MIGUE

Résumé : Pendant notre séjour en Argentine, nous avons eu la chance de rencontrer Nelida De Miguel qui a été une des premières députées nationales et conseillère personnelle de Eva Duarte de Perón, depuis les débuts du mouvement péroniste, jusqu'au jour de sa mort. Cette dame âgée de 86 ans, mais toujours aussi passionnée et aussi enthousiaste, a accepté de nous rencontrer pendant un après-midi, où elle nous a fait part de son implication auprès du mouvement péroniste et du Parti Péroniste Féminin et auprès de son travail avec Evita. Une partie de notre hypothèse porte sur la période pendant laquelle les actions de Perón et de son épouse ont été les plus fortes, alors cet entretien nous a permis de mieux illustrer la réalité sociale de l'époque, racontée par une personne qui a occupé une place prépondérante. Les extraits que nous présentons sont issus d'une rencontre de deux heures qui a eu lieu dans son lieu de résidence à Buenos Aires. Ainsi, l'extrait que nous présentons porte sur sept thèmes.

Dans le premier thème, Nelida De Miguel nous raconte comme s'est déroulée sa rencontre avec Eva Duarte. Elle l'a rencontrée pour la première fois lors d'une campagne de financement pour les victimes d'un tremblement de terre qui avait eu lieu dans le sud du pays. Le deuxième thème porte sur les débuts du mouvement péroniste. Elle nous explique comment elle a vécu l'expérience, à partir d'un poste au secrétariat de santé publique, où elle a travaillé avec le docteur Ramón Carrillo, principal conseiller de Perón en matière de santé publique et d'hygiène sociale. Dans cette partie, De Miguel nous raconte les débuts de son travail avec Evita, dans la prise en note des demandes que la population faisait à la première dame. Dans la troisième partie, Nelida nous fait part des détails entourant le mode de fonctionnement des cliniques et hôpitaux mis en place par la première dame. La formation du Parti péroniste féminin et le rôle que Nelida a joué auprès de celui-ci sont abordés dans la quatrième partie. À ce moment, elle parle de la lutte pour l'octroi du droit de vote aux femmes et des premières candidatures pour les postes des députées nationales. C'est dans la cinquième section que nous apprenons comment se sont déroulées les funérailles d'Évita, d'après la perspective de Nelida De Miguel qui a été une des responsables de l'entretien du coffre de la défunte pendant les obsèques. Après la mort d'Évita, Nelida a continué à lutter au sein du mouvement péroniste. Entre autres, elle va entamer une campagne afin de retrouver le corps d'Evita soudainement disparu. La pression suscitée par ses actions a conduit le gouvernement à s'impliquer davantage dans la recherche. Le corps de la défunte a finalement été remis à Juan D. Perón qui s'était réfugié en Espagne. Finalement dans la septième partie, elle nous fait part de sa lutte pour ramener le leader du mouvement au pays.

En 1972, après une période pendant laquelle elle a été persécutée par les autorités nationales et emprisonnée pour le seul fait d'appartenir au mouvement péroniste, Nelida s'est retrouvée dans l'avion où venait Perón, suite à l'exil en Espagne et en Italie. En fait, à partir de 1955, le mouvement péroniste plonge dans la clandestinité et ses membres seront persécutés par les autorités nationales, forçant leur dirigeant, comme nous l'avons déjà mentionné, à s'exiler en Europe. Nous tenons à remercier Nelida De Miguel pour l'après-midi captivante qu'elle nous a fait vivre.

El encuentro con Evita

Yo la conozco en el 44 cuando es el terremoto de San Juan, que salud publica era donde yo trabajaba. Era el departamento nacional de higiene. Se llamaba así, trabajaba ahí y había que juntar fondos para levantar al pueblo, a la ciudad, a la provincia de San Juan, que había sido un terremoto creo que fue un 5 o 6 de enero, por ahí las fecha de reyes del 44. Entonces, el secretario de aquella época, que era el doctor Carrillo, dispone que un grupo de personas concurren a recaudar fondos. En una de esas cosas, esta Evita, Evita Duarte. Y yo la escuchaba por radio, me gustaba las novelas que hacia. Viste que a veces somos media noveleras la mujeres.

Y por eso, por las revistas, esas revista de la época. No se si era Radiolandia. Fui de casualidad al instituto Malbran, porque una señora amiga mía pide una licencia, porque se había agarrado, tenia una herencia, y entonces le pide a mi madre si puede mandar a unas de las chicas a. Entonces, mi hermana no y me mandan a mi. Yo era menor de edad. Como ahora, como siempre será, no se, no se aceptaban los menores de edad. Y cuando te hacían la libreta, esta es una cosa que la digo, ya pasaron años, total si tengo que ir presa me van a dejar acá adentro. Este, tenía menos de la edad que tenia que tener. Entonces, en aquellos años, no era como ahora todo tipiado, era todo a mano, tardaban no se cuanto para darte la libreta, era a tinta. Entonces, ¿como hice? Con lavandina, borre y me puse mas años. Cosa que en la coquetería femenina eso no se usa.

Entonces, ahí en el instituto entre a moverme y al poco tiempo, sin los años, llegue a ser encargada de personal. Entonces yo hice eso. Yo me movía a través de una amiga, una gran mujer Yiyi Ricardi. Que era secretaria al doctor Carrillo. Entonces, generalmente estábamos siempre en contacto. El tiempo fue transcurriendo. Me case, tuve una hija.

Los comienzos del movimiento peronista

El comienzo de todo esto es cuando mi padre me llevaba, padre socialista, me llevaba a las charlas que daba el general, el coronel Perón en el departamento nacional de higiene, que estaba con Borlengui, socialista, que era el que traía las masas de los sindicatos de comercio. Entonces ahí hablaba el general Perón y mi padre me llevaba.

Y a mi me gustaba todo lo que decía, como hablaba, como se manifestaba como veía que la gente se le seguía sumando, en esa fervor que ponía, esa conquista que nos iba a dar. Sigue transcurriendo el tiempo y empiezan las movilizaciones porque parece ser que a los señores militares, la forma y el modo de manejarse del general Perón, no eran en acorde a lo que ellos querían. Ellos querían el conservadorismo, ellos querían la humillación al obrero, al trabajador, cosa que Perón era distinto. Entonces, tenia vicepresidente, secretario de trabajo, todo los cargos que te podes imaginar, se lo fueron retaceando para que no siga creciendo.

El 17 de octubre, estaba en la puerta de mi casa, porque había una movilización en la calle, salgo a la vereda y veo que se venia una manifestación, tipos con banderas, eran obreros del gas. Entonces, le digo a mi suegra: “me cuida la chiquita un poco, ya vengo”.

La mujer no tenía participación en nada. Entonces, me sumo a ellos, y les pido que me dejen llevar la bandera que llevaban ellos. Y me la dieron, me calcé la bandera porque sabes que era, era el sentimiento peronista, no se, era una cosa que yo tenía ganas de hacer. Entonces yo seguía, seguía y llegamos a Plaza de Mayo porque decían que estaba preso Perón y que había que liberarlo. Llegaban multitudes de todas partes. Mira, él que no lo vivió eso, te lo cuenta una que lo vivió. Y que cuando veo como el tiempo transformo las cosas y los escenarios, lloras. Porque te dan la mentira, te quieren, quieren como desperonisar al peronismo. Eso no lo van a conseguir, porque el pueblo es peronista. Este con este, este con el otro es peronista. Que te lo encasillan en una línea en otra y que se yo. Yo te digo si viviera Eva Perón. Que líneas ni líneas. Éramos una sola cosa dentro del peronismo, con sus defectos, con sus virtudes, pero era el caminar solo para darle al pueblo las conquistas que habíamos prometido. Bueno, entonces estamos ahí hasta que aparece el general Perón, lo liberan, San Perón y nos volvemos, caminando sin nadie, sola. Va avanzando el tiempo y el general presenta su candidatura para presidente. Que las elecciones fueron el 24 de marzo de 1946. Entonces, en el 45, casi a fines de año, ya Perón normaliza su situación con la señora Evita. Que la conoce en el Luna Park. Porque en el Luna Park, había un acto para los fondos que te digo. Evita quería decir un verso. El que manejaba eso era Roberto Galán. Y el decía, espera, espera, tenes que esperar que ya te va a tocar a vos. Pero ella era muy impulsiva. Entonces cuando ve que se levanta un general para irse que se esta saludando con Perón, ella va y se le sienta al lado. Son esas vidas que se encontraron. Esa visión de ella tan divina, bueno y todo lo demás es anecdótico.

Cuando él coronel gana, me manda a llamar el director Doctor Alfredo Sordeli, una eminencia, conservador, de aquellos. Me manda a llamar y me dice que me va a trasladar de personal a otro lado a trabajar: “¿a donde?” “En la administración”. Yo había trabajado en la secretaria privada con él. “En la administración, ah no, tengo problemas con el administrador”, nunca tuve problemas con nadie. “No, no doctor ahí no”. “¿Y a donde quiere ir?” Mandeme al conmutador. El conmutador era una manera que una siempre estaba enlazada, era la picardía, la tengo siempre. Entonces, este, me voy a mi casa. Mañana siguiente me llama Yiyi Ricardi, le digo lo que habían echo: ¿Como? Si. Bueno, habló con el doctor Carrillo. Él doctor Carrillo me dijo: “vengase”. Entonces le digo: “¿sabe que pasa doctor? Esta es una de las primeras injusticias peronista”. “Como dice eso”. “Si doctor, porque a mi me han sacado del lugar de mi trabajo. Porque yo era útil ahí, porque le era útil a todos los compañeros”. Entonces dice: “bueno, habló por teléfono. La llamo a la señora Ricardo: “Llevelá a la señora Eva”. Y Me llevo. Me da orden de despacho, la señora Eva: “ya se todo. No me diga nada”. Yo callada, ¿que le iba decir? Me fui a la secretaria de salud pública y fui a verlo al doctor Carrillo. Fui a agradecerle que me mandara a trabajar en una oficina que respondía a los enlaces entre la señora Eva y nosotros. Entonces, me dijo que voy a trabajar con Matera. Matera, sabes que en aquella época, era época de sabios, Carrillo, Matera, Alvarado, Luis Villa Suso.

Era una época de esplendor de la ciencia donde estaban al servicio de Perón. Que eso contribuía a levantar al país. Entonces, claro, en otras épocas, sin referirme a las nefastas ponen a los amigos. No a la sabiduría

Ella había sido una como nosotras

Bueno, entonces me llevaron al piso de Matera: “¿y me usted que sabe hacer?” Había ocho personas ahí en esa oficina. “¿Que sabe hacer?” “No sé doctor, vengo de la parte del personal” Y dice: “¿usted que haría con todos esos biblioratos? “Y están bien puestos doctor”, le digo, estaban todos acomodaditos. “Están bien puestos. No sé lo que hay adentro. ¿Sabe como haría doctor? Lo vaciaría todo y empezaríamos de foja a cero”. Era la correspondencia de la señora Evita que le mandaba la gente, donde se le contestaba. Le contestaba Isabel Ernesto, que era su secretaria.

Sabes lo que era, marcábamos las necesidades, que era lo que pedían, que era lo que querían. Los empleos que querían, que eran enfermeras, que eran esto. No, no, no, nadie sabrá todo lo que se pedía ahí. Y todo lo que se hizo. Bueno todo eso, cuando ella iba, no solo a nombramientos, cuando ella iba a un pueblo, una ciudad o un hospital que había que inaugurar, ella ya llevaba, la gente que le había pedido, los informes de la policía, de los intendentes. Así se trabajaba. Cuando la gente pedía, por razones de salud, venían y lo traíamos, si eran graves mandaban los diagnósticos. Todo documentado, que iba el avión a buscarlos, que íbamos en ambulancias a buscarlos que tardábamos de tres a cuatro días para llegar al interior, donde nos daban ocho pesos por día, para todo, para no gastar, tratábamos que nos dejen dormir en el hospital. Hasta que traíamos a los enfermos hasta capital, ella siempre quería saber todo, a donde iban, y ¿sabes como preguntaba?

Quando viene toda esa gente, ella propone tener los hogares de transito. Los hogares de transito, porque si un chico estaba internado en un hospital, la madre venia y tenia comida, cama, pero no sabes de que nivel, nada de cosa de rancho, que los ranchos, que Dios me perdone, pero todo perfecto para que la mujer se sienta bien. Si era del interior, que la mujer era demasiado pobre, porque eran las que venían con sus hijitos, eran demasiado pobres, las vestíamos para que no se sienten humilladas. Todo lo mandaba ella, no faltaba un detalle. Después también teníamos los que desgraciadamente fallecían. Y donde la gente allá, quería que les lleven los muertos. Ahora te van a llevar. Entonces los poníamos en camionetas y los llevábamos a sus domicilios. Un día, ella me decía De Miguel: “De Miguel ¿y como va eso?” “Bien señora, usted, estaba en la cama, usted no se haga problema anda todo perfecto. Quédese tranquila, usted ponga E.P. y nosotros salimos”.

Claro, teníamos la audacia, los grupos de mujeres que la rodeábamos, de querer hacer todo para ella. Porque las iniciativas eran de ella, no de nosotros. Ahí en el ministerio de trabajo, donde estábamos, que siempre esperábamos que nosotros, la parte de salud publica, siempre esperábamos. Eran multitudes, multitudes que pasaban y nosotros escuchábamos. Escuchábamos todo, que no se iba nadie sin que se le resolviera. Ella firmaba, daba el papelito, y nosotros a correr.

Ahí teníamos dos oficinas nada mas era necesario, que mucha gente venia a esa oficina, que las mandaban de trabajo y provisión, que estaba a unas cuadras, venían los enfermos que parecía un hospital. Entonces teníamos médicos, dos, tres camillas ahí. Pero un día dijimos: “pero la gente se va de acá sin los medicamentos”, ¿que hacemos?

Nos recorrimos todos los pisos de salud pública, a los médicos que traigan todas las muestras que tengan para la oficina. Lo agarro a Felipe Yanostasio, que Dios lo tenga en la gloria. Le dije: “veni Felipe, vos que sos el director de farmacología, haceme una farmacia acá, y decime todo lo que tenemos”. Vale decir que esa persona se iba atendido completo. Cuando él que lo analizaba ahí, no era para cosas así no más y había que internar, una ambulancia en la puerta y lo llevábamos a donde correspondía. Donde controlábamos lo que le pasaba, donde le daban todo lo que necesitaban. Esa era la obra, una parte de la obra de ella.

La formación del Partido Peronista Femenino

Cuando empieza el partido, es otra parte. Cuando empieza el partido se hace un gran congreso en el Cervantes. Yo estaba en las ambulancias afuera, pero me metía ahí porque había que saber que pasaba. Entonces estábamos ahí en el acto y vimos que tiraban unas fotos, “¿que es esto?”, nosotros queríamos que sea la presidenta del partido. ¿Quién era la contra? La hermana. Que ella había trabajado, en Dos Toldes en Viamonte, en Junín, entonces se había simpatizado, habría caminado se habría imbuido de la política, entonces ella, esa gente que estaba ahí, pedían por la hermana de Evita. Cosa que te imaginas fue una explosión total para que salga Eva Peron. Bueno, salio Eva Peron, te imaginas como, había salido a las cuchilladas ahí. Bueno, salio la señora Eva. Entonces se empezó a formar el partido.

Primero la ley 11.110, que se sanciona el 23 de setiembre de 1947. Donde la acompañamos en el palco de al lado. Llego cuando ya se estaba por sancionar y estaba como acalorada. Entonces el doctor Melasquia pidió un termómetro y tenía 39 de fiebre. Bueno, a la tarde se sanciona la ley. El miembro informante era el doctor Colón. La contra, las cosas que se decía, habría que leer los diarios de esa época. La cosas que se decía de la mujer, que iba a dejar la casa, que no se podían ir. Acá eso no importaba nada. Vale decir que era una necesidad para el país que la mujer participe. Ese día en la calle, las mujeres, mas que nada las obreras en la época que ella se venia con el overol. Todas las mujeres overol al grito de Evita.

Ella empieza a formar el partido. Hay una mujer por cada provincia que ella manda al interior, que no sea de la zona porque sino empiezan los contactos a concienciar a la gente, hablando de peronismo, de la política, de la afiliación. Había que preparar a la gente para votar. Sabes que el interior es muy difícil, la gente de campo se resiste. Y entonces, eh, como hacíamos. A mi, yo en la primer tanda no, no, no que ella mientras yo estaba con ella ahí en el despacho terminábamos tres, cuatro de la mañana. Llegaba a la residencia, subía despacito una escalera viste como crujen las escaleras de madera, se soltaba así el pelo y a veces ya a las seis de la mañana para hacerle ver a Perón que abajo ya tenía un mundo de gente ya esperándola. Mas de una vez estando en la cama, yo veía que era, yo le decía de todo. “Señora, escúcheme usted esta muy sola, a usted siempre la veo atendida por los hombres, yo si usted quiere, yo me quedo en el baño y yo estoy al lado suyo, la atiendo”. “No gracias, no y el general”, “el general no tiene nada que ver señora, yo estoy en el baño”.

Un día estaba desmejorada, Perón le dice, que éramos como 600 mujeres en un almuerzo en la residencia, dando instrucciones. Ella te daba instrucciones.

Entonces dice, delante de todos: “mira como estas, no te esta quedando mas que nariz. ¿Quieres morirte?” “¿Que quieres que se muera el movimiento?” El general Perón se fue, se estaba haciendo un asadito ahí, un asadito más allá, él solo. Y entonces como ella seguía y seguía y no paraba, un día la mando a llamar, sonó el teléfono. Era el general. “Sí, si ay si viejo ahora voy, un ratito enseguida estoy”. “Sabes que dijo, que si no voy ahora no me va a dejar entrar”. Cuando llego, la custodia no la dejo entrar. Y se fue a la casa de Mercante. No la dejo entrar. Pero no lo hacia por mal. Lo hacia para cuidarla. Porque él también la necesitaba, como nosotros. Porque era, el pilar de él, y quería cuidarla. Nos quería atender, no se quería hacer ver.

Bueno, viene la formación del partido. Oime, nunca supimos que íbamos a ser ni diputadas, ni senadoras. Nada, nunca te dijo nada. Era trabajo, trabajo, trabajo. Así era. Pero era divino, divino, te había dado un nombre. Me entiendes? A costilla de ella. Entonces un día me manda a llamar Don Atilio Renzi, un gran hombre, que era el mayordomo. Entonces, me llama un día y me dice “De Miguel, la señora quiere mandarla a San Miguel”. “¿A donde? No, ni pienso” “¿Como no?”, “No. ¿A donde? ¿Al partido? No al partido a mi no. Yo al partido, a mí, del partido ni me hable. Yo al partido dígame a la señora que no voy”. Paso, un poquito, no paso mucho tiempo. Vuelve a llamar “De Miguel dice la señora que le parece si en ves de mandarla a tal lado, la manda a General Sarmiento” “No Renzi, dígame a la señora que no, las chicas están mas en el partido, yo estoy mas en la parte social. A mi el partido no me gusta”. Me llama Renzi ya, “dijo que venga”. Entonces fui, “Hola De Miguel”. “Si señora”. “¿como le va? Como anda, ¿bien?”, “Bien”. “Bueno, va a ir a La Rioja”. “¿A donde?”. “A La Rioja”. “Señora, yo me iba de vacaciones a Chapalmalar con mi hija”. “Es lo mismo La Rioja que Chapalmalar”. Yo con la contra de toda mi familia, todos enfurecidos, me tome un tren, con mi hijita y me fui a La Rioja. Claro, con ese trajin de vida que uno hacia, donde el sábado y el domingo te llamaba y te decían “Nelida, mira que hay que llevar a uno que esta grave a Miramar”. “Bueno, dale, trae veni con la ambulancia que vamos”. Y yo le decía a mi marido: “Mira, lo hacemos como de paseo, vamos con la nena, hacemos un paseito hasta Miramar”. No aceptaba. Entonces un día dijo: “O eso, o nosotros”. “Elegí lo que quieras vos, yo me voy a quedar con esto”. Y nos separamos.

Cuando hizo las candidaturas del 51, estaban todas ahí las candidatas, nadie sabia nada. Las mando a llamar ahí, las reunió: “vos vas a hacer esto”...y que se yo. Entonces en un momento dado, estaba en un sillón en un brazo: “Hay pobre De Miguel, no saliste”, “Ay señora por favor, a mi no me diga candidata de nada, yo quiero estar al lado suyo, trabajar con usted. Cuando no le sirva me echa”. Puso las candidaturas, y me dijo así: “Quiero que salgas por la provincia de BSAS”, “No, no señora, entienda señora, si yo nací en capital y vivo en la capital, tengo que ser de acá, no puedo ir a la provincia porque hay una ley...porque sino la contra le va hacer una”. Y quedo así. Entonces me dijo: “yo te tengo para las muchachas del 55”. Buen, buen, quédese tranquila y bueno unas lloraban, unas agradecían.

Cuando viene, que la proclaman los trabajadores vicepresidenta, y me manda a llamar. Y me dice: “No voy a aceptar ser vicepresidenta”, “¿Que dice?” estaba apoyada en una silla con las piernas así, que se le conoce que tenia sus dolores, que nunca los manifestó. Cuando me dijo que no iba a ser vicepresidenta dije:

“Señora, ¿usted sabe como trabajamos para que usted sea vicepresidenta? ¿Pero que esta diciendo?”, “No, no, no voy a ser vicepresidenta”, “Pero señora ay por Dios señora sabe, ¿usted sabe lo que es caminar los cerros y los montes para que usted sea vicepresidenta?”, “No, no voy a ser y no voy a ser”. Se levanta de esa silla que estaba doblada así, se va al baño y volvió muy pálida. “Bueno vamos a seguir señora, ¿vamos a seguir hablando?”, “Ya esta todo dicho”. Así nos trato. Ella no es vicepresidenta no porque no quería, ella pensó en Perón. Porque si ella aceptaba ser vicepresidenta, a Perón lo derrocaban y tenes la prueba, que un 28 de setiembre Menéndez le manda una revolución que lo quería matar. ¿Es así o no? Y entonces ella no acepta cuidándolo a Perón, para que Perón cuidara al pueblo. Esa es la realidad, que no me vengan a decir a mi, claro que hubiera sido vicepresidenta, pero había que cuidarlo a Perón, me parece bárbaro porque era el líder del movimiento y ahí yo no discuto nada, pero lo mataban a él. A él lo intentaron matar tres veces a Perón porque su obra, la obra de Perón, un estratega de primera no habrá. Vendrán en otros siglos tal vez, la humanidad no se termina. Pero ella, fue lo más grande que tuvimos.

Entonces un día me manda a llamar, estábamos ahí en el ovalo que hace la residencia, estaba tomando el té y me dice: “ay, no quiero tomar mas”, “tiene que tomar el té”, “no tengo mas ganas, Miguel, toma el té”, “No señora tiene que tomarlo usted, cómase una galletita, cómase algo”, “tómalo”. Me hizo tomar el té en su tasa. Vos me podrás decir, mira esta vieja las cosas que me cuenta, pero son la historia. Vos querrás a lo mejor que te cuente la obra. La obra es ciclópea, todo fue ella, pura ella. Si se vestía, si se iba al Colón, si se iba a cualquier lado que quería, era Eva Peron. Era su figura, su espíritu, su alma. Entonces, me tome el té. Dice: “Ahora vengo”, “¿A donde va?” estaba con un deshacillé muy modestito y trae un libro, me trae un libro, “mira esto lo encontré el la pieza de Juancito”, “¿Que encontró?” Mira un libro, estaba abierto mira lo que dicen los Ingleses que tengo. Era, todo tenazas y tijeras en los costados, como diciendo que tenia el cáncer en la garganta. “Señora para que mira esas cosas, ¿usted tiene algo ahí señora?”, “No. viste lo que son, pero siempre me mandan plasma los Ingleses”, “Ah señora para que mira eso”. Vale decir, jamás me hubiera atrevido sabiendo por las cosas que se decía en la radio en la televisión que iban a los hospitales a hacerle guardia. Jamás preguntamos. Nadie, ni entre nosotras. Era un respeto a ella. Pero cuando llegábamos y nos quedábamos ahí un rato mas largo a ver si se dormía o no se dormía, siempre hablaba. Yo le contaba cuentos verdes, ella se mataba de risa. Porque ella había sido una como nosotros

Yo no voy a las unidades basitas de ahora porque sufro mucho. Porque nosotras en las unidades básicas de antes teníamos, enseñábamos a coser, buen hoy la mujer no cose pero en el entonces si, música, educación, preparábamos los chicos para el colegio, enseñábamos idioma, guitarra, todo. Hacíamos exposiciones de lo que hacíamos. Todas cosas así. Y oíme, a la mujer, a la mujer de afuera había que, tal vez es un poco indolente, nos unimos, como te puedo decir, sus necesidades que no tiene las cosas que hacen falta. “Señora ¿sabe lo que estoy haciendo? Huertas”. “¿Que?” “Huertas para que planten, para que cuando uno va, yo le digo “No, no hace falta que le pongan un papel blanco, agarren una latita de conserva, ponga un malvón”. Y así hacia, les enseñaba a que cultiven la tierra. Entonces hacia concursos. La que traía el fruto mas grande, una medallita de lata ¿Sabes lo que era eso? Las costuras, hacíamos exposiciones, las vendían, conciertos, le llevábamos los títeres a ella le decía lo que hacia. Todo era promover.

Ahora no sé que hacen, dan la bolsa, la bolsa para la comida vienen 17 artículos que dan pollo no te dan carne, esta bien. Te dan huevos, un pedazo de queso.

Entre tulipanes y rubíes

Cuando viene el fallecimiento. La muerte de ella fue tremendo. Donde la velamos, mañana, tarde y noche, donde el pueblo, el pueblo. Bueno, cuando ella padece estábamos en el ministerio de trabajo, recaudando los fondos para el monumento, y cuando son las 4 así de la tarde que Juanita Larraudi era la presidenta de la comisión, digo “Che Juanita porque no nos vamos, escucha la radio como dice que la señora no esta bien. ¿Porque no cerramos acá y nos vamos?” Y nos fuimos. Y nos fuimos a la puerta de la residencia. Tampoco vamos a decir que éramos las que entrábamos. Yo no digo, porque yo no. Si vos me decís que estaba en la verja ahí, con todo el mundo rezando, si. Hasta que a las 20h45, dieron la noticia de que había fallecido. Ahora la tienen ahí en el cementerio de recoleta sepultada a 8 metros, bah sepultada no, esta ahí embalsamada, que la embalsamo Ara. Cuando ella muere, la llevan ahí a Trabajo y Provisión. Y la velan, en esa rotonda que hace así delante del salón dorado que era donde ella atendía, ahí la velaron.

Cuando Eva Perón fallece, nosotros nos vamos a de mi casa a las cuatro de la mañana a Trabajo y Provisión, para entrar. Y entramos. Como así a eso de las diez de la mañana, trajeron los restos. Y nosotras estábamos puestas así en una escalera que hay en ese palacio que es divino, en la escalera estábamos esperando que llegue. Y entonces se nos dijo que con unos algodones con alcohol para que limpiamos el vidrio porque la gente la besaba. Después de un día, dos días no se cuanto, era....por ahí paso el mundo. Porque no solo los de acá, sino de todas parte del mundo. Donde todos los días le renovaban los tulipanes que le mandaban de Holanda. Entonces te digo, cuando estábamos ahí, un día le digo a Delia Parodi, “Delia, mira el vidrio se empañó” Por dentro, porque ya le habían sacado las viseras. “Ah si. Mira esta empañado” En su cajón, tenia puesto el escudo peronista, que le habían regalado los trabajadores, vos sabes como es el escudo, con rubíes, esmeraldas, brillantes, una cosa así, una cosa de locos. Y eso, como ella estaba sin viseras, eso se iba hundiendo. Entonces cuando decimos esta saliendo un vapor, avisamos. Enseguida nos hicieron salir, vino el doctor Aras, que era el que la embalsamo. Entonces vino Aras y el General Perón y entonces no sé lo que habrán hecho, habrán puesto gas, no se. Nadie supo lo que hicieron. Eso si, lo primero que vi que sacaron fue el escudo. Ella tenía un rosario, porque era franciscana. De ahí después la llevaron a Congreso, en donde esas multitudes que iban por avenida de Mayo, las flores que caían, nunca visto. En esa cureña yo la acompañe. Si, con sus restos, con la gente del partido, los trabajadores, los obreros. Y en una de las revistas que tengo esta Perón, Sosa Molina, Aloe, otro no se quien es y yo. Esta en la revista así, estamos todos.

¿Dónde estas?

En el 54 tenemos elecciones, yo era secretaria política del Consejo. Yo tenía que hacer todo los nombres de la gente que venia, diputada. Entonces Parodi, me dice “correte dame tu documento”y entonces no se, me puso de candidata.

En el 50, ¿te acordas lo que dijo la señora? Ganamos las elecciones pero sabes como y el día primero de mayo. Ah y me nombran en la Comisión de Relaciones Exteriores. Una comisión de aquellas, no sabes como! Que yo decía “no Delia, para que me vas a poner a mí en eso pone una que sea abogada, porque yo te voy a hacer un lío internacional que vos no te imaginás”. Y me dice “no vos quedate tranquila que vas a estar bien ahí”. Y el día 1ero de mayo me toco esperarlo en la puerta a Perón.

Cuando la sacan de la CGT, la llevan a Viamonte y Callao, donde estaban los servicios de informaciones, que ahí me tuvieron presa. La llevan en el camión, estaban los Morenquélis, todos. Después la sacaron del país, no sabíamos nada de ella hasta que en algún momento. A veces parecería, y no vayas a creer que soy demente, que ella me guía. Bueno, no sabíamos nada y un día me levanto y estaba una foto de ella así de grande le pongo “¿donde estas?”. Tengo todavía una por ahí. Me voy a los metalúrgicos. Les digo “che muchachos, no me hacen un”, “deja Nélide te lo hacemos enseguida”. Lo hicieron y tapamos el centro “¿donde estas?” y pusimos centro Eva Perón, pero no teníamos centro nada, eran inventos. Se lleno la capital y nos vamos a la CGT, habíamos armado ahí con Rucci, otro...que cayo en la metralla. Con Rucci, le habíamos armado un altar, con un busto que habíamos comprado cerca de la residencia de Olivos, una mesita, todas las cosas paquetas que le gustaba a ellas y ahí cuando hacíamos altitos nos refugiábamos en la CGT. Entonces salimos de ahí y decimos “che había dicho el capitán Manrique, que los restos de Eva Perón estaban en el país.

Entonces éramos 300 mujeres, nos movilizábamos de otra manera. Nos vamos a la casa de gobierno, llegamos a la casa de gobierno y el periodismo estaba ahí. No....venimos a pedir una audiencia. Le prometimos que si nos da la audiencia nos vamos. Y nos fuimos y dijimos ¿cuántas van a entrar? Y tenemos cuatro, bueno dejen sus datos. Y después de 5 días nos llaman de la presidencia. Fuimos y estuvimos con Levingston. Le dijimos que llevábamos un cartel donde él nos dice que eso no tiene pie de imprenta. Pero que pie de imprenta, “tome general”, entonces el agarra la foto y en eso los periodistas le sacaron un montón de fotos con Evita. “¿Así que usted es la señora famosa?”. “Ah yo no sabia que era famosa que se yo”. La revista Gente de aquellos años, tengo tres páginas. Entonces le decimos. “Queremos saber donde esta la señora Eva porque Manrique”. “No. Esas son cosas de Manrique que se yo donde esta. A partir de ahí, empezó la movida, hasta que por fin, era tanta la presión de nosotras, del partido que nosotras ya nos estábamos yendo y tomaban a otros. Pero era tanta la presión que hicimos que entregaron los restos (Porque querían ser presidente él, Lanus no si había un kilombo). Entonces, entregaron los restos al general Perón en España donde estaba doña Isabel. Doña Isabelita que dicen, Juanita Laguardi que la fue a verla en España, la tenia en una guardilla, allá arriba y durante todo el tiempo la peinaba. Que decía Don Lopez Rega, que era como para que ella se inculcara ella todo el poder que tuvo Evita. Escúchame, esto parece una novela de ciencia y ficción. Ah y no se lo de un dedo, la nariz, no se y cuando la trajeron el color del pelo no era el mismo, era una cosa ya medio grotesco. Yo la vi. Pero esa perdida, para mí, significa mucho. En mi vida, te puedo garantizar que tengo mi familia y los quiero a todos mucho, así que muy bien, pero a mí me piden que vaya a hablar a un lugar, a hablar de Evita yo dejo todo y voy a hablar de Evita porque la tengo acá. Claro y vos me podes decir usted es una fanática, y puede ser. En la vida tenes que ser fanático de algo si no, no sirve.

Lo peor de todo cuando caes en política es la persecución

Que saben lo que es estar 18 años manteniéndote a cartitas con el general cuando lo corrían de un país al otro. 18 años esperamos el regreso. Hasta que en el año 62-64 hizo el intento de volver a la patria que lo traía Delia Parodi, Dandor, Lascano, Jorge Antonio, cuando los guardias civiles miraban y veían que el cuarto del jefe estaba prendido y doña Isabel le decía pasa que anda resfriado y esta mirando Bonanza. Siempre le gusto Bonanza. Bueno, ellos hacían ver que se iban de fiesta, Jorge Antonio y Delia Parodi, entonces salen. Y en esos que están saliendo en eso para. Y le dice: “señora se paro el auto”. “Bueno no se haga problema llevase el auto del general”. Entonces se cambian de auto. Adentro del auto en el baúl, venia el general. Cuando llego a Brasil no lo dejaron entrar. Pobre general.

Y después en el 72, cuando fuimos a buscarlo, se nombro una comisión de todos los sectores políticos. Iba el padre Mújica, el doctor Campora, Juanita Laraudi, Silvana Roth, Marta Lynch, Solano Lima, Leonardo Fabio, Hugo Del Carril, Oscar Alonso, el doctor Fonrush y Lorenzo Miguel. Éramos, que se yo una cantidad de todo los sectores para buscarlo a Perón. Y lo fuimos a buscar a Roma. Ahí estaba en Roma, y estuvimos con él. Cuando subimos al avión, con Delia Parodi, hubo una cena, vino el doctor Campora a decirnos que el general iba a descansar. Yo no creía que venia el general, porque ellos venían en primera y cuando fuimos estábamos en primera, pero a la vuelta íbamos atrás y yo no lo había visto. Lo que no veo no creo. Y no podía dormir, entonces me caminaba toda la noche “Nelida anda a dormir” me decían, pero no podía. Yo venia sentada al lado de Nilda Garré y de Marilina Ross. Entonces seguí caminando, y entonces me acerco a Jorge Conti y le digo “che Jorge, escuchame jorgito contame la justa ¿viene el general? Y me dice “Mira Nelida, quédate tranquila, 20 minutos antes de aterrizar, Perón me manda a llamar para que haga un reportaje. Ahí me quede tranquila porque yo lo creía a Jorgito Conti. Jorgito Conti que es el que se casa con la mujer de Lastiri. Lastiri que fue presidente de la Nación, la hija de Lopez Rega. Bueno, entonces cuando llegamos, lo detienen al general nos detienen a todos en los micros y después se arreglo todo porque habían recibido un mensaje de Italia que no iba a pasar nada porque ya estaba todo arreglado.

Cuando viene Isabel, nos hace a un costado a todas, pero no era Evita. En los finales, yo era concejal, primero fui diputada, una dos veces no se, y después fui concejal y en los finales me mando a llamar. En los finales, porque veía lo que yo hacia por ella. Por ella no, porque era la presidenta de la nación. Y yo me movía con nuestros valores al servicio de nuestro movimiento. Después cuando vino a Buenos Aires también participamos en alguna reunión. Cuando fuimos a Roma le digo “Señora a usted le parece que tenemos que venir hasta acá a buscar al general?” “ay esta Nelida”, porque ella me mandaba cartitas. “Escúcheme, porque ustedes no vienen a pelearla acá, usted y Delia Parodi” y me mandaba cremas para “incentivarme en la lucha” me ponía. Lo peor de todo cuando caes en política es la persecución. No tenes paz en ninguna parte, si huís, te tocan el timbre y ya crees que te vienen a buscar. Hasta el momento que te vienen a buscar. Cuando te buscan ya aflojas.

A modos de conclusión

¿Que es lo que más recuerda de ella?

Su fuerza, sus decisiones, su valentía, enfrentaba todo. Y Perón la quería a ella, pero ella lo amaba. Amar es una cosa y querer es otra. Me entendes vos que sos mujer? Amar es otra cosa. Ella lo amaba, era deslumbramiento por Perón. Cuando ella se sentía mal, le pedía a él que no nos abandonara. Alguna vez él ha dicho “esa gran mujer”. Y bueno yo ya tengo 86 años, y la sigo peleando y veo que la gente se acuerda de ella. Cuando vamos a la villa, porque todavía voy, siempre encuentro una fotito de ella o una florcita, una velita. Ellos no se olvidan nunca. El chico que nunca tuvo un juguete, los chicos en los hospitales, nos mandaba donde están los leprosos. Pero, las cosas que se han hecho en nombre de ella y por sugerencia de ella. Porque ella en donde había dolor, nos mandaba y quería saber que pasaba. Y bueno, lo que tenía lo daba, si le gustaba vestirse ¿y que? ¿Qué, las joyas? ¿Y que? Ella nos enseñó el amor al que necesita, el amor al quien le podes tender una mano. Y arriba Dios te juzgara.

ANNEXE B :

VERSION FRANÇAISE DES EXTRAITS
D'ENTREVUES AU CHAPITRE 4

Première Partie : L'avis des expertes

4.1.1 Une représentante nationale de Barrios de Pie

1. Dans un pays où tout a été détruit comme dans le notre, la principale lutte est pour la redistribution de la richesse d'une manière plus équitative. Cette lutte est liée à l'emploi et au respect des droits sociaux de chacun. La lutte pour l'égalité des sexes traverse cette lutte, elle ne se fait pas une fois que la lutte principale a été gagnée, mais de manière parallèle à celle-ci.

2. L'un de nos axes de travail concerne les droits des femmes. Cet axe est très général et implique l'histoire des femmes ainsi que tous les droits. Cet axe de travail a comme cible les femmes qui dirigent des cantines, ou un quartier. C'est une formation en profondeur.

3. Dans chaque quartier, nous avons ouvert des « maison de la femme ». Là se tiennent des séances de formations personnelles entre les voisines et certaines collègues qui ont des psychologues orientent ces séances.

4. Les centres du développement de l'enfant. On aborde les soins des enfants d'après une perspective de genre. Nous formons les femmes pour qu'elles incorporent la perspective de genre dans leurs manières d'élever les enfants. De cette manière, elles tiennent compte du droit des femmes.

4.1.2 La lutte des mères

5. Nous croyons que l'incorporation massive des femmes dans les organisations sociales est fortement véhiculée au rôle historique de mère, au rôle historique de responsable de la maison. Elles sont aussi responsables de résoudre tout ce qui a rapport à l'alimentation des enfants, de l'éducation, de la santé et de tout ce qui a avoir avec ça. Dans notre pays, comme dans la plupart des pays, c'est un élément qui s'est toujours résolu à l'intérieur de la sphère domestique. Nous croyons que la plupart des femmes s'incorporent aux mouvements sociaux pour répondre à cette question, ou à cette urgence qu'elles éprouvent envers l'alimentation, la santé et l'éducation des enfants.

6. Nous les femmes, on ne s'incorpore pas à la lutte sociale et politique en pensant en nos droits, en pensant « en tant que femme je dois me libérer et réussir », plutôt nous nous intégrons en tant que mères, pour dignifier la continuité de la sphère domestique.

Ce qui est arrivée, c'est que toute la question du domestique, à partir de 2001 a commencé à faire partie de l'agenda politique du pays. Le manque de nourriture, le manque d'éducation, le manque de santé, ce sont donc les femmes qui se sont incorporé à partir de ce positionnement. En fait, les luttes les plus importantes de 2001 se sont appelé le « cacerolazo » c'est-à-dire les casseroles, cela veut dire que c'est très lié à la cuisine, au domestique.

7. D'une certaine manière, les femmes représentent la situation de faim, que le manque d'emploi est une vraie réalité.

En tout cas ce n'était pas l'objectif, surtout dans un pays qui en 1997, 1996 n'ait la réalité de la faim et c'était très facile de discréditer les mobilisations sociales en disant qu'elles étaient vides de sens politique et qu'elles étaient manipulées par des dirigeants syndicaux. Les femmes ont soulevé la pertinence et elles ont montré avec authenticité l'importance de la nouvelle question sociale Argentine.

8. Je pense qu'il y a eu de l'empowerment chez les femmes dans les mouvements des piqueteros. Les femmes ne sont plus les mêmes que quand elles avaient commencé. Ceci est plus général, quand on cherche à tracer les grandes lignes d'un mouvement social en Amérique latine, ce qui saute aux yeux c'est le rôle qu'occupent les femmes et les nouvelles situations d'empowerment qui se sont créées. Dans le cas des mouvements piqueteros, cela n'a pas été facile parce que malgré que comme tu dis les femmes ont un rôle de fondatrices, plusieurs d'entre elles l'ont fait en traversant des situations très difficiles. En général, presque toutes les organisations ont commencé à ouvrir des ateliers de genre, surtout en ce qui concerne la violence conjugale. C'était quelque chose dont on ne parlait pas et qui persistait. Inclusivement chez les cadres intermédiaires, parce que en plus, disons que l'intervention de la femme dans le champ des organisations sociales a généré la rupture des couples. Mais enfin, ces petits ateliers de genre en plus des rencontres des femmes, par exemple, et les autres situations quotidiennes ont créé de l'empowerment. En fait, aujourd'hui, beaucoup de ces femmes qui étaient des cadres intermédiaires, sont de dirigeantes des organisations.

9. La sortie se fait pour une revendication liée au propre rôle que la société a accordé aux femmes qui est le rôle de mères, des épouses. La sortie se fait à partir de cet endroit, mais elle se transforme complètement. La réalité à partir de cette action finie par être une action politique et publique. Les mères parlent de la socialisation de la maternité et je pense qu'entre les femmes sans emploi qui se sont organisées dans les quartiers, la socialisation a été un phénomène de la maternité. C'est-à-dire que tu ne cuisinais pas pour tes trois ou dix enfants, mais tu cuisinais pour cent enfants. Avec d'autres mères ou avec d'autres femmes qui ont développé la même tâche tu peux parler, discuter à propos de ce qui arrive sur le plan de la santé sexuelle, à propos de la participation des femmes dans les secteurs mixtes. C'est-à-dire, déjà ce sont des femmes qui se sont transformées complètement, nous nous sommes transformées.

Deuxième Partie : La parole est aux piqueteras

4.2.1.1 S'incorporer au mouvement

10. Il y a eu un moment où nous n'avions plus à manger, alors je me suis joint au mouvement par nécessité. Mes deux filles arrivaient de l'école et elles me disaient : « maman, j'ai besoin de telle ou telle chose pour l'école ». Alors je me suis dit : aujourd'hui je m'inscris. Nous avons toutes commencé comme ça. Oui nous sommes sorties dans les rues par nécessité. Tu verras que toutes mes collègues te le raconteront.

11. Nous, on était une famille nombreuse et tout à coup mon mari perd son emploi, après 22 ans de service, il n'a rien eu. Après c'est moi qui perds mon travail.

Et les circonstances m'ont amené à devoir sortir. J'ai eu droit à un plan de travail de 150 pesos et j'ai commencé à me battre pour le conserver.

12. Quand j'ai perdu mon emploi, parce que j'ai dû fermer mon salon de coiffure j'ai rencontré ma sœur qui participait déjà au mouvement. Je n'ai jamais pensé à demander de l'argent à mes enfants. Alors ma sœur me dit : « je vais t'inscrire pour que tu prenne part aux marches » et bon j'avais besoin d'argent. Alors me voilà.

13. Moi, j'avais honte. Ça fait mal quand chez quelqu'un, il n'y a rien à manger.

14. C'était comme si je ressentais de la honte, mais je pensais à mes enfants.

15. Qu'est-ce qu'on va faire, s'asseoir pleurer et regarder au plafond parce que je n'ai rien à manger? Non. Alors, toutes les mères nous nous sommes réunis et on s'est dit qu'on aller prendre les rues et à se battre pour tous.

16. Je ressentais de la réticence envers le mouvement des piqueteros.

17. Ils bloquent les rues, brûlent des pneus et moi je me disais : « non, moi rejoindre les piqueteros, jamais ». Je ramassais des cartons.

18. Comme l'ont dit les autres collègues, au début, je me disais : « comment je vais faire moi, je ne peux pas courir, je suis une personne âgée.

19. Certainement que parce que nous regardons beaucoup la télévision et là ils passent toujours les Quebrachos.

20. Aussi en raison de la répression qu'il y avait auparavant. Le mouvement de piqueteros se faisait réprimander souvent.

21. Et la mauvaise information. Elle dénigrerait nos collègues, alors je disais que moi je n'étais pas comme ça.

22. Peut-être qu'à l'époque on le voyait comme ça parce qu'on avait un emploi. Tu le regardais ainsi parce que tu gérerais ton propre argent.

23. Moi j'ai adoré. En plus de l'argent que je reçois, j'aime ça, ce que je fais, dans la section de genre. J'aime aider les personnes dans mon quartier.

24. J'ai beaucoup aimé ça. Constater la volonté que les gens mettent lors des marches, alors qu'elles n'ont rien. Beaucoup des choses ont été gagnées grâce à nos collègues.

25. Si un jour je ne reçois plus le plan de travail, je vais quand même continuer à travailler parce que j'aime ce que je fais et je vois que je le fais pour le bien de ma communauté. En plus je me sens bien parce que je me sens utile envers ma communauté. Mon idée est de travailler toujours dans les quartiers.

26. Tout ceci est très intéressant, pas seulement pour son propre bien, mais pour le bien de la communauté.

27. Nous sortons toutes pour faire quelque chose, mais pas quelque chose individuelle, mais en pensant à l'autre. Qu'est-ce que l'autre a besoin? Peut-être qu'il ne demande pas de l'aide parce qu'il a honte.

28. Nous on a voulu prendre les rues en tant que mère pour trouver de la nourriture pour nos enfants.

29. Je gère une cantine et je le fais pour les enfants de mon quartier, parce que j'ai remarqué le besoin présent dans ma région.

30. Maintenant je continue à me battre pour mes petits enfants et pour que demain soit un monde meilleur pour eux et pour qu'ils aient un avenir meilleur et non comme le mien où je n'ai pas réussi à obtenir beaucoup des choses.

4.2.1.2 Les grands thèmes

31. Je leurs apprends qu'il faut étudier. Alors elle va avec Roxana suivre une formation

32. Je poursuis un cours en bibliothéconomie avec sa fille et c'est possible qu'on suive par après une cours pour apprendre à faire des micros entreprises, lorsqu'il sera approuvé entre le fédéral et le provincial. Nous voulons nous former pour avoir une base. Avec le gouvernement qu'on a maintenant c'est pas mal plus facile, même s'il te demande de te former. Pour moi c'est une bonne affaire.

33. Dans toutes ces années, j'ai jamais vu un président qui exigeait que tu te formes et quand je me met à penser, c'est vrai que si je suis formée j'ai plus de chance de trouver quelque chose. Je ne pense pas que c'est comme ça pour tout le monde, mais pour les personnes plus âgées oui.

34. Je vois que dans toutes les municipalités des formations professionnelles sont offertes, il y a beaucoup des projets, surtout pour créer des micro entreprises, mais la demande est trop forte. Même s'il y a des gens qui se plaignent : « quoi? Encore des formations? » . « Une autre formations? » Mais avant les municipalités n'offraient pas ces formations. Avant on ne nous donnais pas des cours de bibliothéconomie, de micro entreprise ou de l'appui scolaire. Ceci avant n'existait pas et au début c'était difficile d'accéder à ces formations. Par exemple, nous on voulait ouvrir une bibliothèque et on a été à la municipalité qui a offert gratuitement plusieurs livres. Ils sont venus voir si on avait besoin de quelque chose, ici à Lomas. Ça c'est un succès, avant personne ne faisait ça, tout était très différent.

35. C'est-à-dire, avec le gouvernement que nous avons maintenant, c'est beaucoup plus facile, mais il nous demande de suivre des formations, pour moi ça c'est très bien. Ça avant n'existait pas et au début c'était très difficile de pouvoir suivre les formations.

36. C'est bon qu'un président te demande de te former. Comme ça après si tout ça s'arrête je sais pas qu'est-ce qui va arriver.

37. Avant les municipalités n'offraient pas des formations y maintenant on essaie de faire le plus de formations possibles. Plus tu peux te former, plus c'est mieux.

38. C'est énorme la quantité des gens qui veulent se former.

39. Il y a du travail et je ne suis pas contre le président parce que vraiment je vois qu'il fait des choses. Il génère plus d'emploi qu'il en avait avant.

40. Je suis une femme qui a été battue pendant plusieurs années, j'ai beaucoup souffert de la violence familiale. Par exemple, quand je sortais dans la rue je devais marcher avec la tête par en bas, parce que sinon il me disait : « à qui t'as dis bonjour? » et il me frappait. Cette cicatrice sur mon visage en haut de la bouche ce sont des coupures faites par un autre de mes maris qui était boxeur. Alors après je me suis mariée, j'ai eu trois enfants, ça fait six au total et il s'est suicidé quand j'avais 36 ans et il a tiré 4 balles sur ma fille qui maintenant a 27 ans et Dieu merci aucun de tires n'a été fatal.

41. Une fois, une se faisait frapper parce que son mari disait que j'étais une travailleuse sociale et que j'allais chez elle pour causer des problèmes. Il est rentré et il l'a frappé, après je suis retournée pour parler avec elle et je lui ai dit que je pouvais l'accompagner là où elle doit aller pour le dénoncer. Elle me dit : « no parce que qu'est-ce que je vais faire avec mes enfants? » Beaucoup d'entre elles endurent la violence de leur mari à cause des enfants. Toutes, la plupart vont dire : « et après qu'est-ce que je fais? Je m'en vais d'ici et je vais où, avec vous? ». C'est exactement pour ça que nous sommes là et nous voulons que les coordinatrices continuent à lutter pour les « Maison de la femme » et pour le commissariat pour les femmes que nous avons ici à Fiorito, parce que nous en avons besoin, partout dans Lomas de Zamora. Parce qu'il y a beaucoup des femmes battues, on le voit sur leurs visages.

42. Pourquoi est-ce que vous pensez que les hommes et nos collègues sont si agressifs?

43. Dans tous les cas que j'ai connus, c'est à cause de la boisson. L'alcoolisme.

44. L'alcoolisme, mais aussi à cause de son passé. Parce qu'un homme qui a été abusé lors de son enfance, généralement après il va abuser ses enfants et sa femme quand il grandit.

45. Oui, mais qu'est-ce qui l'a amené vers l'alcoolisme?

46. D'après eux, ils disent : « parce que je n'ai pas de quoi donner à manger à mon enfant » et alors avec quoi ils achètent le vin? Quoi ils le reçoivent en cadeau? De la même manière qu'ils trouvent de l'argent pour le vin il peut trouver de l'argent pour de la nourriture. « Non » ils disent « parce que mes amis paient pour mon vin ». Ça ce ne sont pas des amis. Parce que si tu rentres saoul et la première chose que tu fais c'est frapper ta femme... Ils disent : « si j'avais un bon travail, je ne boirais pas ». Ça c'est l'excuse de tous les hommes qui boivent. Toujours pour de la drogue ou de l'alcool.

47. Et l'homme qui se fait frapper?

48. Ça c'est un autre problème. Parce que mon fils se fait battre par sa femme et maintenant il a quitté la maison. La femme appelle souvent chez lui pour qu'il amène l'enfant chez le médecin, et il lui manque, l'enfant pleure tout le temps. Il veut qu'il rentre. Quand il retourne, pendant un temps tout va bien et après ça reprend, elle lui lance des assiettes et les enfants sont témoins de ça. Le petit le suit pendant qu'il range ses choses dans la voiture et il dit : « non papa, ne t'en va pas », ou « moi je veux partir avec toi » et elle menace mon fils de mettre le feu à sa voiture.

49. Mais là il n'est pas question d'alcool de son côté.

50. Mon fils allait vraiment mal et il ne voulait que personne l'aide. Il s'est renfermé sur lui-même.

51. Moi je leur dis qu'il ne faut pas avoir honte, tu devrais leur dire ça. Qu'il aille au commissariat et qu'il parle.

52. Le problème n'était pas que la femme le frappait, mais qu'elle le trompait. Mais ils étaient séparés. Il ne voulait pas que je l'aide et il ne voyait pas qu'il avait besoin d'aide. Je lui disais d'aller voir les professionnels, que j'irais avec lui. Je passais toute la nuit auprès de lui, parce qu'il allait mal. Il avait plongé dans une dépression totale. Il a arrêté d'aller au travail, il avait son propre magasin. Il avait déjà été victime de deux vols, c'est pourquoi il se promenait avec une arme. Une fois séparé, j'ai remarqué que tout ce qu'il faisait c'était la surveiller. Il voulait voir sa fille qui avait cinq ans. Mais quand il a été la chercher, son ex-femme ne voulait qu'elle aille avec lui, alors qu'auparavant elle avait accepté parce que c'était Noël. À ce moment, il l'a trouvée avec un autre homme et mon fils a pris son arme et a tiré sur elle. Dieu merci, la balle avait à peine frôlé le visage. Maintenant mon fils se trouve privé de liberté. Comme lui il y a plein de personnes qui ne veulent pas t'écouter, qui ne veulent pas rencontrer des professionnels et qui pensent que ces problèmes elles sont obligées de les résoudre toutes seules. Mon fils me dit : « non ma, tu ne peux pas m'aider, comment est-ce que les professionnels pourront convaincre mon ex-femme de me laisser voir ma fille? ».

53. Nous qui travaillons les questions de genres, on devrait parler avec les deux. Parce que l'enfant doit rencontrer son père.

54. Oui il a le droit de voir sa fille.

55. En plus, c'est très difficile pour un homme de demander de l'aide.

56. Oui, je pense que c'est ça qui est arrivé à mon fils. Je pense que c'est le machisme.

4.2.2.1 Les plans de travail

57. Moi, je ne reçois pas les plans. Je n'en veux pas. Je préfère faire autre chose.

58. Nous sommes obligés de recevoir ces 150 pesos parce que au moins avec ça tu payes l'électricité.

59. Nous voulons que les cantines disparaissent, aussi les 150 pesos. Plutôt on veut qu'il ait des sources d'emploi pour tous les chefs de famille et que les mamans de chaque foyer puissent s'asseoir à table et souper avec ses enfants. Nous ne voulons pas devoir aller manger dans les cantines, c'est indigne.

60. On sait qu'avec 150 pesos nous ne pouvons pas vivre, mais ça peut nous aider, c'est quelque chose, mais ce n'ai pas digne.

61. Principalement les représentants, dès que les élections arrivent, ils changent de quartier et ils oublient tout, le manque d'aqueduc et toutes les autres choses dont nous avons besoin.

62. Dans notre quartier on n'a vu aucune amélioration. Pas parce qu'on n'a pas fait la demande, au contraire. Mais la municipalité ne nous écoute pas parce que je ne suis pas une représentante de quartier.

63. Nous n'avions pas d'aqueduc. L'eau est arrivée grâce au groupe communautaire que nous avons formé. Nous avons alors fait la demande sans représentant. Nous l'avons nommé « bien-être et communauté » parce que notre expérience est cela. On a organisé des marches devant les municipalités, on a sollicité les médias et c'est comme ça que l'eau est arrivée dans notre quartier. Nous n'avions aucune subvention du gouvernement local, parce que nous ne leur rendrons pas des comptes. Tout se fait à partir de notre organisation et avec l'aide des nos collègues. La plupart des représentants sont corrompus et ils appuient les gouvernements en place.

64. ...parce que pour la plupart des projets nous avons besoin de l'appui juridique. Alors, nous avons parlé au prêtre du quartier et il a dit : « les filles moi j'ai pas de problème », alors il nous accordé son appui légal et ensuite celui de la municipalité.

4.2.2.2 Les Jeunes

65. Moi, ce qui me préoccupe le plus, c'est la jeunesse, parce que j'ai des enfants. Ça me préoccupe qu'ils n'iaient avec la drogue et l'alcool dans tous les coins de rue. Ils n'ont pas de travail et ils ne peuvent pas travailler parce qu'ils n'ont pas d'expérience et tout le monde demande de l'expérience.

66. Avant je me levais à cinq heure du matin e ma mère me disait que mon père se levaient à trois heures du matin parce qu'il devait prendre sa douche et aller travailler. Moi aussi j'ai reçu cette politique. Mais les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas de politique de travail. Ils ne connaissent pas le travail, ils ne savent pas que c'est-ce que c'est devoir se réveiller tôt le matin et devoir se préparer pour aller quelque part.

67. Et ils ont raison, ils n'ont pas de travail.

Je ne justifie pas qu'ils prennent de la drogue, mais si au moins ils avaient un emploi, quelque chose pour les occuper et ainsi trouver un quelconque chemin. Je ne sais pas si ils s'en sortiraient de la drogue, de l'alcool et du crime, mais au moins ils auront une porte de sortie qui pourrait leur offrir un avenir.

68. Par exemple, un enfant de huit ou neuf ans je peux m'assurer qu'il reste à la maison. Son père dit que je le retiens à la maison, mais un garçon de 20 ou 25 ans, va te dire «je sors» et il sort. Qu'est-ce qu'ils vont faire les enfants? Les traîner par les cheveux? Non. Et c'est comme ça que ça commence. Ses amis lui paient une bière, une cigarette et ça y ait. Après ça on dit que le problème ce sont les parents. Ce n'est pas vrai, le problème c'est le gouvernement. Les jeunes ont à peine 20 ans et ils se droguent parce qu'ils ne trouvent pas de l'emploi. Comment on peut empêcher un jeune décidé de rester tranquille?

69. Le pire c'est où nous habitons avec tous les problèmes de la pauvreté mais aussi en raison de tous les types de violence. Violence de l'État, qui ne veut pas nous donner ce dont nous avons besoin, et on voit la violence politique, la violence de la police, parce que ce pays a des dettes avec la répression. Alors quand nous allons manifester, nous sommes au courant de tout ce qui peut nous arriver. Quand on arrive à la maison et que les enfants nous disent «ma, t'es revenue», parce que des fois nous ne rentrons pas parce qu'ils nous amènent en tôle.

70. Alors ce que moi je me demande, nous les femmes qui travaillons dans les quartiers, quel rôle voulons nous que l'État joue devant cette société? Nous avons un État absent, qui ne se préoccupe pas de la santé, ni de l'éducation, ni de la nourriture et si nous ne sortons pas lutter, moi je me demande? Qu'est-ce que nous voulons pour nous? Quel État voulons nous, quel gouvernement voulons nous? Pendant combien temps vont-ils continuer à réprimer ceux qui luttent pour la nourriture? Parce que nous ne demandons même pas un changement profond. Des fois, on lutte pour un sac de bouffe ou pour l'augmentation d'un misérable plan de travail.

71. En tant que femmes, nous devons nous réunir et demander quelque chose au gouvernement. Nous allons obtenir de quoi, parce que ensemble il ne peut pas nous arrêter.

72. Je crois que maintenant, nous devons avancer pour quelque chose de plus signifiant. Alors au lieu de se chicaner entre nous, pour des niaiseries, mettons-nous d'accords pour dire quel type de pays nous voulons donner à nos enfants.

73. Moi je ne reçois pas le plan parce que je veux un meilleur avenir pour mes enfants et mes petits enfants.

74. Je suis d'accord pour qu'on lutte toutes ensemble. Le gouvernement ne nous donne rien en cadeau.

4.2.3 L'accès à l'emploi

75. Pourquoi ne pas demander du travail camarade? Parce que c'est de ça dont nous avons vraiment besoin. Arrêtons de vivre indignement pour 150 pesos. Nous savons que les plans ne seront pas toujours là. Demain matin, le gouvernement change et fini les 150 pesos. Allons commençons à demander de l'emploi. En définitive c'est ça que je demande, pour vivre dignement parce que 150 pesos ce n'est pas assez pour vivre dignement.

76. Nous on reçoit les 150 pesos, mais des fois ce n'est pas suffisant et nous sortons protester afin de demander de l'aide au gouvernement.

77. Et pourquoi les collègues étrangers ont de l'emploi? Il y a une volonté politique pour les maintenir en emploi. Il y a 5 millions d'itinérants au pays et c'est chiffre nous ne l'avons pas inventé, même pas les organisations de gauche, ni les piqueteros. C'est un chiffre officiel de l'INDEC.

78. Ils amènent quelqu'un d'un autre pays qui vient pour une semaine, quinze jours, un mois. Ils leur paient presque rien de l'heure et le type endure le travail de six heures du matin à dix heures du soir.

79. Ce qui est favorisé c'est le travail informel. Pourquoi on n'augmente pas les plans? Pourquoi ils ne créent pas plus de sources d'emploi? Et pourquoi ils maintiennent l'emploi des personnes étrangères? Parce que c'est une décision politique.

80. Mon mari a 49 ans et tous les jours il sort pour chercher un emploi, tu sais ce qu'on lui dit? « Non, nous ne cherchons pas à engager ». Comment? Parce qu'il est âgé il n'a pas le droit de vivre? Il n'a pas le droit de pourvoir pour sa famille? Les enfants doivent mourir de faim parce que le type a 49 ans? Moi j'ai 46 ans et c'est la même chose.

81. Maintenant il commence à y avoir plus de travail. C'est mieux qu'il y a quelque temps.

82. Il y a de l'emploi et je n'en veux pas au président parce que vraiment, je vois il fait des choses.

83. Il arrive que nous soyons vieilles. Ça c'est le vrai problème.

84. Oui, et ils sont très exigeants. Même pour balayer chez quelqu'un, tu dois posséder un diplôme secondaire.

85. Oui, ou un diplôme d'université et comprendre deux langues. C'est très difficile. Malgré ça, tu risques de ne pas trouver un emploi. Ils sont trop stricts. De 18 à 25 ans seulement. À 26 ans, tu ne peux rien trouver. Même avec les diplômes et tout.

86. C'est vrai, la question de l'âge, après 35 ans c'est impossible de trouver un emploi.

87. Je rêve d'avoir un emploi, comme ça je n'ai pas besoin d'avoir une cantine pour que les enfants puissent partager un souper avec ses parents. C'est un beau rêve, n'est-ce pas? Ou que je puisse faire mes heures et rentrer chez moi et ne pas avoir à m'impliquer. Parce que qu'est-ce qu'il y a de plus beau qu'un parent qui s'assoit à table avec son enfant afin de raconter les péripéties de la journée?

88. Tout à coup nous avons perdu nos emplois. Mon mari après 22 ans de service, il est resté vide.

89. J'ai ouvert un salon de coiffure chez moi et j'économisais de l'argent pour m'acheter une parcelle de terre et y construire ma maison

Troisième Partie : Une nouvelle forme de féminisme

90- Je parle du groupe le plus traditionnel, pas le mouvement. Ce sont des femmes de la classe moyenne, moyenne élevée, qui ont eu accès à l'éducation et à l'académie. Et aussi un groupe des femmes très caractéristiques. Qui ont eu accès à la culture, à l'éducation...ce sont la classe moyenne...c'était le mouvement le féminisme le plus traditionnel de l'Argentine.

91. Dans les rencontres de femmes, elles retrouvent un espace exclusif ou la parole masculine n'a pas le poids qu'elle a au sein des mouvements, dans les groupes ou au travail dans les quartiers ou dans les autres endroits où elles peuvent discuter.

92. Les femmes qui commencent à discuter de ces questions entre elles dans les mouvements des désoccupés et désoccupées il commence à y émerger un degré de conscientisation plus que de réflexion à propos des sujets concernant le genre qui pourrait les amener à rencontrer d'autres femmes avec qui historiquement elles ont développé la lutte féministe.

93. Elles nous ont apporté le côté théorique, du point de vue de la formation, de la capacité de voir des choses que nous ne voyons pas. Sur ce niveau, elles ont apporté beaucoup d'éléments.

94. Certes je crois que notre lutte est féministe. Ce qui arrive c'est que le féminisme a plusieurs branches. Alors, nous on n'est pas d'accord avec le féminisme libéral. Nous ne pouvons pas dire nous sommes d'accord avec le féminisme français, ni avec le féminisme des femmes noires aux États-unis, parce que notre réalité est différente.

95. Des fois nous sommes surprises quand nous rencontrons ces collègues féministes issues des expériences des années 1980, qui considèrent qu'elles détiennent le savoir à propos des sujets et qui pensent que nous sommes dépôt de ce savoir. Nous ne nous considérons ni le dépôt ni les bénéficiaires d'aucun savoir, mais en plus nous nous considérons en pleines conditions d'élaborer nos propres théories scientifiques et pratiques, disons nous sommes capable de développer la politique de travail en accord avec notre propre expérience.

96. Pendant les années 1980, elles ont apporté beaucoup, même en ce qui concerne l'adoption des lois. Mais nous on voit par exemple certaines contradictions fondamentales. Ici, pendant les années 1990, nous avons adopté les lois les plus progressistes en terme de défense des droits des femmes et en plus elles sont incluses dans la nouvelle constitution, mais c'est aussi le moment où l'appauvrissement de la population a été très marquant.

BIBLIOGRAPHIE

Altamirano, Patricia et Alejandra Namblona. 1993. « Argentina: Participación en el Desarrollo Local » (Argentine: Participation dans le développement local). In *El espacio posible: Mujeres en el poder local*, sous la direction de ISIS Internacional, p.115-123. Buenos Aires: Ediciones de las Mujeres.

Arendt, Hannah. 1998. *The human condition* (La condition humaine). Chicago: The University of Chicago Press, 349 p.

Armony, Victor. 2004. *L'énigme argentine. Images d'une société en crise*. Montréal : Éditions Athéna, 200 p.

Auyero, Javier. 2003. *Contentious Lives: Two Argentinian women, two protests, and the quest for recognition* (Vies Contestées: Deux Argentines, deux protestations et la quête pour la reconnaissance). États-Unis : Duke University Press éditeur, 230 p.

Barracos, Dora. 2001. *Inclusion/Exculsion : Historia con mujeres* (Inclusion/Exclusion: Histoire avec femmes). Buenos Aires: Fondo de Cultura Economica, 159p.

Bellucci, Mabel. 2000. El Movimiento de Madres Plaza de Mayo (Le mouvement des Mères de la Place de Mai). In *Historia de las mujeres en la Argentina: Tomo 2: Siglo XX*, sous la direction de Gil Lozano, Fernanda, Valeria Pita y Maria Gabriela Ini, p. 267- 289. Buenos Aires: Editorial Taurus.

Chesnay François et Jean-Philippe Divès. 2002. *Que se Vayan Todos!: Le Peuple d'Argentine se Soulève*. Paris: Édition Nautilus, 230 p.

Chossudovsky, Michel. 1998. *La Mondialisation de la Pauvreté*. Montréal : Éditions Écosociété. Montréal, 248 p.

Cordoba, Carolina. 1998. « La “nueva cuestion social” ¿cuestion de género? » (La « nouvelle question social », une question de genre?). In *Relaciones de Género y exclusión en la Argentina de los 1990. El orden del desorden o el desorden del orden?*, sous la direction de Asociación de Especialistas Universitarias en Estudios de la Mujer, p. 274-282. Buenos Aires: Editorial Espacio.

Cortada, Ana B., Marta Danieleto. 1994. « Hacia un Sistema Integrado de Estadísticas de la Mujer: el Trabajo Domestico » (Vers un système intégré de statistiques des Femmes). In *La mitad del país: La mujeres en la sociedad Argentina*, sous la direction de Knecher Lidia, p. 301-309. Buenos Aires: Centro editorial de America latina.

Cortes, Rosalia. 2003. « Mercado del Trabajo y Genero: El Caso Argentino, 1994-2002 » (Marché de l'emploi et genre: le cas argentin, 1994-2002). In *Mujer, pobreza y mercado de trabajo: Argentina y Paraguay*, sous la direction de Maria Elena Valenzuela, p.63-104. Oficina Regional de la OIT para America latina.

Costa, Maria Victoria. 1998. « El concepto de ciudadanía y la definición de las necesidades como base de las políticas de bienestar. Una lectura desde la teoría de género » (Le concept de citoyenneté et la définition des besoins comme base des politiques de bien-être. Une lecture à partir de la théorie de genre). In *Relaciones de género y exclusión en la Argentina de los 1990. El orden del Desorden o el Desorden del Orden?*, sous la direction de Asociación de Especialistas Universitarias en Estudios de la Mujer, p.139-143. Buenos Aires: Editorial Espacio

Deere, Carmen Diana, Helen Safa et Peggy Antrobus. 1997. « Impact of the Economic Crisis on Poor Women and their Households » (L'impact de la crise économique sur les femme pauvres et leurs ménages). In *The women, gender and development reader*, sous la direction de Visvanathan Nalini, Lynn Duggan, Laurie Nisonoff et Nan Wiegiersma, p. 257-267. Londres: Zed Books LTD

De Renzis, Miguel Angel. 2004. *Tte Gral Juan D. Peron: La comunidad organizada- El modelo argentino para el proyecto nacional* (Lieutenant Général Juan D. Perón: La communauté organisée- Le modèle argentin pour le projet national). Buenos Aires: Fundación Evita, 117 p.

Di Liscia, Maria Herminia. 2000. *Mujeres, maternidad y peronismo* (Femmes, Maternité et péronisme). Santa Fe: Fondo Editorial Pampeano, 154 p.

_____, Ana Maria Rodriguez. 1994. « El socialismo y la Iglesia: Aportes sobre la condición femenina entre los años 1900 y 1920 » (Le socialisme et l'Église: Apports sur la condition féminine entre les années 1900 et 1920) In *La mitad del país: La mujeres en la sociedad Argentina*, sous la direction de Knecher Lidia, p. 354-364 Buenos Aires: Centro editorial de América latina.

Di Marco, Graciela, et Héctor Palomino. 2004. *Reflexiones sobre los movimientos sociales en la Argentina* (Réflexions sur les mouvements sociaux en Argentine). Buenos Aires: Jorge Baudino éditeur, 152 p.

Feijoo, Maria del Carmen. 2002. « El Feminismo contemporaneo en Argentina: Encuentro y desencuentros en un escenario turbulento » (Le féminisme contemporain en Argentine: Rencontres et déssaccords sur une scène turbulante). In *Sociedad civil, esfera publica y democracia America latina: Andes y cono Sur*, sous la direction de Aldo Panchini, p. 177-209. Buenos Aires: Ediciones Obras de Sociedad

_____. 1998. « Democratic participation and women in Argentina » (Participation démocratique et les femmes en Argentine). In *Women and democracy: Latin America and Eastern Europe*, sous la direction de Jane Jaquette et Sharon L. Wolchik, p.28-46. Baltimore: John Hopkins University Press.

Felitti, Karina. 2000. « Anticoncepcion y liberacion sexual en la década del sesenta » (Anticonception et liberté sexuelle pendant la décennie des années soixante). In *Historia de las mujeres en la Argentina: Tomo 2: Siglo XX*, sous la direction de Gil Lozano, Fernanda, Valeria Pita y Maria Gabriela Ini, p. 155-173. Buenos Aires: Editorial Tauros.

Ferrer, Aldo. 1998. *El capitalismo argentino* (Le capitalisme argentin). Buenos Aires: Fondo de Cultura Economica, 140 p.

Friedan, Betty. 1974. *The feminine mystique* (La femme mystifiée). New York: Dell Publishing Co., 420 p.

González, Horacio (dir. Publ.). 2000. *Historia crítica de la sociología argentina* (Histoire critique de la sociologie argentine) Buenos Aires: Ediciones Colihue, 530p.

Harris, Olivia. 1981. « Household as a natural unit » (Le ménage comme une unité naturelle) In *Of Marriage and the market: Women's subordination in International perspective*, sous la direction de Kate Young, Carol Wolkowitz et Roslyn McCullagh, p. 49-68. Londres: CSE books.

Hill Collins, Patricia. 1994. « Shifting the Center: Race, Class and Feminist Theorizing about Motherhood » (Déplacement du centre: Race, class et la théorie féministe sur la maternité). In *Representations of motherhood*, sous la direction de Donna Bassin, Margaret Honey et Meryle Kaplan, p. 97-124. New Heaven: Yale University Press.

Jaquette, Jane (1989). *The women's movement in Latin america: Feminism and the transition to democracy* (Le mouvement des femmes en Amérique latine: Féminisme et la transition vers la démocratie) Boulder: Unwind Hyman, 257 p.

Jozami, Angel. 2003. *Argentina: La destrucción de una nación* (Argentine: La destruction d'une nation). Buenos Aires: Editorial Mandadori éditeurs, 413 p.

Laperrière, Anne. 1997. « La Théorisation Ancrée (Grounded Theory): Démarche Analytique avec d'autres Approches Apparentées ». In *La Recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, sous la direction de Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, p. 309-331 Montréal : Éditions Gaëtan Morin.

Lobato, Mirta Zaida. 2000. « Lenguaje laboral y de género. Primera mitad del siglo XX » (Langage du travail et de genre: Première moitié du 20^e siècle). In, *Historia de las mujeres en la Argentina: Tomo 2: Siglo XX*, sous la direction de Gil Lozano, Fernanda, Valeria Pita y Maria Gabriela Ini, p. 95- 117. Buenos Aires: Editorial Tauros.

Luna Felix. 2003. *Los gobiernos radicales: Desde el primer gobierno de Irigoyen hasta Alfonsín (1916-1983)* (Les gouvernements radicaux: À partir du premier gouvernement de Irigoyen jusqu'à Alfonsín) T.4 de *Momentos claves de la historia Argentina*. Buenos Aires: Editorial Planeta.

Lupano, Maria Marta. « Organizaciones religiosas y patronos industriales católicos : Política habitacional con referencia a la mujer obrera (1890-1930) » (Organisations religieuses et patrons industriels catholiques: Politiques sur l'habitat en référence à la femme ouvrière). In *La mitad del país: La mujeres en la sociedad Argentina*, sous la direction de Knecher Lidia, p. 365-415. Buenos Aires: Centro editorial de América latina

Mackintosh, Maureen. 1981. « The sexual division of labour and the subordination of women » (La division sexuelle du travail et la subordination des femmes). In *Of Marriage and the Market: Women's subordination in International Perspective*, sous la direction de Kate Young, Carol Wolkowitz et Roslyn McCullagh, p. 1-16. Londres: CSE books

Marifran, Carlson (1988). *Feminismo! The woman's movement in Argentina: From its beginnings to Eva Perón* (Féminisme! Le mouvement des femmes en Argentine: Dès ses débuts jusqu'à Eva Perón) Chicago: Academy of Chicago Publishers, 225 p.

Mies, Maria. 1998. *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women and the International Division of Labour* (Patriarcat et accumulation sur une échelle mondiale: Les femmes et la division international du travail). Londres: ZED books ltd, 251 p.

MTD Solano et Colectivo Situaciones. 2002. *La hipótesis más allá de los piquetes* (L'hypothèse qui dépasse les piquets). Buenos Aires: Ediciones De Mano en Mano, 252 p.

Nari, Maria Marcela Alejandra. 2000. Maternidad Política y Feminismo (Maternité politique et féminisme). In, *Historia de las mujeres en la Argentina: Tomo 2: Siglo XX*, sous la direction de Gil Lozano, Fernanda, Valeria Pita y Maria Gabriela Ini, p. 197-223. Édition Tauros, Buenos Aires.

Neveu, Érik. 2002. *Sociologie des Mouvements Sociaux*. Éditions La Découverte. Paris, 125p.

Oviedo, Luis. 2002. *Una historia del movimiento piquetero: De las primeras coordinadoras a las asambleas nacionales al Argentinazo* (Une histoire du mouvement piquetero: depuis les premières coordinations jusqu'aux assemblées national et au Argentinazo). Buenos Aires: Éditions Rumbos, 262 p.

Peet, Richard et Elaine Hartwick. 1999. *Theories of development* (Théories du développement). New York: The Guilford Press, 234 p.

Perón, Eva. 1975. *Eva habla a las mujeres*. (Eva parle aux Femmes). Buenos Aires: Editorial de la Reconstrucción, 169 p.

Peruzzotti, Enrique. 2002. « Emergencia, desarrollo, crisis, y reconstrucción de la sociedad civil argentina » (Urgence, développement, crise et reconstruction de la société civil argentine). In *Sociedad civil, esfera publica y democracia America latina: Andes y cono Sur*, sous la direction de Aldo Panchini, p. 78-112. Buenos Aires: Ediciones Obras de Sociedad

Piotte, Jean-Marc. 1997. *Les grands penseurs du monde occidental. L'éthique et la politique de Platon à nos jours*. Québec : Éditions Fides, 607 p.

Rauber, Isabel. 2002. « Femmes argentines : Le cas de Piqueteras » In *Genre, mondialisation et pauvreté*, sous la direction de Christine Vershuur et Reysoo Fenneke, p.159-165. Paris : L'Harmattan.

Rocchi, Fernando. 2000. Concentración de capital, concentración de mujeres. Industria y trabajo femenino en Buenos Aires, 1890-1930. (Concentration de capital, concentration des Femmes. L'industrie et l'emploi féminin à Buenos Aires, 1890-1930). In *Historia de las Mujeres en la Argentina : Tomo 1 : Colonia y Siglo XIX. Tomo 2: Siglo XX*, sous la direction de Gil Lozano, Fernanda, Valeria Pita y Maria Gabriela Ini, p.223-245. Édition Tauros, Buenos Aires.

Saba, Roberto. 2002. « El movimiento de derechos humanos, las organizaciones de participación ciudadana y el proceso de construcción de la sociedad civil y el estado de derecho en Argentina » (Le mouvement des droits humains, les organisations de participation citoyenne et le processus de construction de la société civile et l'état de droit en Argentine). In *Sociedad civil, esfera publica y democracia America latina: Andes y cono Sur*, sous la direction de Aldo Panchini, p. 147-171. Buenos Aires: Ediciones Obras de Sociedad.

Schumkler, Beatriz et Graciela Di Marco. 1997. *Madres y democratización de la familia en la Argentina contemporánea* (Mères et démocratisation de la famille dans l'Argentine contemporaine). Buenos Aires: Editions Biblio, 186 p.

Sosa de Newton, Lily. 1967. *Las Argentinas de ayer a hoy* (Les Argentines de hier à aujourd'hui). Buenos Aires: Libreria y Editorial L. V. Zanetti S.A., 237 p.

Stiglitz, Joseph. 2002. *La grande désillusion*. Paris: Fayard, 407p.

Strauss, Anselm et Juliet Corbin. 1998. *Basics of qualitative research: Techniques and procedures for developing grounded theory* (Fondements de la recherche qualitative: Techniques et procédures pour développer la théorisation ancrée). Californie: Sage Publications. California, 270 p.

Suriano, Juan (dir. Publ.). 2005. *Nueva historia Argentina: Dictadura y democracia (1976-2001)* (Nouvelle histoire argentine: Dictature et démocratie (1976-2001)). Buenos Aires: Editorial Sudamericana éditeur, 557 p.

Svampa, Maristella et Sebastian Pereyra 2003. *Entre la ruta y el barrio: La experiencia de las organizaciones piqueteras* (Entre la route et le quartier: L'expérience des organisations piqueteras) Buenos Aires: Editorial Biblos éditeur, 230 p.

Szurmuk Mónica. 2000. *Mujeres en viaje. Escritos y testimonios* (Femmes en voyage: Écrits et témoignages). Buenos Aires: Ediciones Extra Alfaguara, 315 p.

Torrado, Susana. 2003. *Historia de la familia en la Argentina moderna (1870-2000)* (Histoire de la famille dans l'Argentine moderne (1870-2000)). Buenos Aires: Ediciones de la Flor éditeur, 701 p.

Thurer, Shari. 1994. « The exaltation of mother: Eighteenth and nineteenth century mom » (L'exaltation de la mère: la mère au 17^e et 19^e siècle). In *The myths of motherhood: How culture reinvents the good mother*, p.182-224. Boston: Houghton Mifflin.

Touraine, Alain. 1984. *Le Retour de l'acteur*. Paris: Fayard, 350 p.

Visvanathan, Nalini. 1997. « Introduction to part one ». (Introduction à la première partie). In *The women, gender and development reader*, sous la direction de Visvanathan Nalini, Lynn Duggan, Laurie Nisonoff et Nan Wiegersma, p. 17-33. Zed Books LTD, London.

Young, Kate. 1997. « Gender and Development » (Genre et développement). In, *The women, gender and development reader*, sous la direction de Visvanathan Nalini, Lynn Duggan, Laurie Nisonoff et Nan Wiegersma, p.51-54. Londres: Zed Books LTD

Articles Périodiques

Adams, Augustine. 2002. « She consents implicitly: Women's citizenship, marriage, and liberal political theory in late nineteenth-and-early-twentieth century Argentina » (Elle consent implicitement: La citoyenneté des femmes, le mariage et la théorie politique libérale pendant la fin du 19^e et début du 20^e siècle en Argentine). *Journal of Women's History*, vol. 13, no 4, p.8-30.

Armony, Victor. 2002. « Populisme et néopopulisme en Argentine : De Juan Perón À Carlos Menem ». *Politique et Sociétés*, vol. 21 no 2, p. 52-77.

Beinstein, Jorgc. 2003. « En Argentine, une économie à genoux ». *Manières de Voir 69 : Le monde diplomatique*. Juin, Juillet, p. 10-13.

Chejter, Silvia. 2003. « Argentinean women survive economic crisis » (Les femmes argentines survivent à la crise économique) *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 29, no 2, p.534-539.

_____. 1997. « Encuesta feminista argentina: Ser feminista en los 70 y 80 » (Enquête féministe argentine: Être féministe dans les années 70 et 80). *Travesias*, vol. 5 num. 6, p. 69-84.

_____. 1996. « El hilo de un sentimiento y una practica » (Le fil d'un sentiment et d'une pratique) *Travesias*, vol. 4 num. 5, p. 3 à 9.

_____. 1996. « Ser Feminista en la Argentina de los Noventa » (Être féministe en Argentine pendant les années quatre-vingt-dix). Dans *Travesias*, vol. 4 num. 5, p. 97-128.

Deutsch, Sandra. 1991. « The catholic church, work and womanhood in Argentina, 1890-1930 » (L'église catholique, le travail et la féminité en Argentine, 1890-1930) *Gender & History*. Vol. 3, no. 3, p. 304-325.

Gabetta, Carlos. 2003. « Crise politique totale ». *Manières de Voir 69: Le monde diplomatique*. Juin, Juillet, p.14-16.

Howe, Sara Eleanor. 2006. « The Madres de la Plaza de Mayo: Asserting motherhood; rejecting feminism? » (Les Mères de la Place de Mai: Affirmation de la maternité; rejet du féminisme?). *Journal of Internacional Women's Studies*, vol. 7, no., pp. 43-50.

Jones, Mark (1996). « Increasing Women's representation via Gender Quotas: The Argentina's Ley de Cupo » (Accroître la participation des femmes via les quotas de genre: La loi des quotas-part en Argentine). *Women and Politics*, vol. 16, no. 4, p. 75-98.

Mead, Karen. 2000. « Beneficent maternalism: Argentine motherhood in contemporary perspective, 1890-1920 » (Maternalisme bénéficient: La maternité en Argentine selon une perspective contemporaine). *Journal of Women's History*. Vol. 12, no. 3, p. 120-145.

Molyneux, Maxine. 1986. « No God, no boss, no Husband. Anarchist feminists in nineteenth-century Argentina » (Ni Dieu, ni chef, ni mari. Les féministes anarchiques dans l'Argentine du 19^e siècle). *Latin American Perspectives*. Vol. 13, num. 1, p. 119-145.

_____. 1985. « Mobilization without emancipation? Women's interests, the state and the revolution in Nicaragua » (Mobilisation sans émancipation? Les intérêts des femmes, l'État et la révolution au Nicaragua). *Feminists Studies*, vol. 11, no. 2, p. 227-254.

Safa, I. Helen. 1990. « Women's social movements in Latin America » (Les mouvements sociaux des femmes en Amérique latine) *Gender & Society*, vol. 4 no 3, p. 354-369.

Sassen, Saskia. 2002. « Contrageografia de la globalizacion: La feminizacion de la supervivencia » (Contregéographie de la globalisation: La féminisation de la survie). *Travesias* num. 10, vol. 9 p. 11-36.

THE PALOUSE TRANSLATION PROJECT.1995. «The emancipation of Women: Argentina 1876» (L'émancipation de la femme: Argentine 1876). *Journal of Women's History*, vol. 7, No. 3, pp. 102-126.

Tourain, Alain. 2004. «On the frontier of social movements» (À la frontière des mouvements sociaux). *Current Sociology*, vol. 52, num. 4, p. 717-725.

Mémoires

Bessa, Elena. 2004. «La contestation sociale et exercice de la citoyenneté: le cas du «mouvement piquetero» en Argentine. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 152 p.

Sánchez, Nora. 2005. «Las madres "locas" de Plaza de Mayo. Una socialización y una polinización de la maternidad en Argentina (1977-1989). Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 140p.